

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Stéphane JUST
France, la crise révolutionnaire affleure

■ Marc LACAZE
L'O.C.I. prépare son 21^e Congrès

■ Document de la 7^e session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale :

La situation internationale et la reconstruction de la IV^e Internationale.

■ François FORGUE
L'unité allemande, question capitale.

■ Jean-Jacques MARIE
Pologne, la révolution politique en marche..

■ Sergio REIS
Où en est la révolution portugaise.

■ Jacques MEYRAND
Au Liban, la contre-révolution à l'œuvre.

Février 1977 Prix 8 F

N^o 575

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 575 - Février 1977

SOMMAIRE

- 2 — ■ Stéphane JUST
France, la crise révolutionnaire affleure
- 23 — ■ Marc LACAZE
L'O.C.I. prépare son 21^e Congrès
-
- 45 — ■ Document de la 7^e session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale :
La situation internationale et la reconstruction de la IV^e Internationale.
-
- 65 — ■ François FORGUE
L'unité allemande, question capitale.
- 87 — ■ Jean-Jacques MARIE
Pologne, la révolution politique en marche..
- 107 — ■ Sergio REIS
Où en est la révolution portugaise.
- 123 — ■ Jacques MEYRAND
Au Liban, la contre-révolution à l'œuvre.

En raison de la publication, dans ce numéro, de larges extraits du rapport présenté à la 7^e session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la deuxième partie de l'article du camarade Denis Folias : « Le droit à la santé, la Sécurité sociale, des conquêtes sociales révolutionnaires », sera publiée dans le n^o 576 de « La Vérité ».

LUTTES REVENDICATIVES
ELECTIONS MUNICIPALES
DISLOCATION ACCENTUEE DE LA MAJORITE

France,
la crise révolutionnaire
affleure

par Stéphane JUST

En Europe, toutes les contradictions économiques, sociales et politiques atteignent au plus haut point de concentration. La révolution européenne est pleinement d'actualité. Il s'agit bien de la révolution européenne au sens où la lutte des classes en Europe constitue un ensemble organique, en fonction des tâches historiques que la révolution prolétarienne doit résoudre, compliquées et devenues plus impérieuses du fait des développements de ces dernières décennies.

Mais il s'agit d'un ensemble organique, donc différencié. La lutte des classes en chaque pays fait partie de l'ensemble et est spécifique. La maturité du développement des conditions de la crise révolutionnaire n'est pas, dans tous les pays, au même point. En même temps, la lutte des classes en chaque pays est un facteur agissant de la lutte des classes à l'échelle de l'Europe, quoique de façon inégale pour chaque pays.

Cette unité dialectique doit être assimilée. Elle implique la plus extrême attention aux développements de la crise du régime politique et de la lutte des classes en France.

En France et en Espagne, la crise révolutionnaire qui ouvrira la révolution prolétarienne affleure. Toutes les données en sont réunies, plus encore qu'en Italie. En ce dernier pays les contradictions économiques et sociales, la décomposition de la société bourgeoise sont sans doute, au moment actuel, plus avancées qu'en France. Mais le système politique de domination de la bourgeoisie en place a gardé les principales caractéristiques du système parlementaire : une certaine élasticité politique en résulte, qui permet d'amortir les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. En Espagne, quel que soit le « libéralisme » royal, le régime politique en place continue le franquisme. En France, plus se décompose le bonapartisme moribond, plus

s'affirme son caractère bonapartiste, moins il est en mesure de faire preuve de la souplesse indispensable pour amortir les rapports entre et à l'intérieur des classes. C'est pourquoi la crise révolutionnaire affleure en Espagne et en France.

Bien que personne ne puisse fixer l'échéance de la dislocation du ré-

gime politique et de la crise révolutionnaire, toute la situation et toute l'activité politiques sont dominées par la proximité de cette échéance. Évidemment toute l'Europe est concernée. La responsabilité de l'organisation et des militants qui construisent le parti révolutionnaire en France est d'autant plus directe et lourde.

quelques éléments de la situation

Le gouvernement Giscard-Barre est totalement discrédité, et avec lui le plan qui porte le nom du premier ministre. Faisant preuve de lucidité, au moment où il devenait Premier ministre et formulait son fameux plan, Barre déclarait que le problème était politique. Les résultats économiques du plan Barre s'inscrivent au passif : l'inflation se poursuit ; la conjoncture et les perspectives économiques sont mauvaises ; le déficit du commerce extérieur, et conjointement l'endettement, s'accroissent ; le chômage s'étend.

La situation de la sidérurgie française a valeur indicative. La capacité théorique de production de la sidérurgie française s'élève à 34 millions de tonnes d'acier brut, à condition que les prévisions optimistes du VII^e Plan soient concrétisées. La demande prévisible en 1977 sera de 25 millions de tonnes. Selon un rapport, pour arriver à un rapport production/effectif équivalent à celui de l'Allemagne occidentale, il faudrait licencier quarante mille travailleurs sur cent cinquante mille. Le gouvernement Barre va accorder une subvention nouvelle aux trusts de la sidérurgie d'environ 3 milliards de francs, s'ajoutant aux 2,8 milliards que l'Etat a « avancés » en 1966, aux 2,65 que l'Etat a « avancés » pour le financement de Fos en 1973, aux 1,4 milliard déjà « avancés » en 1976. Ce nouveau « prêt » a principalement

pour objet la suppression de plus de six mille emplois rien qu'en 1977, par mises à la pré-retraite, « reconversion », etc...

DEPENDANCE PAR RAPPORT AUX « LOCOMOTIVES »

L'ensemble de l'économie capitaliste française n'en est pas encore au même point. La situation de la sidérurgie est néanmoins significative, en ce qu'elle met en évidence la faiblesse fondamentale, structurelle du capitalisme français. Cette faiblesse vient de loin. Le bonapartisme gaulliste, malgré ses tentatives d'y remédier, d'intégrer l'économie française plus profondément à la division européenne et mondiale du travail en la rendant compétitive, n'a pu la surmonter ; elle est plus dépendante du marché européen et mondial, sans être plus compétitive pour autant. C'est un des aspects de l'échec du gaullisme qui, lui-même, résulte en grande partie de son impuissance à domestiquer la classe ouvrière, à intégrer et à briser ses organisations. Le capitalisme français est, du coup, directement dépendant de la conjoncture économique internationale sans avoir les moyens d'agir efficacement sur elles. Au cours de ces dernières années, ses ressources internes ont considérablement diminué.

Actuellement, le grand capital exige la « relance », c'est-à-dire subventions et commandes dispensées par l'Etat. Mais celui-ci n'a pas les moyens de le faire à un niveau suffisant. La conjoncture économique en France, tout comme en d'autres pays d'Europe, dépend entièrement de la « relance » à l'échelle mondiale, plus précisément de la politique économique des trois « grands » de l'impérialisme : les USA, le Japon, l'Allemagne occidentale. Toute la presse et les milieux capitalistes s'interrogent : vont-ils jouer en 1977 leur rôle de « locomotives » du système capitaliste et dans quelle mesure ces « locomotives » vont-elles tirer l'ensemble du train, ou au contraire décrocher les vieux wagons grinçants et brinquebalants.

Car ces locomotives sont elles-mêmes poussives...

« PATRONS, SOYEZ DES PATRONS ! »

Le plan Barre se réduit à bloquer les salaires, à étendre les licenciements, à s'attaquer à la qualification, à imposer la polyvalence, à poursuivre les « réformes » que de Gaulle et Pompidou avaient entreprises sans jamais pouvoir les mener à terme. Au forum que le journal patronal « L'Expansion » a organisé le 6 janvier dernier, devant 400 patrons, le Premier ministre Barre a été d'une extrême clarté :

« Ou vous êtes de véritables chefs d'entreprise, ou vous baissez les bras, et, dans ce cas, vous n'êtes pas de vrais chefs d'entreprise. »

Barre ne maquille pas : pour que le gouvernement puisse relancer globalement l'économie il faut d'abord « assainir ». Ce que ce terme signifie, il le précise comme suit :

« J'ai le plus grand respect pour la liberté de décision des

entreprises. Mais les firmes doivent être responsables, et la première marque de la responsabilité est une saine gestion... L'évolution des rémunérations au cours de ces dernières années a été insupportable pour les entreprises. Cela s'est traduit par la baisse du franc. En fin de compte, la situation actuelle est liée à un plein emploi artificiel. »

On ne saurait être plus net. Monsieur Barre le dit : « être un véritable chef d'entreprise », cela veut dire : bloquer les salaires, procéder aux licenciements, imposer la déqualification et la polyvalence, voilà ce que veut dire « une saine gestion ». D'ailleurs Barre précisait :

« Quand les investissements seront utiles, le gouvernement apportera son concours, mais à des conditions qui seront précises... Nous n'apporterons pas de concours financiers aux entreprises qui ne respecteront pas les normes que le gouvernement a fixées pour la progression des salaires, et des dispositions seront prises en matière de commandes et de marchés publics. »

La nécessité d'achever ce que de Gaulle et Pompidou ont entamé se fait d'autant plus pressante, que s'accroît la crise de la société bourgeoise, et que l'inachèvement des « réformes » engagées est un élément de pagaille et de décomposition. C'est ainsi que les premiers décrets d'application de la réforme Haby viennent d'être publiés. Ce n'est pas l'endroit de les analyser mais cette réforme a deux axes : application de la sélection de la maternelle au baccalauréat, nouveau coup porté à l'enseignement professionnel, liquidation des CET ; intégration plus étroite des organisations syndicales enseignantes, des associations de parents d'élèves, des délégués des élèves, à la gestion de la politique scolaire du gouvernement, tant en matière d'enseignement que de crédits.

Il s'agit d'une véritable fuite en avant que dicte la crise économique menaçante dont les vagues successives risquent de submerger le capitalisme français. Mais cette politique ne correspond pas à la force politique du gouvernement Giscard-Barre, dont l'instabilité et la fragilité s'accroissent.

LE R.P.R.

Le capital financier français applaudit aux fermes propos de Barre. Il ne lui accorde pourtant aucune confiance. Il ne croit ni à sa réussite ni à sa durée. Comment serait-ce possible ?

La création du Rassemblement pour la République ne change évidemment en rien la nature de l'UDR, repeinte à une nouvelle enseigne. Elle consacre la division de la « majorité », déjà minoritaire dans le pays et que l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac avait exposée au grand jour. Les élections partielles des 14 et 21 novembre ont rendu un brutal verdict. Les 7 circonscriptions en cause étaient des circonscriptions où la « majorité » l'avait emporté en 1973. Les résultats en élus sont démonstratifs : sur sept sièges, elle en perd deux. Ils le sont plus encore lorsque l'on considère les six circonscriptions, bastions de la « majorité » et où il s'agissait de réélire six anciens ministres : en 1973, au premier tour, le PCF, le PS et les radicaux de gauche totalisaient 39,34 % des suffrages ; le 14 novembre 1976, ils en obtiennent 46,75 % ; encore faut-il ajouter que les radicaux de gauche n'ont existé que grâce au support du PS et du PCF, et qu'ils ont été incapables de faire le plein des voix, là où leur candidat représentait « la gauche », en Gironde, où il est battu. La guerre à l'intérieur de la « majorité » minoritaire a pris plus d'âpreté : la lutte ouverte pour la Mairie de Paris entre le candidat officiel de Giscard d'Estaing, Michel d'Ornano,

et celui de l'UDR devenue RPR, Christian de la Malène en est une des manifestations. La création du RPR affirme une orientation ouvertement contradictoire à celle de Giscard d'Estaing :

« La prétendue alternative que nous propose le programme socialo-communiste est dangereuse. Elle est inefficace. Elle est illusoire.

« ... Il n'y aura pas de collectivisme à la française. Quelles qu'aient pu être les illusions ou les ambitions de ceux qui s'y sont prêtés, partout dans le monde où l'on a mis en place les principes socialo-communistes, les libertés ont disparu,

affirme Jacques Chirac le 5 décembre au Parc des Expositions, lors de la proclamation du RPR. Le ton est donné, la suite coule de source :

« Nous n'accepterons pas que tombe sur notre pays la nuit de la dictature, et ceci, d'où qu'elle vienne : nous repoussons avec la même détermination les idéologies perverses du fascisme et du collectivisme. »

C'est l'appel à la mobilisation de toutes les forces de la réaction contre la révolution, dénommée « collectivisme ». Bien entendu, moins que quiconque, Jacques Chirac n'ignore que les dirigeants du PS et du PCF font tout ce qu'ils peuvent pour barrer la route à la révolution, au « collectivisme ». Mais il évoque quelque chose de réel : les masses qui se regroupent derrière le PS et le PCF le font, elles, au nom du socialisme, du communisme, du « collectivisme » ; leur mouvement est d'emprunter la voie qui conduit à la révolution. La politique de Jacques Chirac est de présenter ouvertement le RPR ainsi que le bras de la contre-révolution, comme en son temps le Rassemblement du Peuple Français.

Pour l'instant le RPR s'affirme au sein de la « majorité ». Il dit : « actif et vigilant, le Rassemblement pour la

République se situera résolument dans la majorité ». Et, faisant mine de ne pas préjuger, Jacques Chirac ajoute : « j'ignore s'il sera bientôt toute la majorité ».

Ce qui signifie que le RPR veut être toute la « majorité ». Et son ami Debré, tenu à moins de réserve, affirme :

« Nous devons nous mettre en mesure, s'il le fallait, d'être l'arme d'un gouvernement de salut public et d'unanimité nationale. Nous devons donc gagner les élections. »

Le 18 décembre Chirac précisait :

« Notre principal adversaire, c'est le PS. »

La société du 10 décembre, hier UDR, aujourd'hui RPR, tend toutes ses forces pour la défense de la V^e République et de ses institutions. Les croisés de la contre-révolution défendent leurs prébendes qui dépendent des positions qu'ils occupent au sein de l'appareil d'Etat (1).

LA TENTATIVE DE GISCARD D'ESTAING

L'orientation de Giscard d'Estaing diverge profondément : à nouveau, c'est celle de « l'ouverture à gauche » que Pompidou tenta en son temps, que le jour même de son élection à la présidence de la République lui-même évoquait.

(1) Depuis que cet article a été écrit, Jacques Chirac a annoncé qu'il allait se présenter comme candidat à la mairie de Paris, à la place de De la Malène, contre Michel d'Ornano, candidat de Giscard d'Estaing.

Cette candidature intervient au lendemain de la conférence de presse du Président de la République, qui appelait à l'unité dans la diversité de la « majorité », sous la direction de Barre et derrière lui. C'est un nouveau degré franchi vers la dislocation de la pseudo-« majorité ». La candidature de Chirac est une déclaration ouverte de guerre à Giscard d'Estaing. Chirac affirme avec plus de force une orientation directement inverse à celle de Giscard. (S.J.)

Le 1^{er} décembre, reçu en la mairie de Lille par Pierre Mauroy, Giscard d'Estaing déclarait que

« pour la première fois dans les annales récentes de la 5^e République, un repas réunissait des membres du gouvernement et un grand nombre de parlementaires de l'opposition... C'est une date importante dans l'histoire politique française. »

Il devait également dire :

« Dans l'exercice de ma fonction, j'entends poursuivre, à l'occasion de déplacements dans les régions ou à l'occasion de réflexions sur les grandes questions nationales, le dialogue démocratique. »

Tandis que François Mitterrand, interrogé le 2 décembre au micro de France Inter, estimait que :

« le trouble qui s'empare de la majorité, les divisions qui la séparent, qui la déchirent, l'incapacité où elle se trouve de régler sérieusement les affaires du pays, créent une situation dommageable pour le pays, et je ne me réjouis pas de cette situation », cela après avoir dit, une fois encore, qu'il n'y avait pas lieu « d'accélérer le processus des élections législatives ».

Une fois encore, il affirmait que l'Assemblée nationale actuelle devait aller jusqu'à la fin de son mandat et sa crainte qu'elle ne le puisse et doive être dissoute avant. Quelques jours plus tard, le groupe du Parti socialiste à l'Assemblée nationale votait le projet de loi conférant à l'Assemblée européenne de Strasbourg le droit de contrôle sur le budget de la CEE. Ce vote d'importance pratique secondaire avait une signification politique incontestable : celui de soutien au gouvernement Giscard-Barre dont la couverture parlementaire peut à tout moment se déchirer, au moins en deux.

Au-delà, est posé le problème : comment trouver une traduction fran-

gaise d'une « solution » à l'italienne ? Le système politique en place, le bonapartisme dégénéré et moribond, que Giscard d'Estaing incarne, rend impossible un soutien politique dans le cadre d'un renouveau du parlementarisme. Il faudrait démanteler la V^e République et ses institutions, chasser l'UDR-RPR des rouages de l'Etat, c'est-à-dire provoquer cette dislocation du régime que justement les uns et les autres veulent éviter. Comment trouver une transition qui permettrait la constitution d'une nouvelle majorité parlementaire comprenant le PS et bénéficiant de la « neutralité » ouverte du PCF. Giscard d'Estaing, pas plus que Pompidou, ne peut y parvenir. Mais le besoin de l'essayer disloque « la majorité » et précipite la crise du régime.

LE PCF NIE LA CRISE DU REGIME

A défaut, le gouvernement Giscard-Barre bénéficie d'une autre forme de soutien. Nous venons de le voir en ce qui concerne le PS. Ce n'est pas moins évident en ce qui concerne le PCF, mais sur un autre mode.

Le 8 décembre, au lendemain de la proclamation du RPR, l'un des plumitifs maison écrit un article dans « L'Humanité », intitulé « La mission de Jacques Chirac », article qui amoindrit, escamote la crise de la « majorité ». Laurent Salini concède :

« Des rivalités opposent les partis giscardiens entre eux. Que ces rivalités puissent conduire ces partis jusqu'à se disputer l'Elysée n'est pas une hypothèse excessive. Il y a indiscutablement une sérieuse bagarre pour la primauté dans la majorité (Laurent Salini ne met même pas de guillemets à « majorité »). NDLR).

« Mais dans la majorité et, pour l'heure, nécessairement autour de Valéry Giscard d'Estaing à qui Jacques Chirac re-

connait la « primauté », et dont il admet qu'il « doit définir les grandes orientations ».

« (...) Au service de la majorité — et sans préjuger quelle sera la fraction dirigeante — les rôles ont été répartis. Dans leurs grandes lignes, sans trop entrer dans les détails. En laissant jouer les forces composantes. En leur permettant d'accuser leur personnalité propre dans une combinaison stratégique commune. »

Chemin faisant, Laurent Salini affirme que la « majorité » minoritaire est LA Majorité. Il nie la crise du régime. La dislocation menaçante de « la majorité » est transformée en « combinaison stratégique commune ». Conclusion implicite : ce gouvernement, ce système politique sont forts et inexpugnables. Le tour est joué.

Complétant la manœuvre, la direction du PCF mène « campagne » sur des thèmes dont les masses ne peuvent se saisir. Ainsi, Marchais tonne-t-il sur toutes les ondes et les rédacteurs de l'« Humanité » fulminent-ils à longueur de colonnes contre les profiteurs de la hausse du prix de l'essence, « les trusts du pétrole ».

Passant, sans reprendre haleine, d'une « campagne » à l'autre, la direction du PCF croise le fer contre Giscard d'Estaing à propos des droits et libertés politiques dans les entreprises... Autant en emporte le vent.

IMPORTANCE DES ELECTIONS

Par contre, le PS et le PCF préparent les élections municipales qui auront lieu au début de mars soigneusement, à leur manière. La tradition française fait que les élections ont toujours une importance considérable du point de vue de la lutte des classes. Après qu'en 1934, les masses aient imposé le front unique à la

CGT et à la CGTU, à la SFIO et au PCF, à la suite d'importants mouvements de grève en 1935, les élections municipales de 1935 annonçaient la puissante poussée ouvrière qui allait se traduire aux élections législatives de 1936 et aboutir à la grève générale de juin 1936.

Plus près de nous, en 1945, aux élections législatives, les partis ouvriers obtenaient en suffrages et en élus la majorité à l'Assemblée nationale. Le 19 mai 1974, sur le terrain particulièrement défavorable, en raison de son caractère plébiscitaire, des élections présidentielles, François Mitterrand, premier secrétaire du PS n'était précédé par Giscard d'Estaing au second tour que de quelques centaines de milliers de voix, après une campagne politique du PCF qui équivalait à un croc-en-jambe. Toutes les élections législatives partielles ont, depuis, démontré l'effondrement de la pseudo-« majorité ».

L'année dernière les élections cantonales ont marqué un important moment de la vie politique française : à ce moment, la crise gouvernementale qui allait aboutir à l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac s'est nouée. Bien entendu cette crise s'est nouée à partir des contradictions grandissantes qui assaillent la bourgeoisie française, de la crise de la V^e République que la défaite de l'UDR aux élections présidentielles avait rendue aiguë, mais que la constitution du gouvernement Giscard-Chirac colmatait et contenait. Cependant, la dé-

faite électorale de la majorité au cours des élections cantonales, type d'élections le moins adapté à traduire les grands mouvements politiques, annonçait que les élections municipales et plus encore les élections législatives pouvaient se transformer en un raz de marée qui balait les partis de la « majorité » minoritaire. Elle démontrait que les partis majoritaires à l'Assemblée nationale étaient minoritaires dans le pays. Elle signifiait que le respect du suffrage universel voudrait que cette Assemblée nationale soit dissoute.

Jacques Chirac exigeait alors des pouvoirs plus grands pour préparer les élections : Giscard d'Estaing le nommait « coordinateur de la majorité ». Mais la « majorité » ne se laissa pas coordonner. Sous la houlette de Poniatowski, ministre de l'Intérieur, les « Républicains Indépendants » jouaient leur propre jeu et prétendaient devenir le « groupe majoritaire de la majorité ». Jacques Chirac estimait nécessaire d'aller rapidement aux élections législatives, et de tenter de les gagner alors que s'aggravait la situation économique et politique, avant d'avoir à prendre des mesures agressant directement les masses et remettant en cause la pratique des contrats salariaux. L'orientation de Giscard était tout autre : durer et tenter de réaliser l'ouverture à gauche ; éviter ce coup de poker. En juillet-août le gouvernement Giscard-Chirac éclatait. On connaît la suite.

PS et PCF préparent les municipales

En tout état de cause, les élections municipales du mois de mars constitueront un important moment politique. Sans avoir la « réputation » politique des élections législatives, leur caractère politique est non moins évident.

Elles pourraient être un terrain d'affrontement du front unique des partis ouvriers, le PS et le PCF contre la V^e République moribonde, ses institutions, les partis bourgeois. Elles pourraient être une occasion pour ces partis de poser leur candidature au

pouvoir. C'est ce qu'ils veulent éviter. Les dirigeants du PS et du PCF se dressent contre le front unique ouvrier, ils défendent la V^e République, ils veulent que l'Assemblée nationale, paravent du gouvernement Giscard-Barre aille jusqu'au terme de son mandat : ce n'est pas pour faire des élections municipales un moment d'une telle bataille politique.

Plus encore, ils redoutent que les masses, spontanément, ne transforment ces élections en une affirmation de classe ; que le RPR, les RI, les centristes et autres, subissent une très dure défaite ; que par un vote massif pour le PS et le PCF, elles affirment leur volonté de les porter au pouvoir. En bref, ils craignent que les élections municipales ne portent le coup mortel à la V^e République et n'ouvrent la crise révolutionnaire. En effet, en dépit de la volonté des dirigeants, les masses s'efforceront de faire de ces élections un moyen d'expression politique, centralisant leurs aspirations politiques. Les dirigeants du PS et du PCF tentent tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher les masses d'exprimer au travers des élections municipales une claire volonté de classe, de se prononcer classe contre classe.

Dès les premiers mois de l'année 1976, les dirigeants du PCF préparaient leur coup : ils déchaînaient une violente campagne de division contre le PS en vue des élections cantonales et, au-delà, des élections municipales. Les résultats des élections cantonales les obligeaient à infléchir leur tactique.

En ce qui concerne les élections municipales la loi électorale met en place les dispositions suivantes : pour les villes de plus de 30.000 habitants, ne peuvent se présenter au second tour que les listes complètes et sans modification qui ont obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés ; est élue dans son ensemble, la liste ayant obtenu la majorité relative au second tour.

Prétextant des dispositions de cette loi, les dirigeants du PCF ont pro-

posé aux dirigeants du PS et des radicaux de gauche, de présenter partout dans ces communes, dès le premier tour, des listes de l' « Union de la gauche ». Ceux-ci ont accepté. Le 28 juin, le PS, le PCF, les radicaux de gauche signaient un accord qui prévoyait que, dès le premier tour, il n'y aurait dans ces villes qu'une liste de l' « Union de la gauche ».

« UNION DE LA GAUCHE » PLUS DIVISION DES PARTIS OUVRIERS

Opération subtile. « L'Union de la gauche » susceptible de s'élargir très loin à droite, jusqu'aux gaullistes « d'opposition » et autres démocrates et patriotes, est la préfiguration du front populaire. Son but est de subordonner le prolétariat à la bourgeoisie, à l'ordre bourgeois, aux partis bourgeois. Le soutien en pratique du gouvernement Giscard-Barre, la défense de la V^e République, de ses institutions, de son Assemblée nationale, concrétise la politique actuelle de « l'Union de la gauche ». En présentant des listes « Union de la gauche », les dirigeants du PS et du PCF empêchent la classe ouvrière, les masses de voter pour leurs partis ; d'émettre un vote de classe, et les enferment dans le carcan de la subordination aux partis bourgeois. Ils empêchent que l'indépendance de classe du prolétariat puisse s'exprimer d'une quelconque façon.

Ce n'est pas tout. A l' « Union de la gauche », les dirigeants du PS et du PCF veulent conjuguer la division du PS et du PCF. D'un côté, le PCF, lorsqu'il discute de la composition des listes, présente très souvent des prétentions ne tenant pas compte de la poussée socialiste de ces dernières années, et se prévaut au contraire des derniers résultats électoraux pour revendiquer la tête et la majorité de la liste, comme à Clichy, Châtenay-Malabry, Massy, Saint-Brieuc, Evreux. De l'autre côté,

té, le PS entend faire valoir ses derniers succès électoraux en règle générale mais dénie au PCF le droit de le faire là où les élections récentes ont favorisé ce dernier.

A Marseille le PS refuse carrément de présenter des listes communes en prétextant que, dans cette ville ainsi qu'à Paris et Lyon, le mode de scrutin y est différent : le vote se fait par secteurs. Aussi, au moment présent, dans presque la moitié des villes de plus de trente mille habitants, il n'y a pas de liste commune et probablement, ce sont sur des listes séparées que les candidats du PS et du PCF se présenteront. Mais, fait capital, aussi bien les listes sur lesquelles se présenteront les candidats du PS que celles sur lesquelles se présenteront ceux du PCF seront des listes de coalition avec les radicaux, les « personnalités locales », d'autres « libéraux » et « nationaux », voire des gaullistes « de gauche » et « d'opposition ». Il serait même question que l'amiral Sanguinetti se présente sur une liste aux côtés de candidats « d'Union de la gauche »...

La bataille pour les places joue un rôle important. Ce n'est pas le facteur déterminant. Une opération politique d'envergure est en cours : conjuguer « l'Union de la gauche » à la division des partis ouvriers et désamorcer la bombe politique d'élections municipales où la « majorité » serait écrasée par le front unique des partis ouvriers.

PAR LA GRACE DE SA MAJESTE

Comment ne pas conclure qu'il s'agit de la politique correspondante à celle que mène le PCI en Italie, de soutien au gouvernement de Andreotti, à celle que mènent le PCE et le PSOE en Espagne, celle de la « convergence démocratique » dont la comédie politique de l'arrestation et de la libération de Santiago Carrillo vient de montrer le cynisme. « Le Monde » qui soutient entièrement la politique du PCE écrit :

« La mise en liberté sous caution de M. Santiago Carrillo et de ses sept camarades du comité exécutif du Parti communiste d'Espagne semble le prélude à une reconnaissance — de droit ou de fait — du PCE. M. Adolfo Suarez, dont l'habileté tactique apparaît de plus en plus évidente n'a-t-il fait arrêter — à grand renfort de publicité et de déclarations de fermeté — un des représentants les plus en vue de l'« eurocommunisme » que pour pouvoir faire accepter ensuite plus facilement aux ultras l'entrée du PCE sur la scène politique ?

« Paradoxalement, les intérêts de MM. Suarez et Carrillo concordent dans l'immédiat. Pourquoi l'intelligence politique d'un libéral issu du sérail franquiste n'aboutirait-elle pas aux mêmes conclusions que la dialectique marxiste d'un dirigeant qui a pu méditer — pendant près de quarante ans — les dures leçons de l'exil ?

« Le PCE avait annoncé officiellement le 28 juillet dernier, à l'issue de la réunion de son comité central, qu'il abandonnait la clandestinité. Les communistes espagnols ont accompli ces dernières années une « longue marche » idéologique dont l'étape la plus significative a été l'affirmation en août, par M. Carrillo, que le PCE accepterait le principe de la monarchie « si la majorité des Espagnols » y était favorable. »

(« Le Monde », 1-1-77.)

« L'eurocommunisme » est à nouveau illustré. Carrillo, en accord avec le gouvernement du roi, s'est laissé arrêter pour que, de la volonté du prince, il soit relâché. Le PCE est de ce fait toléré et reconnu car telle est la volonté royale. Du même coup, Santiago Carrillo reconnaît la légitimité du régime, la légitimité de l'arbitraire royal. Le droit est dit par l'Etat franquiste en sa représentation suprême, le roi. Voilà qui complète le référendum organisé quelques semaines plus tôt et qui a enregistré la volonté du roi d'accorder à ses fi-

dèles sujets une certaine représentation, à certaines conditions. Sañtiago Carrillo devait rendre hommage au gouvernement royal à sa sortie de prison :

« En me remettant en liberté et en supprimant le Tribunal de l'Ordre public, le gouvernement a accompli un pas en avant très important. Si l'amnistie était étendue à tous les détenus politiques sans exclusive, cela serait un pas capital. »

« L'Humanité » 3-1-77.

L'Humanité du 5-1-77 écrit :

« Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE, est prêt à rendre visite au roi Juan Carlos, mais il doute que le souverain soit « libre » de prendre l'initiative de le recevoir. »

La volonté royale devant être respectée, « la convergence démocratique » appelée aussi « opposition démocratique », dont les partis principaux qui la composent ne sont pas légaux mais tolérés, et dont les représentants discutent avec le gouvernement, n'a pas compris parmi la délégation qui doit être reçue par Suarez, de représentant du PCE, celui-ci ayant fait savoir qu'il ne désirait pas avoir de contacts directs avec ce parti. Il est difficile de servir plus fidèlement le gouvernement royal. Le PCE monte la garde devant le régime et les institutions franquistes. C'est ainsi que peuvent se rencontrer et aboutir aux mêmes conclusions « l'intelligence politique d'un libéral issu du sérail franquiste » et un dirigeant issu du « sérail » stalinien, et toujours lié à lui. Une vive lueur est jetée sur la politique du PCF qui, lui aussi, pratique « l'euro-communisme », a été élevé et reste lié au « sérail » stalinien.

En France comme en Espagne, l'approche de l'épisode final de la crise du régime et de l'ouverture de la crise révolutionnaire dicte aux dirigeants des partis ouvriers traditionnels cette politique.

LA POLITIQUE SALARIALE DE BARRE

Le gouvernement Giscard-Barre est discrédité, sans autorité. Non seulement la « majorité parlementaire » qui lui sert de paravent est notoirement minoritaire dans le pays, mais encore celle-ci se déchire, ses composantes s'opposent violemment et de plus en plus publiquement.

Comment se peut-il que Raymond Barre puisse agresser si vigoureusement la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées ? Tout simplement parce que les partis ouvriers, le PS et le PCF, les dirigeants des centrales syndicales appliquent la politique qu'il dicte. Sur le terrain immédiat de la lutte de classe, contre les conséquences du plan Barre et pour les revendications, les dirigeants des centrales syndicales ne sont pas moins vigilants que ceux du PS et du PCF le sont sur un plan politique plus général.

Au contraire de ce qui a souvent été écrit, le gouvernement Giscard-Barre ne répudie pas la politique des contrats salariaux. Il veut qu'elle soit rigoureusement appliquée.

A plusieurs reprises Giscard, Barre, Beullac l'ont réaffirmé en termes similaires à ceux que Raymond Barre utilisait le 15 décembre au cours de l'émission « C'est-à-dire », sur « Antenne 2 » :

Je « souhaite un retour aux sources de la politique contractuelle », que « dans le secteur public on en revienne à des contrats qui tiennent compte de la situation économique générale et de la situation dans l'entreprise... Lorsque les circonstances s'amélioreront, il sera possible de revenir à la progression du pouvoir d'achat ».

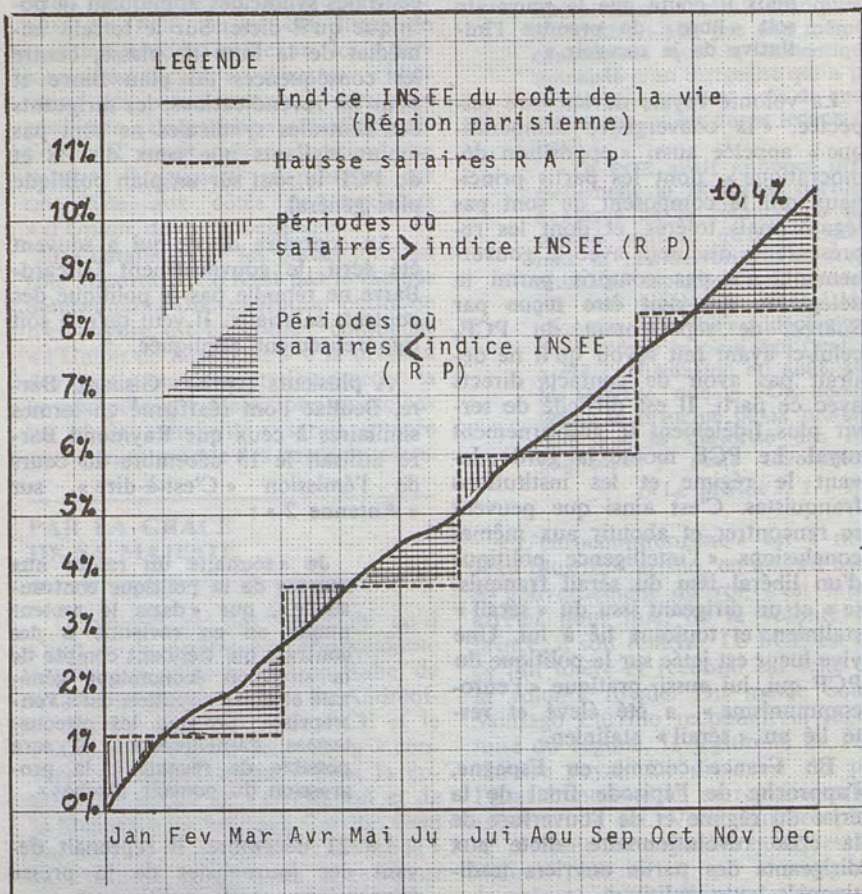
Le 21 décembre, il reprenait devant des journalistes de la presse économique : cette politique a

« connu une déviation indiscutable à partir de 1971, lorsque des avenants aux contrats conclus ont instauré une progression automatique du pouvoir d'achat quelles que soient la situation de l'entreprise et celle de l'économie nationale.

« Pour 1977, il n'est pas exclu qu'en fin d'année, et en fonction des résultats de la politique de lutte contre l'inflation, une éventuelle progression du pouvoir d'achat puisse être consentie au profit des catégories de revenus les moins favorisés. Par ailleurs, le gouvernement ne fait aucune objection à (...) des accords nouveaux prévoyant une progression conditionnelle du pouvoir d'achat en fonction de

l'évolution globale des prix et de la productivité de l'entreprise. Le gouvernement souhaite également que les procédures de discussion se déroulent normalement cette année dans le secteur public. »

Barre veut ramener la politique des « contrats salariaux » à ses « principes » initiaux : la subordination des salaires des travailleurs à la prospérité de l'entreprise et de l'économie capitaliste. Selon lui, les principes de productivité sont bons, il faut les garder, mais réduire les augmentations nominales de salaires qui, elles, sont trop élevées. Un plan peut rendre plus sensible ce dont il s'agit.



La courbe en trait plein représente la hausse du coût de la vie en 1976, selon l'indice officiel dans la région parisienne.

La courbe en trait haché représente la hausse nominale des salaires en application du contrat salarial pour 1976 signé par les dirigeants syndicaux de la RATP (sauf ceux de la CGT, de la CFDT et du syndicat « d'Union FO » administratifs, techniciens, maîtrises, ingénieurs et cadres). Le contrat était établi en fonction d'une prévision de hausse des prix de 8 %. La courbe se décompose de la façon suivante : au 1^{er} janvier, une provision de 1,3 ; au 1^{er} avril, réajustement en fonction de l'indice officiel de hausse des prix, soit 1,5 %, plus 1 % de provision ; au 1^{er} juillet réajustement de 1,2 % en fonction du coût de la vie, plus une provision de 1 % ; au 1^{er} octobre, réajustement en fonction de la hausse du coût de la vie de 1,60 % et une provision de 0,75 % ; au 1^{er} janvier 1977 un réajustement en fonction de la hausse du coût de la vie de 2,05 %.

Le contrat prévoyait une augmentation possible de la masse salariale en fonction de l'augmentation de la productivité de l'entreprise, et de l'augmentation de la production intérieure brute. La production brute n'a pas eu une augmentation suffisante, l'augmentation de la masse salariale due à la productivité a été absorbée par les mesures catégorielles et la majoration de la prévision de juillet prévue à 0,75 % et portée à 1 %.

Venons-en à la formule que le gouvernement veut imposer maintenant aux responsables syndicaux de l'EDF-GDF, formule qui devrait servir de base à un nouveau contrat. Cet exemple vaut pour l'ensemble des contrats salariaux qu'il proposera aux dirigeants syndicaux des autres entreprises publiques, nationalisées, ainsi que pour les fonctionnaires. La nouvelle formule supprime la garantie d'augmentation du pouvoir d'achat de 2 %

que les contrats antérieurs de l'EDF-GDF prévoyaient (toujours en référence à l'indice officiel des prix). Selon cette formule l'augmentation de la masse salariale dépendrait de trois éléments.

1. En fonction de l'augmentation de la production nationale :

$$\frac{Q - 1}{2}, \text{ dans lequel } Q = \% \text{ d'augmentation de la PIB.}$$

2. En fonction de la hausse de l'indice officiel de la hausse du coût de la vie.

$$\frac{(P + 2,5) \times 2}{3}, \text{ dans lequel } P = \% \text{ d'augmentation du coût de la vie.}$$

3. En fonction de l'augmentation de la productivité de l'entreprise.

Un simple calcul indique que si $P = 10,4 \%$ comme ce fut le cas en 1976, les salaires n'augmenteraient en niveau que de

$$\frac{(10,4 + 2,5) \times 2}{3} = 8,6 \%$$

L'augmentation en niveau des salaires serait inférieure de $10,4 - 8,6 = 1,8 \%$ à l'augmentation en niveau du coût de la vie (indice officiel).

Pour que les deux augmentations soient égales en niveau, il faudrait que $P = 5 \%$, ce qui donnerait

$$\frac{(5 + 2,5) \times 2}{3} = 5 \%$$

Déjà les contrats salariaux signés ces dernières années n'étaient pas acceptables : ils limitaient l'augmentation des salaires nominaux à une masse annuelle définie à l'avance (au moins en principe) ; ils faisaient dépendre l'augmentation des salaires de l'accroissement de la productivité, c'est-à-dire qu'ils « intéressaient » les travailleurs à l'accentuation de leur exploitation. Ils ne garantissaient pas pour autant le maintien du pouvoir d'achat (les salaires réels) d'autant

que l'indice des prix utilisé est l'indice officiel. Les formules que Barre veut utiliser GARANTISSENT la baisse du pouvoir d'achat, à moins d'une augmentation considérable de la productivité et de la PIB. Les contrats qu'il propose reviennent aux « principes » de ceux de 1969-70 dont ceux des années ultérieures s'écartaient plus ou moins en pratique. Ils sont encore moins acceptables.

Mais comment se fait-il que Barre

ose proposer de tels contrats, une telle politique salariale ? Parce qu'il espère que les dirigeants des centrales syndicales lui permettront de l'appliquer. Et ceux-ci font tout ce qu'ils peuvent pour que cette politique salariale puisse s'appliquer. L'analyse de l'orientation qu'ils ont suivie, ces derniers mois, le prouve. Il suffit de se référer à quelques exemples pour en être convaincu. Elle s'intègre pleinement à la politique d'« Union de la gauche ».

depuis "le parisien libéré"

Trois mouvements ont été particulièrement significatifs : la grève du « Parisien Libéré » ; celle des chantiers de Saint-Nazaire ; celle de la Caisse d'épargne de Paris.

Depuis bientôt deux ans, les travailleurs du « Parisien Libéré » sont en grève. Ils ont occupé leur entreprise. Leurs revendications sont celles des travailleurs de toute la presse : garantie de l'emploi et de la qualification que la rentabilisation capitaliste met en cause. La direction du Livre CGT s'est ingéniée au cours de ces deux dernières années à empêcher la grève générale de la presse. Elle a isolé les travailleurs du « Parisien Libéré », en pratiquant la solidarité financière substituée à l'action commune sur des objectifs communs. Pour le reste, et pour éviter de poser les véritables problèmes, le folklore désormais classique. Au mois de juillet elle signait des accords, avec le syndicat patronal de la presse parisienne, d'application de la rationalisation patronale.

Le 5 décembre, appliquant une décision de justice, la police occupait l'imprimerie du « Parisien Libéré » et en chassait les grévistes. C'était un puissant facteur de mobilisation des travailleurs de la presse, qui voulaient obtenir la satisfaction de leurs revendications, lesquelles sont identiques à

celles des travailleurs du « Parisien Libéré », tout en exigeant le retrait des forces de police de l'imprimerie du « Parisien Libéré ». Les travailleurs de la presse voulaient la grève générale jusqu'à satisfaction de leur revendication. La FFTL était contrainte de donner l'ordre de grève générale de 24 heures de la profession pour le 6. Elle devait le prolonger le 7. Mais à quelques exceptions près, « Le Figaro », « Le Quotidien de Paris », elle parvenait à faire reprendre le travail le 8. « L'Humanité » du 8 titrait :

« PRESSE : premiers succès des travailleurs.

— Le gouvernement prend enfin en compte les propositions de la CGT. La grève est suspendue. »

Sous le titre « La résistance à la négociation a été brisée », on lisait en deuxième page :

« Le Comité intersyndical du Livre parisien a demandé hier soir aux travailleurs de la presse de suspendre l'arrêt du travail. Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue au siège de la CGT à Paris, sous la présidence de Georges Ségué, secrétaire général, les représentants du Comité intersyndical

et de la Fédération du Livre ont annoncé que le résultat de l'entrevue avec M. Beullac, ministre du Travail, permet d'espérer un règlement positif du conflit.

« Jacques Piot, secrétaire de la Fédération du Livre CGT, a notamment déclaré : « Pendant deux heures trente, nous avons discuté sur l'approfondissement des propositions que nous avons faites sur la base de l'accord cadre de la presse du 7 juillet dernier et du mémoire adaptant cet accord à la situation du « Parisien Libéré » que nous avons déposé mercredi auprès du Premier ministre. »

« M. Beullac a décidé de nommer comme médiateur M. Motin, conseiller d'Etat et ancien président de la Société Nationale des Entreprises de Presse. Ce dernier qui recevra cet après-midi, à 14 h, une délégation syndicale, doit déposer un rapport définitif d'ici à un mois et en tout état de cause avant le 15 janvier.

(.....)

« Il exige l'application aux ouvriers du « Parisien Libéré » des clauses de l'accord cadre prévoyant la mise à la pré-retraite à partir de 57 ans avec le concours des ASSEDIC et de la Caisse presse de salaire garanti, le départ de la profession dans les conditions prévues pour le personnel des autres quotidiens de la région parisienne (départs volontaires moyennant une indemnité forfaitaire de licenciement).

« Lorsque toutes les possibilités définies ci-dessus auront été épuisées, le Comité intersyndical demande l'embauche des ouvriers restants, dans les entreprises de la presse parisienne, quand il y aura vacance d'emplois et au fur et à mesure des places disponibles. » (sic).

Sans autres commentaires, ouvrons « L'Humanité » du 23-12-76. Sous le titre : « Parisien Libéré, le médiateur propose le chômage », on lit :

« Les délégués syndicaux du Livre sont sortis très déçus, hier soir, de la quatrième entrevue avec M. Motin, chargé de mission par le gouvernement pour trouver une issue au conflit du « Parisien Libéré ». Après la quatrième rencontre on est dans une impasse. Les propositions de M. Motin sont pratiquement inexistantes.

« Au nom des responsables syndicaux qui venaient de discuter avec le chargé de mission, Pierre Loiseau a déclaré : « Nous constatons ce soir que ce que les pouvoirs publics présentaient comme une volonté de négociation pour trouver une solution au conflit du Parisien Libéré n'est qu'une parodie de discussion qui ne vise qu'à justifier la position et les illégalités de M. Amaury. »

« La délégation, rappelait-il, a fait plusieurs propositions et notamment celles qui sont contenues dans le memorandum du 29 novembre.

« Après la quatrième entrevue, rien d'acceptable n'a été proposé, qui tiendrait compte de la légitimité des droits des travailleurs du Parisien Libéré : réintégration dans leur emploi de la plus grande partie des travailleurs de ce journal et une solution acceptable pour les autres. »

« Au contraire, poursuit Pierre Loiseau, depuis deux séances, M. Motin "s'efforce de nous faire accepter un plan de licenciements global, assorti de promesses évasives pour quelques emplois dans un futur éloigné".

DIX EMPLOIS EN PROVINCE

« Pour mieux souligner ces propos, précisons que M. Amaury, qui a laissé sans emploi plus de 500 travailleurs pour aller s'installer ailleurs, avec d'autres équipes, proposerait de reprendre une dizaine d'ouvriers dans des imprimeries de province ! »

AUX CHANTIERS DE SAINT-NAZAIRE

Prenons le mouvement des travailleurs des chantiers de l'Atlantique. Au point de départ : la direction des chantiers refuse de reconduire pour 1977 les accords de salaire qui garantissaient la parité des salaires des travailleurs des chantiers avec les salaires des métallos parisiens. C'est ça ou le chômage, affirmait-elle. Naturellement les travailleurs n'acceptent pas. Sans assemblée générale, de leur propre chef, les dirigeants CGT-CFDT-FO décident des débrayages tournants à partir du 6 décembre et l'occupation du « Bellamy », pétrolier géant de 500 000 tonnes. La direction prend la décision du « lock-out ». Elle exige la cessation de l'occupation du bateau et des chantiers. Suivons maintenant « L'Humanité ». Le 14 elle titre : « Saint-Nazaire, la direction recule : elle recevra les syndicats à Paris ». Dans le corps de l'article on lit :

« Les syndicats, sans faire de concessions, recherchent un compromis. Ils démontrent leur volonté de négociation. » C'est ainsi qu'un jeune syndiqué, parmi des milliers d'autres, interprète la décision prise hier matin par l'intersyndicale des Chantiers de suspendre l'occupation du pétrolier « Bellamy ».

« Rassemblés sur le terre-plein de Penhoët, près de 2 000 travailleurs ont aussitôt manifesté jusqu'à la sous-préfecture pour exiger l'ouverture des négociations.

« Quelques heures auparavant, les travailleurs de l'atelier de mécanique de Montoir avaient décidé de rejoindre le mouvement, en lançant une grève de 24 heures sur la base des revendications avancées par tous.

« Plus que de la reconduction de l'accord 1976, il s'agit, depuis une semaine, d'amener la direction à discuter immédiatement un nouvel accord pour 1977. »

Le 16 « L'Humanité » titre : « Alsthom-Atlantique : la direction au pied du mur ». La suite est de la même eau :

« Hier soir, vers 17 heures, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) de l'Alsthom-Atlantique a annoncé aux travailleurs la décision de cesser l'occupation des chantiers navals. »

André Sainjon, Secrétaire général de la Fédération CFDT des métallos, commente :

« La Fédération ne le permettra pas. Les métallos de Saint-Nazaire peuvent compter sur notre fédération pour qu'elle prenne, comme elle l'a déjà fait, toute initiative qu'il faudrait pour que la riposte unitaire de l'ensemble des métallurgistes prenne la dimension qui s'imposera si le pouvoir et le patronat persistaient dans leur volonté de faire pourrir la situation. Forts de la vigueur de leur lutte, les métallos de Saint-Nazaire ont su garder leur sang-froid face aux provocations dont ils ont été l'objet. Ils viennent, cet après-midi, de retirer aux patrons le dernier faux prétexte dont ils tiraient argument pour maintenir le lock-out et refuser toute discussion. En effet, les syndicats CGT, CFDT, FO d'Alsthom-Atlantique viennent d'annoncer en commun qu'aucune personne étrangère à la direction ne se trouvait plus désormais dans les usines et les chantiers. La réouverture de l'entreprise est immédiatement possible. Les patrons ne peuvent plus maintenir cette dérobade. « En conclusion, André Sainjon appelle les métallos à exiger l'ouverture des discussions. »

Le « lock-out » levé, « L'Humanité » du 17 nous informe :

« Hier matin, au cours du meeting de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) d'Alsthom-Atlantique, les militants syndicaux ont appelé les métallos à reprendre le travail.

« La reprise du travail a eu lieu l'après-midi et une heure et demie après les métallos des

Chantiers débrayaient à nouveau et se rendaient en masse au meeting de l'intersyndicale.

« Aux gestes de bonne volonté des syndicats et des métallos, qui ont évacué le « Bellamya » puis les Chantiers, la direction a répondu par l'intransigeance en restant sur sa position de ne pas renouveler l'accord d'entreprise. Cette attitude, qui n'était pas absente de provocation, a créé beaucoup d'amertume chez les travailleurs.

« Le "Bellamya" quittera peut-être le port aujourd'hui, mais cela ne veut pas dire que la lutte soit terminée.

« Il est clair, déclarait hier matin Georges Séguy, que nos camarades s'évertuent à conduire cette lutte d'une façon responsable sans laisser à la direction la moindre possibilité de faux prétextes, de faux-fuyants. »

Le 18, petit entrefilet : « Le Bellamya a pris la mer ». La conclusion finale est tirée : « La direction campe sur ses positions. Les métallos vont tenir « des assemblées pour examiner de nouvelles formes d'action ».

Le rideau est tiré. Le plan Barre s'appliquera aux chantiers de l'Atlantique.

GREVE A LA CAISSE D'EPARGNE DE PARIS

La grève de la Caisse d'épargne de Paris est bien connue. Au point de départ, la diminution de la prime de fin d'année qui est versée depuis 1950 et qui équivalait au moins à un mois de salaire, diminution que le ministre des finances d'alors, Fourcade, a exigée au mois de juillet. Le 6 octobre, les employés de la Caisse d'épargne de Paris imposaient aux dirigeants syndicaux la grève. C'était au moment où le plan Barre se discutait à l'Assemblée nationale. Il était évident que la diminution de la prime de fin d'année correspondait à

la politique d'austérité. Dès lors, la satisfaction de la principale revendication devait être exigée à l'Assemblée nationale. La grève devait se transporter à l'Assemblée nationale. Cette proposition a été faite en assemblée générale par les militants du Comité unitaire de base. Les dirigeants se sont violemment opposés à cette orientation. N'ayant pu éviter la grève, ils l'ont bouclée sur elle-même, tout juste avec un peu de folklore traditionnel.

Le 28 octobre, Raymond Barre ne laissait subsister aucune équivoque. Il déclarait :

« Je trouve que ce qui se passe dans les Caisses d'épargne à l'heure actuelle est profondément regrettable, quand on sait quels sont les avantages qui ont été accordés au personnel de ces caisses au cours de ces dernières années », et ajoutait : « Mais croyez-moi, dans ce cas-là, le gouvernement ne cédera pas. »

Barre entendait faire de la grève de la Caisse d'épargne de Paris un test politique. La première condition de la victoire était évidente : c'est Barre qu'il fallait faire céder. Pour vaincre, la grève devait répondre aux problèmes politiques qu'elle soulevait : c'est chez Barre qu'il fallait aller chercher la satisfaction des revendications ; la responsabilité des dirigeants de la grève était d'en appeler aux partis politiques de la classe ouvrière, de leur demander qu'ils s'engagent effectivement et efficacement dans le combat aux côtés des grévistes de la Caisse d'épargne de Paris pour que les revendications de ceux-ci soient satisfaites.

Les dirigeants de la grève liés à la CGT et à la CFDT se sont obstinément opposés à toute proposition qui allait dans ce sens. Leur seule hâte a été de terminer la grève.

Pour ce faire, ils ont fait tourner « les écureuils » sur eux-mêmes, comme dans une cage, jusqu'à épuisement. Mais la volonté de vaincre

des grévistes était telle que la grève n'a pas pourri. Pendant 3 mois, jusqu'au 4 janvier 1977, assemblées générales après assemblées générales, la grande majorité des employés de la Caisse d'épargne de Paris ont renouvelé la grève. Dans leur volonté de liquider promptement le mouvement, les dirigeants avaient pris la précaution de faire adopter la proposition suivante : la grève ne pourra se poursuivre que si le quorum, la majorité plus un, vote pour.

Le 4 janvier, 661 travailleurs seulement sur environ 1 300 employés de la Caisse d'épargne de Paris étaient présents. Au vote, 504 voix se sont prononcées pour la poursuite de la grève, 145 contre, 12 se sont abstenus. Après avoir bouché toute perspective, les dirigeants se sont empressés d'appeler à la reprise. Toute la presse, les mass-médias, ont conclu comme « Le Monde » : « S'il faut un vainqueur dans cette affaire, c'est lui (Raymond Barre). »

« Le Monde » a omis d'indiquer quels sont ceux qui, au compte du gouvernement, ont conduit le mouvement des travailleurs de la Caisse d'épargne de Paris à l'échec en le mettant dans une impasse.

HABY FELICITE MITTERRAND

Dirigeants des centrales ouvrières, des partis ouvriers en sont à faire passer, à appliquer la politique du gouvernement Giscard-Barre, que celui-ci serait incapable d'appliquer par ses propres moyens, et cela en tous les domaines : accords sur la classification par niveaux (qui déqualifie et organise la polyvalence) ; politique qui conduit systématiquement les mouvements à l'échec. C'est la politique de « l'Union de la gauche ». Cette politique a beaucoup d'autres traductions. Ainsi, alors que la nouvelle réforme de l'enseignement, la réforme Haby, va entrer dans sa phase d'application, François Mitterrand affirme :

« Et puis, il y a eu les lois. Doit-on parler, en particulier, de la loi Debré ? Cette loi Debré a prévu une aide de l'argent public, une aide de l'Etat aux écoles privées, mais avec, en contrepartie, des obligations très sérieuses et même quelquefois très sévères, non pas avec les contrats simples, mais avec les autres contrats, les contrats d'association qui, indiscutablement — cela a été dit à l'époque par les protagonistes de la loi, — signifiaient une forme d'intégration de l'enseignement privé dans l'enseignement public.

« La laïcité doit être défendue. Dans notre esprit, elle représente la tolérance. A la fin du dix-neuvième siècle, la laïcité est devenue le thème fondamental des luttes parce que l'intolérance avait jusqu'alors prévalu contre ceux qui n'avaient pas les choix religieux, spirituels ou philosophiques de l'ordre dominant. Et puis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Nous n'allons pas ranimer la guerre scolaire, et je regrette qu'un certain nombre d'associations excitées, exaltées, qui sont en réalité partisans et qui lancent des brûlots politiques pour tenter de nuire à la gauche, et en tout cas au parti socialiste, aient préféré ce type de polémique à un débat sérieux sur le problème.

Immédiatement, René Haby s'en félicite.

Au cours d'une interview donnée à « L'Est Républicain », le 11 janvier il dit :

« D'une façon générale, les rapports entre ministre de l'Education nationale et enseignement privé sont bons. Dans le pays, il n'y avait pas de tensions entre les deux collectivités scolaires. Le problème a été relancé de façon imprévue, il y a quelques mois, par des déclarations politiques. Monsieur Mitterrand a déjà publiquement désavoué Monsieur Mexandeau. Je me réjouis de cette attitude.

J'attends de savoir si le Parti socialiste, ne voulant plus nationaliser l'enseignement privé, acceptera qu'il vive et donne son accord aux dispositions par lesquelles une aide de l'Etat est accordée à l'enseignement privé sous contrat.»

Et certes, ce n'est pas le PCF qui va relever le drapeau de la lutte contre l'enseignement privé, catholique principalement ; la main tendue à la hiérarchie catholique fait partie de la politique de l'« Union de la gauche ».

union de la gauche, revendications, élections municipales

Ces dernières années, la question des salaires n'a pas été la question dominante des luttes revendicatives. La politique salariale que le gouvernement Giscard-Barre entend suivre la replace au centre de toutes les revendications, sans effacer celles concernant les conditions de travail, la qualification, l'emploi. Les dirigeants des centrales syndicales ont enregistré avec effroi que la politique contractuelle telle qu'elle s'est appliquée concrètement ces dernières années ne serait pas poursuivie. Ils ont l'impression que le gouvernement sciait la branche sur laquelle eux et lui étaient assis. Mais les exigences du capital sont impérieuses.

GAGNER DU TEMPS, DISLOQUER

Les dirigeants des confédérations n'entendent pas renouveler des mouvements du genre de la grève de 24 heures le 13 janvier 1976 à la RATP, de celle de 24 heures le 9 mars chez les fonctionnaires, qui visaient à avertir le gouvernement des dangers qu'il y avait à remettre en cause la politique contractuelle telle qu'elle s'appliquait depuis 1971-72, et à faire pression sur lui. Alors le gouvernement avait reculé. Cette fois, visiblement, les dirigeants des centrales syndicales s'interrogent : comment peuvent-ils faire accepter la politique salariale ?

Les grandes manœuvres ont commencé avec la grève du 7 octobre. Il est inutile d'y revenir. Elles se poursuivent depuis. L'EDF-GDF, la première, a inauguré le carrousel de grèves successives. Le 9 novembre, les fédérations CGT et CFDT lançaient un mot d'ordre de grève d'une demi-journée. Le 19, les fédérations CGT et CFDT appelaient les postiers à « des grèves ». Toutes les Fédérations de l'EDF-GDF (CGT, FO, CFDT, CFTC et UNCM) donnaient un ordre de grève de 48 heures pour les 14 et 15 décembre. Cette fois la grève a été massive. La suite a été renvoyée au mois de janvier. En de nombreuses corporations, les dirigeants imposaient une gymnastique semblable. De leur côté les fédérations de fonctionnaires et des services publics nouaient des contacts. Ils prévoyaient une réunion commune le 6 janvier. Séguy multipliait les déclarations. Bergeron, à la tête d'une délégation des fédérations FO de fonctionnaires et des services publics, rencontrait une fois de plus, le samedi 18 décembre, M. Raymond Barre sans aucune conclusion.

Les dirigeants des centrales syndicales gagnent du temps. Ils tentent d'aller jusqu'aux élections municipales, après on verra. Pour y parvenir, ils disloquent les possibilités immédiates d'actions efficaces. Tirant à sa façon les conclusions de la grève des employés de la Caisse d'épargne de Paris, Michel Doumène est fort clair :

« L'admirable résistance des écureuils et la manière dont ils conduisent leur mouvement, loin de traduire le sentiment d'une défaite, exprime la maturité nouvelle de travailleurs qui ont appris dans le combat que l'on ne pourrait faire reculer la politique la plus antisociale que le pays ait connue depuis longtemps sans une réflexion permanente sur les meilleures formes que doit, à chaque étape, revêtir la lutte pour rassembler davantage, parer les ruses et l'intransigeance du pouvoir.

« Les fédérations syndicales des travailleurs de la Fonction publique qui se réunissent aujourd'hui tireront sans doute la même leçon de la réunion du Conseil des ministres d'hier qui, en omettant de répondre à leurs revendications, consacre une nouvelle érosion du pouvoir d'achat des salariés de l'Etat. »

(Humanité du 6-1-1977.)

Les fédérations de fonctionnaires et des services publics n'ont pas manqué de respecter les conseils de Michel Doumène.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 12 janvier, les dirigeants de la CGT, de la CFDT, de la FEN ont annoncé « la coordination de l'échelonnement, au cours de la dernière semaine de janvier, des actions engagées dans le secteur public et nationalisé. Aux fédérations de fixer dans chaque branche les modalités de la grève et des autres formes d'actions qui l'accompagneront dans la plus large unité. »

De son côté, le cartel FO de la fonction publique appelle les travailleurs de ce secteur « à préparer l'action pour la période du 24 au 29 janvier ». Il s'agit de protester « contre l'absence de réponse positive du gouvernement ». Des rencontres au niveau des fonctionnaires, de l'EDF, des Charbonnages de France, à la SNCF, à la RATP, entre toutes les fédérations sont prévues. Objectif : grèves de 24 heures par roulement au cours de la semaine du 24 au 29

janvier. Ensuite une nouvelle « semaine d'action » est envisagée, cette fois au cours de la première quinzaine de février, à propos du chômage et de l'emploi.

INDEPENDANCE DE CLASSE DU PROLETARIAT, D'ABORD ET AVANT TOUT

Un enfant constaterait qu'il s'agit d'un plan politique élaboré minutieusement. Reporter à après les élections municipales, les échéances revendicatives, en permettant à la partie réelle du plan Barre de s'appliquer. Empêcher que le prolétariat, les masses, la jeunesse, ne s'expriment au cours de ces élections sur un plan de classe, et, en outre, les disloquer : l'un complétant l'autre. Il est évident que pour toute organisation révolutionnaire, qui se réclame de la 4^e Internationale, de son programme, le point capital de toute politique est la sauvegarde de l'indépendance de classe du prolétariat. Lorsqu'elles appellent à voter pour les partis ouvriers, c'est en opposition aux partis bourgeois ; le prolétariat s'affirme en tant que classe en votant pour les organisations ouvrières. « L'Union de la gauche » a pour fonction le soutien du gouvernement en place, de la V^e République, de ses institutions, contre la menace d'une crise révolutionnaire. Si elle ne parvient pas à empêcher que la crise de régime aboutisse à l'effondrement de la V^e République et à l'ouverture de la crise révolutionnaire, elle a comme but d'imposer aux masses le carcan du front populaire, de les paralyser, de défendre la société et l'Etat bourgeois contre elles.

L'« Union de la gauche » exige que le prolétariat perde son indépendance de classe, soit subordonné à la bourgeoisie et à ses partis. Tel est le sens des listes « Union de la gauche » présentées aux élections municipales. Les organisations qui se réclament de la 4^e Internationale, de

son programme, ne peuvent en aucun cas, et d'aucune façon cautionner l'« Union de la gauche », couvrir la politique qui veut faire perdre au prolétariat son indépendance de classe, jeter le moindre doute sur le fait que le front populaire est une forme précise de la contre-révolution bourgeoise. C'est pourquoi l'OCI n'appellera pas à voter pour les listes de l'« Union de la gauche ». Si la « majorité » est écrasée aux élections municipales, l'indépendance de classe du prolétariat est indispensable pour qu'il exploite cette situation et que la crise de régime et la crise révolutionnaire s'ouvrent. Là est l'essentiel.

Les résultats des élections peuvent néanmoins avoir une importance considérable. L'effondrement de la « majorité » peut amener la dissolution rapide de l'Assemblée nationale, retentir sur la lutte de classe du prolétariat. Les masses peuvent, et cela se comprend, voter « Union de la gauche » à la recherche de l'issue que, justement, l'« Union de la gauche » entend boucher.

PREPARER, SE PREPARER A LA CRISE REVOLUTIONNAIRE

Une certitude existe : loin d'exprimer la force du système politique en place, la politique que pratiquent les dirigeants des organisations ouvrières, syndicats et partis, découle de son extrême faiblesse, qui les contraint avant que ne s'ouvre la crise révolutionnaire et pour tenter qu'elle ne s'ouvre pas, de « monter en première ligne », d'appliquer la politique que le gouvernement Giscard-Barre est incapable d'appliquer seul.

Ce faisant, ils accumulent les contradictions au sein de leurs organisations. Ils s'exposent de plus en plus devant les masses. Ils sont totalement à contre-courant. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses, s'ouvriront leur chemin. En s'opposant à la dissolution de l'Assemblée nationale, en

imposant le carcan de l'« Union de la gauche », les dirigeants empêchent que les masses aient un objectif purement politique qui les centralise et ordonne leur combat ; ils empêchent qu'elles aient une réponse politique à la question du gouvernement. A nouveau, ce sont les revendications de tous ordres — emploi, conditions de travail, classifications, salaires — qui vont mobiliser les travailleurs, d'autant plus que la dégradation de la situation économique les atteint et les atteindra plus encore directement et durement. A partir des revendications se trouvent posés tous les problèmes politiques. Elles concentrent donc les problèmes. Les appareils le savent, qui s'ingénient à empêcher que se réunissent les conditions de luttes victorieuses, qui veulent, à tout prix, faire croire aux masses que la victoire n'est pas possible. Mais actuellement, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, tout en subissant la politique des dirigeants, savent qu'elles peuvent vaincre. L'acharnement des grévistes de la Caisse d'épargne de Paris ne s'expliquerait pas autrement. Partant de leurs revendications, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses peuvent se regrouper, s'organiser, imposer l'unité, et submerger le barrage des appareils. Cette voie, il importe de la dégager. Et c'est possible.

Quelques points doivent être précisés. Au contraire de ce que veulent faire croire les appareils, de nombreuses et importantes revendications peuvent être arrachées, mais c'est en direction et contre le gouvernement qu'il faut diriger le combat. Arracher la satisfaction des revendications n'implique pas que chaque mouvement, pour vaincre, doive renverser le gouvernement, mais qu'il s'inscrive dans une politique qui dirige les masses contre lui, et conduise à son renversement.

Cette orientation heurte de plein fouet la politique des dirigeants. Seul le mouvement partant des masses peut l'imposer. En aucun cas le

prolétariat ne peut faire fi de ses organisations : les dirigeants spéculent d'ailleurs là-dessus. Il faut imposer le front unique aux dirigeants de ces organisations. Au moment actuel, la réalisation du front unique au sommet ne peut avoir lieu que si les masses l'imposent, en partant de la base. L'expérience politique de ces dernières années, les exigences du moment font sentir aux masses le besoin d'organismes émanant directement d'elles, pour imposer le front unique, pour contrôler la préparation de leurs actions, les coordonner, les diriger.

Il n'est pas acceptable que les dirigeants décident de tout, et pour tous. De quel droit décident-ils d'imposer des grèves tournantes ? De quel droit décident-ils des revendications et de leur forme ? Aux travailleurs de décider. Pas d'aggravation des conditions de travail ; pas de classifications par niveaux qui déqualifient et imposent la polyvalence ; pas de contrats basés sur la productivité ; pas de blocage des salaires ; garantie du pouvoir d'achat ; à bas l'application des dispositions de la réforme Haby, etc. : ce sont des revendications qui coulent de source ; les travailleurs doivent décider de leur contenu concret. Il appartient aux travailleurs d'en discuter et d'en décider en assemblée générale, comme il leur appartient de décider des moyens d'action, de décider démocratiquement de leur représentation qui inclura les responsables des organisations syndicales, mais qui doit être sous leur contrôle direct.

6 FEVRIER, ASSISES POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

L'Assemblée nationale des comités unitaires de base qui s'est tenue le 5 décembre a décidé de convoquer le 6 février des Assises nationales pour

le front unique ouvrier. Ces Assises nationales centraliseront nationalement l'action politique nécessaire à la réalisation des tâches politiques que la lutte pour le front unique ouvrier nécessite. Tous ceux qui combattent et veulent combattre pour le front unique, ne serait-ce que sur les revendications, ont leur place à ces Assises nationales. L'Assemblée nationale des comités unitaires de base soumet aux débats des participants une perspective politique que concrétisent les mots d'ordre suivants :

- dissolution de l'Assemblée nationale ;
- en finir avec le gouvernement Giscard-Barre ;
- gouvernement du PS et du PCF sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois.

C'est une perspective politique qu'il faut discuter. Mais il importe avant tout de s'engager dans l'action en vue d'imposer le F.U.O. pour les revendications, le contrôle par les masses de la préparation de leurs combats et de leur conduite. Une lutte organisée et conséquente sur ces points amène et amènera d'ailleurs à la conclusion qu'il faut en finir avec le gouvernement Giscard et porter au pouvoir un gouvernement des seuls partis ouvriers.

De grandes batailles de classe auront-elles lieu avant, pendant, ou après les élections municipales ? Nous n'en savons rien. Nous savons seulement qu'il est indispensable de rassembler une force politique agissante avant les élections municipales, pour les préparer. Si elles n'ont pas lieu avant ou pendant celles-ci, les grandes luttes sont inévitables après. Il faut les préparer. Il faut s'y préparer. Répétons-le en conclusion : ce régime agonise ; sa fin coïncidera avec l'ouverture de la crise révolutionnaire, de la révolution en France.

Stéphane Just,
Lé 13-1-1977.

QUESTION DU RECRUTEMENT,
PREPARATION
DES ASSISES NATIONALES
POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER,
DISCUSSION POLITIQUE

l'OCI prépare son 21e Congrès

par Marc LACAZE

« La Vérité » est l'organe du Comité central de l'OCI. La préparation du 21^e Congrès doit donc naturellement s'exprimer dans l'organe du Comité central.

La préparation de notre Congrès intéresse évidemment en premier lieu les militants de notre organisation. Mais l'ensemble des lecteurs de « La Vérité » est directement intéressé, partie prenante, d'une façon ou d'une autre, au combat pour la construction du parti révolutionnaire en France et à la reconstruction de la IV^e Internationale, donc aux discussions qui se déroulent à l'intérieur de l'OCI, en vue de son 21^e Congrès.

C'est pourquoi le comité de rédaction de « La Vérité » a décidé de publier de larges extraits d'un texte publié dans le bulletin intérieur préparatoire au 21^e Congrès et donc de les associer ainsi, le plus possible, sous cette forme, à une discussion interne à l'OCI...

C'est une certitude, la crise politique qui se développe aujourd'hui avance inéluctablement vers l'ouverture de la crise révolutionnaire, et les prémices de cette crise révolutionnaire se constituent sous nos yeux, dans le combat quotidien de la lutte des classes.

Dans « Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire », Trotsky écrit en novembre 1931 à propos de l'Angleterre :

« 1. Pour analyser une situation, les révolutionnaires doivent distinguer les préalables économiques et sociaux à une situation révolutionnaire de la situation révolutionnaire elle-même.

« 2. Les conditions économiques et sociales préalables à une situation révolutionnaire ne s'affirment en règle générale que lorsque les forces productives du pays sont sur le déclin ; que le poids spécifique d'un pays

capitaliste sur le marché mondial diminue systématiquement, et que les revenus des différentes classes se réduisent de manière également systématique ; que le chômage ne résulte plus seulement d'une fluctuation conjoncturelle mais est une tare sociale permanente dont la courbe est ascendante. La situation en Angleterre correspond parfaitement à cette caractérisation, et nous pouvons dire que les conditions économiques et sociales préalables à une situation révolutionnaire existent et s'accroissent de jour en jour. Mais nous ne devons pas oublier qu'une situation révolutionnaire se définit d'un point de vue politique, et non pas seulement sociologique, ce qui inclut le facteur subjectif. Et par facteur subjectif, nous n'entendons pas seulement la question du parti du prolétariat. Il s'agit de la conscience de toutes les classes, et bien sûr avant tout de celle du prolétariat et de son parti.

« 3. Une situation révolutionnaire, donc, ne s'ouvre que lorsque les conditions économiques et sociales préalables à la révolution provoquent une brusque modification de la conscience de la société et de ses différentes classes. Quelles sont ces modifications ?

a) dans notre analyse, il nous faut distinguer entre les trois classes sociales : les capitalistes, la classe moyenne ou petite-bourgeoise, le prolétariat. Les changements de mentalité nécessaires sont très différents pour chacune de ces classes ;

b) bien mieux que n'importe quel théoricien, le prolétariat britannique est parfaitement conscient de la gravité de la situation économique. Mais la situation révolutionnaire ne s'ouvre que lorsque le prolétariat commence à chercher une issue, non pas sur les bases de l'ancienne société, mais dans la voie de l'insurrection révolutionnaire contre l'ordre établi.

Telle est la condition subjective déterminante pour la situation révolutionnaire. L'intensité des sentiments révolutionnaires des masses est l'un des indices les plus importants de la maturité de la situation révolutionnaire ;

c) mais une situation révolutionnaire est une situation qui doit permettre au prolétariat de devenir à l'étape suivante la direction de la société et ceci dépend en partie, quoiqu'à une moindre échelle en Angleterre que dans d'autres pays, de l'état d'esprit et de la réflexion politique de la classe moyenne, qui perd confiance dans tous les partis traditionalistes (y compris le Labour Party, parti réformiste, c'est-à-dire conservateur) et met son espoir dans un changement radical, révolutionnaire de la société (et non dans un changement contre-révolutionnaire, c'est-à-dire fasciste) ;

d) les modifications dans l'état d'esprit tant du prolétariat que de la classe moyenne correspondent et se développent parallèlement à des changements dans l'état d'esprit de la classe dominante qui se voit incapable de sauver son système, perd sa confiance en soi, commence à se désintégrer, se disloque en factions et en cliques ;

« 4. A quel stade de ces processus la situation révolutionnaire est entièrement mûre ne peut être déterminé à l'avance ni calculé mathématiquement. Le parti révolutionnaire ne peut déterminer ce point qu'à travers le combat, à partir de la croissance de ses forces et de son influence sur les masses, les paysans et les petits bourgeois des villes, etc., et à partir de l'affaiblissement de la résistance des classes dominantes.

« 5. Si nous appliquons ces critères à la situation en Angleterre, nous constatons :

a) que les conditions économiques et sociales préalables existent et s'affirment avec toujours plus de force ;

b) que le passage de ces conditions économiques et sociales préalables à une réaction psychologique n'a cependant toujours pas été franchi. Ce n'est pas une modification de la situation économique, d'ores et déjà insupportable, qui est nécessaire, mais un changement dans l'attitude des différentes classes devant cette situation catastrophique et insupportable de l'Angleterre ;

« 6. Le développement économique de la société est un processus très graduel qui se mesure en termes de siècles et de décades. Mais quand les conditions économiques se modifient radicalement, la réaction psychologique différée peut se produire à court terme. Et que ce soit à court ou long terme, de tels changements affecteront inévitablement l'état d'esprit des masses. Alors seulement nous aurons une situation révolutionnaire effective.

« 7. Dans des termes politiques cela signifie :

a) que le prolétariat doit per-

dre confiance non seulement dans les libéraux et les conservateurs, mais encore dans le Labour party. Il doit concentrer sa volonté et son courage vers des buts et des méthodes révolutionnaires ;

b) que la classe moyenne doit perdre confiance dans la grande bourgeoisie, les nobles, et se tourner vers le prolétariat révolutionnaire ;

c) que les classes possédantes, les cliques régnantes, rejetées par les masses, perdent confiance en elles-mêmes.

« 8. Ces attitudes se développeront inéluctablement, mais elles n'existent pas aujourd'hui. Elles peuvent se développer dans de brefs délais, du fait de l'acuité de la crise. Elles peuvent apparaître dans deux, trois, ou même un an. Mais aujourd'hui cela reste une perspective, non un fait.

« Nous devons fonder notre politique sur les faits d'aujourd'hui et non ceux de demain. »

les prémices de la crise révolutionnaire se constituent sous nos yeux

S. Just analyse la situation française dans l'article qui précède. Il fournit « les faits d'aujourd'hui », les éléments qui, sur les différents plans, permettent d'établir cette analyse. On pourrait, comme pour un exercice — afin de serrer de près une nouvelle fois le stade atteint dans la transition de la crise politique à l'ouverture de la crise révolutionnaire, mais aussi afin de mieux convaincre que le moment où les masses vont faire irruption approche —, soumettre ces éléments aux critères de Trotsky.

Résumons :

La situation économique tributaire des locomotives américaine, allemande et japonaise n'a cessé de se dégrader encore ces derniers mois. Le « poids spécifique » de la France sur le marché mondial s'est considérablement affaibli. Et les conséquences de cette dégradation pour les masses deviennent aujourd'hui beaucoup plus préoccupantes. Les plus larges couches de travailleurs sont directement touchées. Le chômage poursuit sa progression. Il n'apparaît plus à personne comme le

« résultat d'une fluctuation conjoncturelle » mais bien au contraire « comme une plaie sociale permanente ayant tendance à l'aggravation ». Personne n'ignore non plus que d'importantes mesures de restructuration, en préparation ou même en cours, doivent entraîner le licenciement en bloc de centaines de milliers de nouveaux travailleurs dans la sidérurgie, l'aéronautique, l'électronique, le livre, etc. L'attention des masses se tend. Les prix, eux, ont poursuivi depuis des mois leur hausse ; leur « libération » début janvier a provoqué une véritable flambée atteignant par exemple 35 % sur les légumes frais. Et c'est dans une telle situation que Barre, appuyé sur les appareils qui dirigent le mouvement ouvrier, a commencé à s'engager dans l'application des premières mesures de son plan d'austérité. La volonté d'imposer le blocage des salaires pour six mois dans la fonction publique et le secteur privé va accumuler des charges explosives du côté des masses. Elle est en train de fournir un dénominateur commun à la lutte des classes.

Sur le plan des conditions directement politiques, le plan d'austérité pourtant mis au point par le gouvernement pour tenter de reprendre pied et de fournir un axe de combat afin de rassembler ses forces, avec l'objectif de freiner le processus de désintégration politique frappant les sommets de la bourgeoisie et de s'opposer au lent affaïssissement des institutions bonapartistes qu'aucune réforme ne peut sauver, pour tenter de tirer l'Etat de la paralysie qui le gagne, ne réussit pas à effacer, ne serait-ce qu'un moment, le profond scepticisme de la bourgeoisie à l'égard de ses chances de succès. La classe dominante peut difficilement dissimuler la perte de confiance qui la gagne. Comme elle ne peut plus contenir les querelles de factions et de cliques qui la déchirent, et qui ne peuvent que s'aggraver. Les multiples couches de la petite bourgeoisie sont engagées dans un mouvement

qui, pour le moins, ne les voit pas chercher du côté du capital financier une solution à la crise dans laquelle elles sont entraînées. Les récentes élections l'attestent, ainsi d'ailleurs, sur un autre plan, que les mouvements divers des viticulteurs, des agriculteurs, etc. Certes, la crise politique de la bourgeoisie, l'effondrement de sa volonté, dont de nouveaux développements sont inévitables, peuvent encore être cantonnés aujourd'hui dans certaines limites, par la grâce de la politique acharnée des appareils qui tentent par tous les moyens de paralyser la classe ouvrière dans son action défensive. Dans ce combat politique qui se livre dans l'ensemble du mouvement ouvrier, se concentre toute la situation aujourd'hui. D'un côté, les masses agressées par la dégradation de la situation économique et par la politique gouvernementale cherchent à réaliser les conditions du combat de classe, de l'autre les appareils à la tête des organisations de la classe ouvrière tentent de leur dérober cette possibilité.

A L'INTERIEUR DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour ce combat, pour leur propre action, les travailleurs cherchent une méthode, des formes d'organisation qui leur garantissent l'unité, la centralisation et le contrôle de leurs luttes, qui leur permettent d'arracher aux appareils le pouvoir de décision qu'ils se sont approprié.

Trotsky dit :

« Une situation révolutionnaire ne commence que lorsque les conditions économiques et sociales pour une révolution produisent un changement brutal dans la conscience de la société et de ses différentes classes. »

Le changement brutal dans la conscience de la société et de ses

différentes classes se prépare au cours du combat politique qui se déroule au cœur du mouvement ouvrier. Il marquera un moment décisif des relations politiques en son sein et conditionnera en grande partie l'issue du combat politique général entre les classes. Quel que soit l'événement politique ou économique qui serve de catalyseur à la situation, quelle qu'en soit la date — qui, manifestement, se rapproche — ce ne sera que « le contingent » qui réalisera alors « le nécessaire ». « Le nécessaire » qui mûrit aujourd'hui dans la lutte politique au sein de la classe ouvrière, pour, ensuite, s'affirmer au grand jour dans l'irruption des masses. Il fallait en 1931, selon Trotsky, que le prolétariat en Angleterre perde confiance, non seulement dans le parti libéral et le parti conservateur, mais aussi dans le Labour Party. Pour se défendre, le prolétariat doit aujourd'hui s'affranchir de la tutelle des appareils, il doit leur arracher la faculté de contrôle de la lutte. C'est un besoin pratique. Ce mouvement est engagé. Les prémices de la crise révolutionnaire se constituent donc sous nos yeux, et ce, aussi bien dans les actions positives engagées par la classe ouvrière que dans les « actions de blocage » organisées par les appareils pour maintenir l'édifice de la société bourgeoise. Nous y reviendrons.

En résumé, depuis juin 1974 où l'OCI, à son XIX^e Congrès, avait caractérisé la situation comme celle du passage de la crise politique de la bourgeoisie à l'ouverture de la crise révolutionnaire, la situation économique s'est sérieusement aggravée, la crise politique a connu des développements aussi spectaculaires que profondément significatifs, mais c'est aujourd'hui dans les transformations qui s'opèrent au cours de la bataille qui se mène au sein du mouvement ouvrier que réside le centre de gravité de toute la situation.

UN SPECTRE HANTE TOUJOURS L'EUROPE

Le savent bien et le disent à leur manière ceux qui écrivent dans leurs journaux le scénario que bourgeoisie et appareils ont élaboré de concert :

« Les syndicalistes peuvent parler sans abus de langage d'une certaine combativité des travailleurs.

« Mais ils reconnaissent, dans le même temps, que ces différentes actions ont rarement débouché sur des résultats en rapport avec la combativité des grévistes. La retraite soudaine des ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire, après une offensive salariale lancée de façon spectaculaire par l'occupation d'un super-pétrolier, avait déjà surpris, venant de travailleurs réputés pour leur combativité et leur expérience syndicale. (...)

« La reprise du travail, à vingt-quatre heures d'intervalle, des grévistes de la Caisse d'épargne de Paris et de ceux de la Belle Jardinière, qui avaient occupé pendant plusieurs semaines le devant de la scène sociale, a accentué ce sentiment de « blocage de la situation sociale » dénoncé par M. Séguy. Il a incité, peut-être, M. Maire à appeler ses militants à la prudence. (...)

« Les syndicalistes constatent partout, même dans les entreprises traditionnellement libérales sur le plan social, une rigidité totale du patronat à l'égard des revendications quelle qu'en soit la nature. (...)

« Les travailleurs hésitent, fort naturellement, à se lancer dans des grèves quand ils constatent que l'action ne paie pas. »
(*Le Monde* du 12 janvier.)

Mais qui concluent laconiquement, désespérant d'y croire :

« Il n'est pas sûr que le patronat, en refusant toute négoc-

ciation, le gouvernement, en « gelant » la politique sociale, ne prennent pas le risque d'entretenir chez l'adversaire le goût de la revanche. Faut-il rappeler que la situation sociale n'avait jamais été aussi bloquée en France qu'à la veille de mai 1968 ?... »

Ou bien ceux encore qui, de façon plus littéraire, à l'occasion de « l'affaire de Broglie », écrivent comme J. Michel Royer dans « Le Progrès » de Lyon :

« Il faut relire « Choses vues » de Victor Hugo pour comprendre qu'un régime peut mourir d'un fait divers. Les Français ont oublié l'assassinat de la duchesse de Praslin, que l'on trouva nue et sanglante dans son boudoir, un matin de 1847 (elle tenait à la main un livre intitulé « Les gens comme il faut »). Mais, sur le moment, les tentatives gouvernementales pour étouffer l'affaire permirent à l'opinion de humer, avec Victor Hugo, l'odeur musquée des régimes finissants. Quelques mois plus tard, en effet, c'était la révolution de 1848. Le poète en avait lu la promesse dans les réactions populaires aux affaires de corruption qui éclataient alors les unes après les autres : « *Quand la foule regarde les riches avec ces yeux-là*, écrit-il superbement, *ce ne sont pas des pensées qu'il y a*

dans les cerveaux, ce sont des événements ». »

Mais, là où le journaliste ne voit, comme Victor Hugo inquiet pour sa classe et pour son monde, que des « événements » où le pauvre

« veut, lui aussi, non le travail, non le salaire, mais du loisir, du plaisir, des voitures, des duchesses. Ce n'est pas du pain qu'il veut, c'est du luxe. Il étend la main en frémissant vers toutes ces réalités resplendissantes qui ne seraient plus que des ombres s'il y touchait. Le jour où la misère de tous saisit la richesse de quelques-uns, la nuit se fait, il n'y a plus rien. Plus rien pour personne »,

les révolutionnaires affirment, comme Marx, lui aussi en 1847 :

« Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre du communisme... »

« Il est grand temps que les communistes exposent publiquement à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances ; qu'ils opposent à la légende du spectre un manifeste du parti... »

La crise révolutionnaire affleure en France aujourd'hui. La révolution prolétarienne s'avance. La responsabilité des militants révolutionnaires est lourde : il faut construire le parti révolutionnaire.

recruter à l'OCI

Dans le rapport soumis à la discussion pour le XXI^e Congrès de l'OCI, on peut lire :

« La transition entre la situation présente et la situation de crise révolutionnaire ouverte est caractérisée par le maximum de possibilités pour modifier les relations de l'OCI avec la classe

ouvrière et la jeunesse, et renforcer par un recrutement intensif l'OCI comme pôle indépendant qui construise le parti révolutionnaire dans la crise révolutionnaire. Les larges possibilités de recrutement à l'OCI sont ouvertes en raison du fait que la politique des appareils se présente à contre-courant de

l'évolution concrète de la situation, intégrant les organisations des masses et des militants.»

La capacité à utiliser les larges possibilités ouvertes par cette période concentre les problèmes rencontrés par la politique révolutionnaire. Cette question est ressentie par les militants comme une question cruciale, comme l'élément majeur permettant de mesurer la façon dont la politique de l'OCI est mise en pratique. Les difficultés rencontrées dans ce domaine suscitent la réflexion.

A quoi tiennent nos difficultés ?

Dans le texte adopté au XX^e Congrès, on lit :

« Mais si l'ensemble de l'analyse de la situation politique, les mots d'ordre que nous lançons sont confirmés par les événements, dans notre action politique, les oscillations, principalement au niveau des directions, qui nous conduisent à laisser passer bien des occasions de progresser, les oscillations, résultats de faiblesses théoriques et politiques, se répercutent sur le recrutement. Nous recrutons sur une politique faite d'oscillations qui tendent à nous adapter aux appareils et au gauchisme. »

Le projet de texte soumis à discussion pour le XXI^e Congrès insiste à nouveau :

« Nous ne pouvons surmonter nos difficultés dans le domaine de l'organisation sans assimiler le contenu politique de la situation, de crise politique marchant vers la crise révolutionnaire. Ne pas comprendre que la classe ouvrière est déjà engagée dans cette transition vers la crise révolutionnaire aboutit soit à s'adapter aux appareils qui cherchent à cadenciser les « luttes » dans ce qui est acceptable pour le maintien des institutions, soit, comme complément et conséquence, à chercher à « stimu-

ler » de l'extérieur le mouvement de la classe. »

Il ne faut pas se le cacher ; nombreux sont ceux qui considèrent cette explication insuffisante dans sa généralité et cherchent ailleurs une clef providentielle pour résoudre ce problème crucial.

UNE CONTRIBUTION A LA DISCUSSION

Prenons un exemple, nous en verrons tout l'intérêt ultérieurement. Ainsi taradé, comme beaucoup, par la question décisive du « large recrutement », un camarade cherche, dans une contribution à la discussion pour le XXI^e Congrès de l'OCI, à apporter une réponse.

Il écrit :

- juin 1970 : congrès de l'Alliance ouvrière - congrès ouvrier, 452 délégués (1 pour 10) ;
- février 1972 : Conférence nationale pour le gouvernement ouvrier : 800 délégués représentant 10 000 travailleurs et jeunes ;
- décembre 1974 : 878 délégués représentant 19 000 travailleurs ;
- avril 1975 : 13 000 travailleurs et jeunes réunis ;
- mai 1976 : 861 délégués représentant 380 comités unitaires de base ;
- décembre 1976 : 450 délégués représentant 349 comités unitaires de base.

« Manifestement, il y a problème ; même si ces manifestations ne sont pas toutes comparables, les chiffres expriment d'une certaine manière l'avant-garde rassemblée par l'OCI. Très nette progression jusqu'en 1974 et, depuis, stagnation si ce n'est régression.

« Or, nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire « favorable à la construction de l'OCI » où les appareils sont à contre-courant du mouvement des masses (cf. notes pour le

XXI^e Congrès), l'appareil stalinien est lui-même en butte à l'hostilité des masses et à la réserve des militants.»

La question a beau être d'importance, elle a beau tenir chacun à cœur, ce n'est pas une raison pour ne pas la traiter politiquement, et sérieusement. Noircir le tableau, affoler n'est pas de bons secours en politique, particulièrement pour les révolutionnaires. Une chose est établie, le recrutement actuel de l'OCI n'est pas en rapport avec les possibilités ouvertes par la situation et les exigences de la transformation de la crise politique en crise révolutionnaire ouverte. Mais parler de régression de la couche des militants d'avant-garde associée à la politique de l'OCI n'est précisément pas sérieux. Le camarade convient que les chiffres qu'il avance ne sont pas tous comparables, ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de les comparer pour en tirer une conclusion politique. Revenons brièvement à ces chiffres, et particulièrement sur les quatre derniers, qui fonderaient l'appréciation de régression de 1974 à 1976.

Nous ne nous attarderons pas longuement à écarter cette preuve de « stagnation, voire de régression » que constituerait la comparaison des 19 000 travailleurs qui ont été recensés dans les réunions (tenues dans les entreprises) de préparation à l'Assemblée nationale des délégués pour le FUO du 15 décembre 1974 et les 13 000 travailleurs rassemblés physiquement, tout un dimanche de surcroît, quatre mois plus tard, le 27 avril 1975.

Les deux derniers chiffres paraîtraient paraître plus sérieux. Il faut avoir pris connaissance des comptes rendus des Assemblées des délégués des comités unitaires de base du 16 mai et du 5 décembre 1976 pour comprendre ce qu'il y a de peu sérieux dans la comparaison. Tout l'effort, d'avril à décembre, a porté sur la constitution de véritables comités unitaires de base, sur la consti-

tution de comités qui soient le moins possible de simples regroupements de sympathisants à l'OCI (ce qui n'est pas négligeable) et le plus possible des regroupements combattant engagés effectivement dans la réalisation des conditions politiques du combat de classe sur la ligne du front unique ouvrier. Comme nous l'avons relevé en son temps, l'ensemble des débats, et plus particulièrement certaines interventions (celle des peintres d'Alsthom, par exemple) ont exprimé de façon vivante et incarnée ce que nous avons établi par l'analyse, à savoir que se levait

« une nouvelle couche de militants qui sont les premiers combattants d'un mouvement profond qui s'amorce et se renforcera dans une première étape contre les appareils. Ces combattants, ce sont ceux qui se battent avec nous pour la constitution des Comités unitaires de base, « groupes politiques de préparation aux luttes inévitables » que nous devons constituer dans les entreprises, les facultés, ce sont ceux qui vont combattre avec nous immédiatement et dans la prochaine période pour lever les obstacles au front unique ouvrier et aider les masses, « à la base », à rétablir l'unité des travailleurs, des jeunes et des organisations. Ce sont ceux qui sauront, à partir de l'expérience des luttes quotidiennes, aider les travailleurs et les jeunes à s'organiser sur la ligne des comités de grève des délégués élus, intégrant les organisations. Ce sont ceux qui aideront les masses à combattre pour contraindre, à partir de la base, les syndicats à ne pas dresser les obstacles aux luttes unies.

« Ce sont ceux qui, avec nous, vont préparer les Assises nationales pour le front unique ouvrier, ceux qui, chez les étudiants, organisent le boycott des élections-participation et les élections au CROUS, ceux qui, avec nous, à la SNIA-Bougues, ont combattu pour le front unique ouvrier, pour l'assemblée

générale, pour la grève totale contre les grèves tournantes, et qui viennent de remporter un succès riche de signification.»

(Résolution du Comité central sur les Assises nationales pour le front unique ouvrier - 6 février 1977.)

DE REELS PAS EN AVANT

L'effort politique entre le 16 mai et le 5 décembre a donc essentiellement porté sur la préparation d'une Assemblée de délégués, scrupuleusement représentative de tels comités unitaires de base. Il n'est pas question de dire que le nombre de comités unitaires de base n'a pas d'importance. Il s'agit au contraire de comprendre que la capacité à créer des regroupements politiques répondant précisément aux exigences et aux possibilités du développement de la situation constitue la seule méthode pour élargir l'influence politique de l'OCI dans la classe ouvrière, multiplier le nombre de Comités unitaires de base et recruter à l'organisation qui construit le parti révolutionnaire. Voilà pour l'analyse des chiffres fournis. Mais nous verrons plus loin que l'absence de jugement politique concernant les pas franchis entre les deux dernières Assemblées nationales de délégués des comités unitaires de base constitue, à l'inverse, l'indice d'un problème politique.

Pour en finir avec les chiffres, et sans vouloir aucunement atténuer la faiblesse du recrutement relativement aux possibilités, mais pour au contraire bien situer le problème, il semble néanmoins utile de rappeler que si l'OCI a triplé depuis 1970, elle n'a progressé que de 33 % dans les deux dernières années ; voilà où réside le problème, dans une situation où la politique des appareils se dresse à contre-courant des masses. C'est un problème suffisamment important pour qu'il ne soit masqué,

ni dans un sens, ni dans l'autre. Enfin, pour juger d'une « régression » de l'OCI, il faut encore ajouter que sur le plan de ce qui, en France peut-être plus qu'ailleurs (aux dires d'Engels en tous les cas), a représenté de tous temps une difficile bataille, celle du soutien financier, l'OCI a remporté d'importantes victoires, rassemblant au cours de ses campagnes :

- 370 000 F en 1972 ;
- 470 000 F en 1973 ;
- 740 000 F en 1974 ;
- 1 070 000 F en 1975 ;
- 1 630 000 F en 1976.

Mais poursuivons, pour en venir à des choses plus sérieuses. Le camarade, ainsi parti, ne se satisfait pas de l'explication, « trop générale », donnée aux problèmes d'organisation qui se concentrent dans le recrutement ; il écrit :

« Lors du XX^e Congrès, nous expliquions que les difficultés rencontrées par l'organisation proviennent d'oscillations sur une ligne juste. Dans les notes pour le XXI^e Congrès, on écrit : « Aussi est-il indispensable d'en finir avec ce que nous estimons être des oscillations, hésitations, incertitudes, à la rigueur des déviations sur une même ligne. » Mais :

- 1 - les oscillations, les divergences ne sont pas précisées dans le rapport ;
- 2 - cela n'explique pas tout, car les oscillations n'ont pas empêché de rencontrer des succès importants dans le passé et dans le présent (Le Bourget, Essen, campagne Pliouchtch). »

Nous reviendrons plus tard sur le fait que la nature des oscillations entraînant des difficultés dans les problèmes d'organisation ne serait pas précisée dans le texte de préparation au XXI^e Congrès. Ce jugement est très important, nous le verrons.

Mais, d'ores et déjà, dire que les oscillations n'expliqueraient pas tout ne peut avoir qu'une signification, c'est que les difficultés rencontrées

sont essentiellement dues à des questions d'orientation politique plutôt qu'à des oscillations sur la base d'une orientation juste. Poursuivons la lecture du texte et voyons donc quelle clef va fournir la « véritable explication » de nos difficultés à développer l'OCI, comme il le faudrait :

« Personnellement, je me pose les problèmes suivants concernant l'orientation : 1975 : 80 000 travailleurs et jeunes signent l'adresse aux dirigeants du PCF et du PS contre la division, pour en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, pour le gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois. 1976 : 28 000 travailleurs signent pour l'unité pour la manifestation devant le Palais-Bourbon. La durée de la campagne n'explique pas cette différence considérable. On constate que l'agitation sur le mot d'ordre : « Il faut réaliser l'unité » remporte un écho considérable lorsqu'il y a division, ou plus précisément lorsque les appareils polémiquent artificiellement pour bloquer toute perspective (exemple après les élections de Giscard). L'obstacle perçu alors directement par les masses est effectivement la division.

« Lorsque, sous la pression des masses, les appareils « tournent », ils continuent à mener la même politique sous une autre forme. Ils dévoient l'unité réalisée. Si on prend comme seul critère l'unité, on ne comprend pas la situation. Pourquoi le 9 mars se félicite-t-on de l'unité réalisée dans la fonction publique, et pourquoi le 7 octobre est-on embarrassé ?...

« Que comprend le travailleur à qui l'on dit : « Il faut vaincre la division », lorsqu'il voit que le 7 octobre, « ils » sont tous unis pour expliquer qu'en dehors des protestations, on ne peut rien faire ? »

La clef serait donc la façon indifférenciée dont l'OCI combat, en toutes circonstances, « pour l'unité », déroulant ainsi les travailleurs.

LA QUESTION DE « L'UNITE »

Et l'exemple le plus clair permettant de dégager cet enseignement serait constitué par la différence du nombre de signatures effectuées sur deux adresses aux dirigeants des partis ouvriers. « La durée de la campagne n'expliquerait pas cette différence considérable. » Encore faut-il noter au passage que les 80 000 signatures furent recueillies en 2 mois de campagne tandis que les 28 000 le furent du vendredi 8 octobre au lundi 18 octobre, c'est-à-dire en 7 « jours ouvrables ». Mais passons, car là n'est pas la question essentielle.

L'adresse aux dirigeants des partis ouvriers adoptée à l'Assemblée du 15 décembre 1974 disait :

« C'est pourquoi nous vous appelons à réaliser l'unité à laquelle aspirent la population laborieuse et la jeunesse pour en finir avec le gouvernement capitaliste Giscard-Chirac.

« C'est pourquoi nous vous demandons d'engager cette campagne nationale, mobilisant les travailleurs et les jeunes qui, par millions, veulent en finir avec le gouvernement Giscard-Chirac, veulent la satisfaction de leurs revendications.

« C'est pourquoi, conscients qu'il est impossible d'attendre 1978 ou 1981, parce que ce serait attendre la catastrophe, tolérer la violation permanente de la démocratie, en tournant le dos à la volonté populaire, nous pensons que les polémiques qui se développent actuellement entre les deux grands partis de la classe ouvrière désorientent les travailleurs et les militants.

« Le devoir pour tous est de réaliser le front unique ouvrier :
— pour que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse ;
— pour la satisfaction des revendications. »

Si c'est là un exemple « prenant comme seul critère l'unité », ce n'est pas si mal et on ne peut pas accuser ce critère, utilisé de la sorte, d'entretenir une grande confusion sur la situation. Mais il faut poursuivre. « Lorsque, sous la pression des masses, les appareils « tournent », ils dévoient l'unité réalisée », dit notre camarade.

Prenons dans l'ordre, et comme il est question plus loin du 9 mars et du 7 octobre 1976, on peut se sentir autorisé à penser que les deux exemples sont donnés pour illustrer des cas où les « appareils ont tourné sous la pression des masses ». Dans l'utilisation de ces deux cas concrets, il faut bien avouer qu'il y a la marque d'une grande confusion.

La politique des appareils contre-révolutionnaires ayant comme objectif de s'opposer à la révolution prolétarienne, aux issues que les masses cherchent à la situation dans laquelle elles se trouvent, tient très largement compte de la situation politique au sein des masses, mais dans aucun des deux cas, ni le 9 mars ni le 7 octobre, les appareils n'ont tourné sous la pression des masses. Il faut, de surcroît, préciser ce qui ne l'est pas, à savoir la nature différente de ces deux journées.

A NOUVEAU SUR LE 9 MARS ET LE 7 OCTOBRE

Sur le 9 mars, nous nous sommes déjà largement expliqués. Au moment du renouvellement des contrats salariaux 1976, le gouvernement tentait une offensive pour imposer des conditions draconiennes. La fédération des fonctionnaires FO et la FEN déposèrent un préavis de grève de 24 heures. Elles cherchaient à faire l'impossible pour aboutir à un texte signable. Les failles ouvertes dans la politique contractuelle apparaissaient. Les fonctionnaires, les enseignants pouvaient tenter d'utiliser ces

failles, de s'engager dans la voie de la réalisation du front unique ouvrier contre le gouvernement. Dans la situation politique, il était difficile à la CGT et la CFDT, qui avaient lancé l'ordre d'une semaine d'action, de ne pas participer à cette grève de 24 heures. Avec toutes les réserves et les manœuvres des uns et des autres, le 9 mars s'inscrivait dans une politique salariale contradictoire à celle du gouvernement, sans en même temps vouloir aucunement le mettre en cause.

Le 7 octobre, c'est tout autre chose. Le gouvernement annonce début septembre que le plan d'austérité sera présenté à l'Assemblée nationale, l'OCI édite un tract où on lit :

« L'Assemblée nationale s'apprete à voter un plan d'austérité et le budget qui menacent toutes les masses laborieuses du pays. De quel droit ?

« A de multiples reprises, le suffrage universel a désavoué cette Assemblée nationale... Les dirigeants du PS et du PCF doivent décider dans l'unité d'appeler des milliers de travailleurs, de jeunes à manifester au Palais-Bourbon devant l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale ne doit pas décider. Elle doit disparaître. »

Comme on peut le voir en passant, le « critère de l'unité » utilisé ici n'a rien de vague ; il s'agit de l'unité pour combattre, et, à ce moment précis, combattre c'est s'adresser aux partis ouvriers et désigner comme objectif l'Assemblée nationale, qui ne doit pas décider.

Le 24 septembre, les appareils annoncent une manifestation des syndicats le 7 octobre.

La manifestation du 7 octobre, c'était la réponse des appareils à l'aspiration des masses, mais une réponse traître. Les directions n'étaient pas obligées d'aller plus loin sous la pression des masses. Le 7 octobre était conçu comme un écran devant contenir le mouvement des masses et empêcher que le plan Barre ne cris-

tallise leur volonté de désigner, à leur action, l'objectif politique du gouvernement.

Ce fut un pare-feu. Ce pare-feu a contenu le mouvement des masses. L'écran disparu, les travailleurs se retrouvaient avec une impression mal définie : « Et après ? » L'intervention politique de l'OCI et celle des Comités unitaires de base trouvaient le plus grand écho. Les travailleurs se retournaient vers leurs directions et leur disaient : « Alors, vous voterez contre, mais le plan d'austérité passera ; pourquoi ne pas organiser à l'appel des partis ouvriers une manifestation à l'Assemblée nationale ? » Le mouvement ayant été contenu, la signature de l'adresse était tout à fait clairement une prise de position politique faisant connaître l'exigence des masses aux directions. 28 000 signatures en 7 jours, des dizaines de délégations aux groupes parlementaires, cela n'a rien d'un faible résultat.

A la question posée par le camarade : « Que comprend un travailleur à qui on dit : « Il faut vaincre la division », lorsqu'il voit le 7 octobre qu'ils sont tous unis pour expliquer

qu'en dehors des protestations, on ne peut rien faire ? », nous répondrons d'abord que tel ne fut pas l'axe d'intervention de l'OCI qui, à la veille du 7 octobre, expliquait politiquement dans les suppléments « Informations ouvrières » la nécessité politique du front unique pour la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais lorsque ce camarade explique que les appareils ont « dévoyé » l'unité réalisée, les choses s'éclaircissent encore, nous comprenons alors ce qui désarme les travailleurs. L'OCI n'a pas expliqué cela. « L'unité du 7 octobre », c'est le front populaire opposé au front unique ouvrier, et le front populaire n'est pas le front unique ouvrier dévoyé ou altéré. Le front populaire n'est pas l'infléchissement à droite du front unique ouvrier, c'est la dernière ressource de l'impérialisme devant le développement de la révolution prolétarienne.

Pourquoi tout ce long développement ? Parce qu'il y a, en fin de compte, un fil conducteur à toutes ces imprécisions, confusions, erreurs, concernant le 7 octobre, le 9 mars... le front unique, le front populaire. Nous y voilà.

une forme d'adaptation à l'« Union de la gauche-front populaire »

Le camarade, en s'interrogeant sur la façon dont l'organisation combat pour le front unique ouvrier, indique clairement la façon dont il a traduit dans son activité ce qu'il pensait être l'orientation de l'organisation. C'est un fait positif que, ainsi, se fasse la clarté sur son mécanisme de pensée politique. Mais, ce faisant, il réduit le combat politique pour le front unique ouvrier à la bataille « pour qu'ils fassent l'unité ». De cette façon, il s'est adapté à la politique des appareils, c'est-à-dire à la politique de l'« Union de la gauche-front populaire ».

S'orientant sur la politique des appareils et de l'appareil stalinien en particulier, il a donné à celui-ci le pouvoir de dresser des obstacles à la volonté des masses. Il n'a pu, comme cela s'est fait dans d'autres endroits, avant, pendant, après le 7 octobre par exemple (nous venons de le voir), fournir un axe de combat pour le front unique ouvrier aux travailleurs contre l'écran du 7 octobre. Dès lors, la voie était libre, permettant aux appareils d'expliquer qu'en dehors des « protestations organisées dans l'unité », on ne pouvait rien faire.

Cette politique, comme le dit la « résolution sur les Assises du 6 février », c'est :

« dresser un barrage supplémentaire à la crise qui secoue les militants, dont une partie n'accepte que par le silence les politiques des appareils, et dont l'autre partie commence à se dresser contre cette politique.

« C'est à coup sûr s'interdire de recruter à l'OCI.

« Si l'OCI s'oriente sur l'appareil, elle introduit dans ses rangs tous les éléments de dé-moralisation des militants du PCF acceptant de mener une politique visant à sauvegarder, contre les masses, les institutions. »

N'est-ce pas précisément cette dé-moralisation qui a dicté les premières lignes du texte que nous avons analysé sur la « régression de l'OCI ? »

Pour s'orienter sur les masses, c'est-à-dire sur le mouvement objectif, qui conduit inéluctablement à la crise révolutionnaire, pour être dans le courant, il faut paradoxalement, pour le militant, éviter de se laisser guider au gré des impressions. Il faut partir du général, de l'analyse précise de la situation caractérisée par la transition de la crise politique à la crise révolutionnaire. Il faut partir du rôle politique exact des appareils, de la façon dont les masses se heurtent à cette politique, dans les moindres détails, de la façon dont ce heurt s'exprime dans les organisations... Il faut revenir, en un mot, à l'analyse du texte proposé à la discussion pour le XXI^e Congrès de l'OCI, bannir l'empirisme pour pouvoir enfin répondre concrètement dans chaque secteur à la question : comment opposer le front unique ouvrier à la politique d'Union de la gauche-front populaire ?

Faire l'économie de cette discussion mène à l'impasse, aux pires errements. C'est précisément la solution que semble avoir choisie le camarade dans son texte.

UNE CERTAINE CECITE

Souvenons-nous que, selon lui, la nature des oscillations ne serait pas précisée dans le texte rédigé pour le XXI^e Congrès. Voyons ce qu'il en est exactement. Dès les premiers points du texte, on peut lire :

« 1. Aucune concession, si minime soit-elle, au front populaire - Union de la gauche ne saurait être tolérée dans notre attitude dans la situation transi-tant inéluctablement vers la crise révolutionnaire. Dans la situation actuelle, la politique de l'Union de la gauche - front populaire équivaut au soutien du gouvernement bonapartiste et des institutions de la V^e République en voie d'effondrement.

« Au cours de la crise révolutionnaire, « les fronts populaires d'un côté, le fascisme de l'autre seront les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.

« 2. Aucune concession si minime soit-elle à l'Union de la gauche - front populaire, coalition des deux partis ouvriers PS et PCF avec le parti bourgeois des radicaux de gauche.

« Le combat pour la victoire de la révolution prolétarienne dans la crise révolutionnaire exige que la lutte politique intransigeante soit entreprise dès aujourd'hui contre tous ceux qui prétextent le caractère décomposé du parti bourgeois des radicaux de gauche pour feindre de croire que l'Union de la gauche équivaut au front unique ouvrier.

« 3. Aucune concession si minime soit-elle à l'adaptation au front populaire. Le carcan du front populaire ne peut être brisé sur une politique dite de « front populaire de combat » ; le « front populaire de combat » a toujours été et ne peut être que la couverture gauche de la politique contre-révolutionnaire des appareils bourgeois des

partis ouvriers. La politique dite de front populaire de combat masque la capitulation devant le front populaire. Telle a été la politique du POUM en Espagne, et plus récemment celle du MIR au Chili.

« Ce cadre de collaboration de classes ne peut être débordé. Il a été, il est, il serait mortel pour la victoire de la révolution prolétarienne de se placer sur le terrain du « front populaire de combat », qui n'est pas autre chose, répétons-le, qu'une politique se situant dans le cadre du front populaire de collaboration de classes.

« On ne déborde pas le carcan du front populaire, qui vise à étrangler la révolution prolétarienne. Les masses, pour instaurer leur pouvoir, devront sur la base de leur expérience, guidées par le parti révolutionnaire, détruire le carcan contre-révolutionnaire du front populaire dans la révolution.

« 4. On ne gauchit pas la politique d'Union de la gauche - front populaire, on la combat ; étant donné les illusions des masses sur la politique d'Union de la gauche - front populaire, étant donné qu'elles sont trompées par les appareils bourgeois du PS et du PCF, il importe, sous des formes et des tactiques appropriées, de leur expliquer sur la base de leur propre expérience le lien qui existe entre le capital et l'Union de la gauche - front populaire, de leur démontrer avec toute la souplesse nécessaire qu'il est impossible de satisfaire leurs revendications fondamentales et leurs aspirations profondes sans la victoire de la révolution prolétarienne qui substituera à l'Etat bourgeois la république des conseils ouvriers.

« 5. Ce qu'il y a de particulier dans la situation actuelle en France, c'est que nous sommes entrés dans la période de transition directe du passage du bonapartisme agonisant à la crise révolutionnaire. La survie plus ou moins longue du gouvernement Giscard n'est due qu'au

soutien forcené des appareils aux institutions de la V^e République, à leur volonté de tout faire pour, en préservant le gouvernement Giscard agonisant, tenter de forger une transition de la forme bonapartiste de gouvernement à la république parlementaire en évitant la crise révolutionnaire. Ils ne le pourront pas.

« L'intervention directe des masses poussées par les développements de la crise politique du système bonapartiste agonisant conduit à la crise révolutionnaire où l'Union de la gauche - front populaire constituera la dernière ressource contre la victoire de la révolution prolétarienne. Cette transition est caractérisée d'une part par le soutien des dirigeants du PCF et du PS au gouvernement Giscard, et aux institutions bonapartistes, d'autre part par les aspirations des masses à en finir avec toute forme de gouvernement bourgeois et enfin par la confiance des masses que l'Union de la gauche - front populaire au pouvoir représentera la solution de leurs aspirations. Cette situation exige, répétons-le, que nous sachions « avec toute la souplesse nécessaire, combattre les illusions sur le terrain des illusions » (Rapport politique du XVIII^e Congrès), en utilisant les contradictions entre le mouvement des masses, leurs aspirations et la politique contre-révolutionnaire des appareils.

« 6. Aucun soutien à la politique de l'Union de la gauche - front populaire, démontrer sous des formes adaptées et des tactiques appropriées qu'elle se dresse contre les aspirations des masses, leur opposer la politique du front unique ouvrier. Expliquer aux masses que l'OCI étant en minorité, et ne constituant qu'une faible minorité, que ce qui correspond à leurs aspirations, c'est le gouvernement PCF-PS sans ministre représentant un parti bourgeois. Telle est notre politique dans la situation présente. »

On pourrait paraphraser Trotsky qui écrivait : « Burnham peut bien ne pas reconnaître la dialectique, la dialectique, elle, reconnaît Burnham, c'est-à-dire étend jusqu'à lui le champ de son influence », et dire : « On peut bien ne pas reconnaître la tendance à l'adaptation à la politique des appareils et fournir la preuve vivante de son existence. »

LE COMBAT CONTRE LA STRATEGIE DU FRONT UNIQUE OUVRIER

Si, selon le camarade : « L'adaptation à la politique des appareils » n'est pas la source de nos difficultés, il faut pourtant qu'il découvre d'où elles viennent.

Notre camarade nous répond alors, déçu par sa façon de mettre en pratique la politique du front unique ouvrier : « C'est la stratégie du front unique ouvrier, elle-même, qui est responsable de nos difficultés ! »

Il écrit :

« On peut résumer cette orientation par : l'unité est possible, l'unité peut tout. Et quand on parle d'unité, il s'agit de l'unité à la base et au sommet, englobant les organisations syndicales et politiques, les appareils. C'est toute la question de la stratégie du front unique ouvrier. »

Le fin mot est donné. De l'adaptation à la politique de l'Union de la gauche-front populaire dans la bataille quotidienne au combat politique contre la stratégie du front unique, voilà le trajet qu'est en train d'accomplir notre camarade, s'il ne reprend pas, sur la base d'un bilan sérieux, la discussion à partir du texte proposé pour le XXI^e Congrès de l'OCI.

Non content de désarmer dans la lutte de classes les travailleurs en adressant des suppliques aux direc-

tions qui organisent la défense des institutions de la V^e République, alors que les masses cherchent le moyen de reprendre le contrôle de leur mouvement, pour combattre sur leurs revendications contre le gouvernement, il s'engage dans le combat contre le mot d'ordre du gouvernement PS-PCF sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois. Qu'on le veuille ou non, il bouche la perspective politique dans laquelle s'inscrit tout le développement de la situation politique.

Exagérons-nous ? Nous allons le voir, la logique d'une position est implacable. « La dialectique étend jusque-là son champ d'influence ».

A PROPOS DE LA RESOLUTION DU 5 DECEMBRE

Le camarade n'a pas trouvé dans le texte préparatoire au Congrès la nature des oscillations et des imprécisions qu'il faut combattre pour permettre à l'OCI de se développer à l'échelle que permet la situation politique.

Il voit par contre, tout à fait nettement, dans le document adopté le 5 décembre à l'Assemblée nationale des délégués des comités unitaires de base pour préparer les Assises nationales pour le front unique ouvrier, la preuve d'un inadmissible opportunisme, qu'il dénonce :

« Avec la constitution des Comités unitaires de base, on se propose de rassembler une avant-garde sur la seule base du combat pour l'unité : « nul ne peut le nier : les difficultés et les obstacles existent dans la lutte pour réaliser l'unité, condition du combat victorieux contre le patronat et le gouvernement. De cette constatation, les militants de l'OCI tirent comme conclusion : il faut lever les obstacles à l'unité, il faut s'organiser pour surmonter les difficultés, il faut agir

et s'organiser pour lever les obstacles à l'unité et les surmonter. Pour agir, les militants de l'OCI proposent que les travailleurs et jeunes s'organisent dans les comités unitaires de base.» Mettant au centre de tout la question de l'unité, on en arrive à la résolution adoptée le 5 décembre :

« Question : un tel gouvernement du PC et du PS sans ministre bourgeois pourrait-il conduire au socialisme

« Réponse : Oui, si les dirigeants des partis ouvriers décident de rompre avec la bourgeoisie, et si les masses laborieuses et la jeunesse prennent en main leur sort en s'organisant dans leurs organes de pouvoir ouvrier, comités, conseils... »

« Il apparaît que :

1 - il n'est pas exclu que les appareils rompent avec la bourgeoisie (le PC et le PS seraient-ils redressables) ;

2 - un gouvernement PC-PS peut être un véritable gouvernement ouvrier conduisant au socialisme (à quoi bon un parti révolutionnaire ?).

« Nous sommes loin du *Programme de transition* : « La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction. » Peut-on affranchir les masses en leur expliquant que, si elles font un effort, le PC et le PS nous conduiront au socialisme ?

« Il est dit dans le *Programme de transition* : « La revendication adressée systématiquement à la vieille direction : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir !, est un instrument extrêmement précieux pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations des II^e et III^e Internationales... »

« La résolution du 5 fait exactement le contraire en expliquant : les dirigeants peuvent décider de rompre. En disant cela, c'est nous qui trompons les travailleurs et renforçons les illusions. »

Tout d'abord, réitérons nos appels à une discussion sérieuse. Dans la citation qui est faite, définissant de façon fort limitée le rôle des Comités unitaires de base, il est néanmoins difficile de comprendre que ceux-ci « se proposent de rassembler une avant-garde sur la seule base du combat pour l'unité ». Nous pouvons lire dans cette citation :

« Les difficultés et les obstacles dans la lutte pour réaliser l'unité, condition du combat victorieux contre le patronat et le gouvernement. »

L'unité pour le combat victorieux contre le patronat et le gouvernement, c'est une base « limitée », certes, mais très acceptable. Bref, prenons les textes du CC, les articles de « La Vérité », « Informations ouvrières » et le texte du Congrès qui sont pleins de caractérisations plus précises encore du rôle que l'OCI doit permettre de faire jouer aux Comités unitaires de base, « groupes politiques de préparation aux luttes inévitables », dans la situation présente.

Mais pourquoi donc torturer ainsi ces malheureux textes ?

Parce qu'il faut trouver la clef, la réponse qui n'est pas dans le texte de préparation du XXI^e Congrès. Quelle est-elle ? Nous approchons, mais avant, il faut encore revenir au texte adopté le 5 décembre.

Donc, à la question posée : « Un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois pourrait-il conduire au socialisme ? », la réponse fait est : « Oui, si les dirigeants des partis ouvriers décident de rompre avec la bourgeoisie et si les masses et la jeunesse prennent en main leur sort en s'organisant dans leurs organes de pouvoir ouvrier... »

Si cette réponse doit, pour notre camarade, signifier que le PCF et le PS sont redressables, et qu'ils peuvent constituer un véritable gouvernement ouvrier conduisant au socialisme, alors nous ne nous étonnerons

pas qu'il ait vu, le 7 octobre, les appareils « tourner » (sur une même ligne certes) sous la pression des masses, « dévoyant ainsi l'unité réalisée ». Il ne sert à rien de brandir le « Programme de transition » contre la résolution adoptée le 5 décembre. Cela ne change rien au fait que la réponse indique très clairement : « Oui, un gouvernement PCF-PS sans ministre bourgeois pourrait mener au socialisme si les dirigeants des partis ouvriers décidaient de rompre avec la bourgeoisie. »

C'est précisément là toute la question ; le texte adopté le 5 décembre ne fait que la poser, mais ne conclut pas. Le texte précise au travers d'autres questions, et bien sûr d'autres réponses, tout à fait clairement, ce qu'est la politique des dirigeants des partis ouvriers signataires du Programme commun, et donc, du même coup, ce que signifierait concrètement, aujourd'hui, « s'engager dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». Rappelons ces questions et ces réponses, pour plus de clarté :

Question : Quelle est l'attitude des diverses formations politiques officielles envers la Constitution et les institutions de la V^e République ?

Réponse : Du côté gouvernemental, giscardiens, UDR, réformateurs, radicaux de droite disent : il faut respecter la Constitution gaulliste réactionnaire. Du côté de l'opposition, radicaux de gauche, Parti socialiste, PCF, quatrième composante gaulliste disent : il faut respecter la Constitution et les institutions réactionnaires.

Question : Faut-il dissoudre l'Assemblée nationale désavouée par le suffrage universel ?

Réponse : Du côté gouvernemental : giscardiens, UDR, réformateurs, radicaux de droite sont contre la dissolution. De même, du côté de l'Union de la gauche - front populaire, PS, PCF, radicaux de gauche se prononcent contre la dissolution

et pour que cette Assemblée termine son mandat jusqu'en 1978.

Question : Les masses laborieuses et la jeunesse ne veulent pas d'un gouvernement où il y aurait des ministres bourgeois défendant les intérêts capitalistes. Qui veut d'un gouvernement où siègeraient des ministres bourgeois ?

Réponse : Giscardiens, UDR, réformateurs, radicaux de droite, partis capitalistes sont bien évidemment pour.

Le parti des radicaux de gauche est un parti capitaliste.

PS et PCF, en acceptant l'Union de la gauche - front populaire avec le parti bourgeois des radicaux de gauche, démontrent qu'ils ne veulent pas d'un gouvernement d'où seraient exclus les ministres bourgeois radicaux de gauche.

Question : Le Programme commun conduit-il au socialisme ?

Réponse : Le Programme commun a été signé par les dirigeants du Parti socialiste, du PCF, et des radicaux de gauche. Le parti radical de gauche est un parti bourgeois que dirigent, entre autres, M. Brunet, P-DG du trust pharmaceutique Roussel-Nobel, M. Lamirault, directeur des usines Renault, le banquier Filippi. C'est tromper les masses laborieuses et la jeunesse que de tenter de leur faire croire qu'un gouvernement d'Union de la gauche où M. Brunet, remplaçant Mme Weil au ministère de la Santé, abrogerait les dispositions sélectionnant les étudiants en médecine et démantelant l'hospitalisation publique.

C'est duper les masses laborieuses et la jeunesse que tenter de leur faire croire qu'un gouvernement d'Union de la gauche - front populaire auquel Charbonnel et Léo Hamon, hauts dignitaires du gaullisme, participeraient, et où M. Lamirault remplacerait M. Beullac, son collègue également directeur des usines Renault, comme mi-

ministre du Travail et de la Sécurité sociale, ne poursuivrait pas ses attaques contre la Sécurité sociale.

Question : Quelle forme de gouvernement répond aux aspirations des masses laborieuses et de la jeunesse ?

Réponse : *Un gouvernement sans représentants des partis bourgeois, car les masses laborieuses savent qu'un gouvernement où siègeraient les ministres bourgeois ne saurait satisfaire leurs aspirations et revendications. Pour le moment, les élections l'attestent, la forme de gouvernement qui répond aux aspirations des masses laborieuses et de la jeunesse, c'est un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois.*

Ces notes fournissent une trame de réponse aux multiples questions que les travailleurs qui sont engagés dans la préparation des conditions

politiques du combat contre les patrons et le gouvernement se posent. Elles donnent une explication à l'attitude des directions dans les divers mouvements qu'engagent les travailleurs. Mais elles n'imposent pas de conclusion. Les travailleurs aujourd'hui se posent une question pratique, pour pouvoir combattre avec succès contre les conséquences du plan d'austérité contre le blocage des salaires, il faut réaliser l'unité des travailleurs et des organisations, il faut assurer le contrôle démocratique du mouvement, il faut désigner clairement l'objectif des mouvements. Les militants révolutionnaires, ont pour tâche, en construisant des comités unitaires de base, d'aider les masses à réaliser de telles organisations ; c'est dans ce mouvement pratique qu'ils doivent construire l'OCI qui fournit les réponses politiques permettant aux militants de s'orienter dans la lutte de classe.

ce que doivent être les Assises nationales pour le front unique ouvrier

En aucun cas les Assises nationales pour le front unique ouvrier ne mettent comme préalable un accord politique sur ces questions ; la discussion se mène comme produit de la nécessité absolue qu'il y a à résoudre des questions pratiques pour pouvoir réaliser l'unité pour combattre. Dans une note du Bureau politique de l'OCI, on peut lire :

« Le plan Barre n'a qu'un objectif, amener les appareils à prendre en charge eux-mêmes le combat contre les revendications. Comme en Italie, mais Marchais est dans une situation où il a moins encore de marge de manœuvre que Berlinguer, dans la mesure où il ne dispose pas des rouages de la démocratie parlementaire pour jouer.

« Ce à quoi nous assistons, c'est à une profonde conscience qui s'accumule dans les masses, que nous pouvons résumer ainsi en termes généraux : la grève ne peut pas être une simple interruption de travail pour attendre les événements, ou bien se dénouer en folklore (les grévistes du *Parisien libéré* défilant déguisés en bagnards !). La grève ne peut être une protestation des bras croisés. Elle doit se défendre, et de la défensive passer à l'offensive. Ce qu'il faut comprendre, parce que tout cela se dessine en traits fortement accusés — indépendamment de ce que confirme la grève de la SNIA — c'est que les grèves tournantes, les occupations où les travailleurs restent prisonniers, le fol-

kloro, les formes d'action inefficaces deviennent le terrain qui prépare les mouvements réels qui vont surgir. Tous ces mouvements qui n'aboutissent pas sont voués à l'échec, ils doivent être considérés comme plaçant les adversaires sur le terrain de la lutte des classes — où les appareils sont du côté de la bourgeoisie — face à face.

« Pour que les mouvements aboutissent, il faut arracher le pouvoir de décision à ceux qui se le sont appropriés : les appareils, voilà la signification du front unique ouvrier où la clarté politique peut assurer la mobilisation des travailleurs, leur permettant de réaliser l'unité des travailleurs et des organisations.

« Si donc nous sommes convaincus que cette perspective — qui conduit de la transition de la crise politique à la crise révolutionnaire, aux comités — deviendra la réalité de demain, nous pouvons et devons regrouper une avant-garde qui, par son action politique, éclaire et démontre que les travailleurs peuvent répondre eux-mêmes à ce besoin pratique qui affleure de leurs propres expériences ; la capacité de réaliser l'unité pour gagner les luttes. Les Assises, sous cet angle, doivent devenir un confluent pour tous les militants qui veulent réaliser le front unique ouvrier. C'est pourquoi il nous faut veiller à ce que les quatre mots d'ordre que nous défendons ne s'opposent pas aux pas pratiques que les travailleurs sont prêts à réaliser pour l'unité sur les revendications qui prennent leur contenu politique en raison même de l'alliance gouvernement - patronat - appareils qui s'y opposent. Mais les Assises ne peuvent être le confluent de toutes les initiatives qu'à la condition que les comités unitaires de base, qui sont le fondement, deviennent capables de montrer que l'alternative ouverte est celle-ci : les travailleurs peuvent opposer leur propre volonté et capacité

de réaliser le front unique ouvrier aux staliniens et aux appareils qui dressent le barrage à la satisfaction des aspirations et des revendications. Si, de quelque façon que ce soit, nous nous en remettons aux appareils, alors les travailleurs et l'avant-garde — qui néanmoins seront poussés par le cours des événements à prendre les mesures que la situation impose — ne peuvent avoir confiance dans ce que nous leur disons. »

L'OPPORTUNISME DE LA METHODE DE LENINE

Revenons à « l'opportunisme » du texte issu du 5 décembre ; n'utilise-t-il pas la méthode de Lénine lui-même ?

Celui-ci écrivait encore, en septembre 1917, à la veille de la prise du pouvoir, pour mobiliser les masses pour leur propre pouvoir :

« Si notre gouvernement voulait réellement appliquer le contrôle de façon sérieuse et pratique, si ses institutions ne s'étaient pas condamnées, par leur servilité envers les capitalistes, à une « réaction totale », l'Etat n'aurait qu'à puiser des deux mains dans l'abondante réserve des mesures déjà connues, déjà appliquées... Nous verrons qu'il aurait suffi à un gouvernement intitulé démocratique révolutionnaire autrement que par dérision de décréter, dès la première semaine de son existence, l'application des principales mesures de contrôle... et d'inviter la population à surveiller elle-même les capitalistes, à veiller à ce qu'ils se conforment scrupuleusement aux décisions sur le contrôle... »

Notre camarade doit s'exclamer : quel opportunisme ! Lénine n'explique-t-il pas que le gouvernement aurait pu, s'il l'avait voulu, appliquer

ces mesures ? Ne pourrait-on pas en déduire que les partis menchevique et SR aient été redressables ?

Mais poursuivons, lorsqu'il caractérise comme une capitulation la réponse faite à la question : « Le gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois peut-il mener au socialisme ? », il escamote une partie de la réponse qui ajoute : « et si les masses et les jeunes prennent en main leur sort en s'organisant dans les organes de pouvoir ouvrier, comités, conseils centralisés à l'échelle nationale, à partir des entreprises et localités et établissements d'enseignement ».

— Or cette partie n'est pas une fioriture, un simple coup de chapeau aux organes du pouvoir ouvrier.

Elle parle directement aux travailleurs aujourd'hui. Pour réaliser l'unité, pour écarter tous les obstacles, pour pouvoir combattre les revendications contre le plan d'austérité du gouvernement, pour éviter que les mouvements engagés soient détournés de leurs objectifs, pour que les mouvements aboutissent, il faut arracher le pouvoir de décision à ceux qui se le sont approprié ; les appareils. Voilà pourquoi les travailleurs ressentent la nécessité que la discussion se mène le plus largement et le plus démocratiquement qui soit. Les travailleurs veulent se servir de leurs organisations syndicales, ils en ont besoin, mais ils doivent pouvoir les contrôler. La nécessité d'une forme d'organisation qui soit susceptible de grouper les organisations et les travailleurs disséminés, et qui permette aux travailleurs la liaison et le contrôle de leur lutte, se fait sentir pratiquement aujourd'hui.

Cela, une couche de plus en plus large le comprend. Et dire précisément aujourd'hui : « Oui, un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois peut mener au socialisme si les dirigeants des partis ouvriers décident de rompre avec la bourgeoisie ET SI LES MASSES LABORIEUSES ET LA JEUNESSE PRENNENT

EN MAIN LEUR SORT EN CONSTRUISANT LEURS ORGANES DE POUVOIR OUVRIER, comités, conseils centralisés à l'échelle nationale, à partir des entreprises et localités et établissements d'enseignement », c'est ouvrir les possibilités d'établir le plus simplement du monde le lien entre le combat mené aujourd'hui pour les revendications et le combat pour la dictature du prolétariat, pour le socialisme.

LA REPONSE PRATIQUE A DES PROBLEMES PRATIQUES

Nous centrons sur l'essentiel, c'est-à-dire : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Voilà ce que signifie « aider les travailleurs à lever les obstacles dressés sur leur voie ».

C'est dans ce processus, en axant son intervention sur le mouvement des masses, en combattant pour les aider à prendre le contrôle de leurs luttes que l'on peut gagner et recruter les partisans résolus d'une telle politique, et donc que peut se construire le parti révolutionnaire.

Le moindre écart, la moindre concession aux appareils, aux états-majors, contre les masses, interdira tout développement, tout recrutement à l'OCI, et sera facteur de démoralisation. Mais au terme de ce développement, il nous faut revenir à notre polémique, pour dégager ce qu'il y a de commun à toutes ces positions. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'une question de caractère ou de quelque chose de cet ordre. Ce qu'il y a de commun dans le glissement sur le 7 octobre et sur la question du gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois, ou bien sur celle de la stratégie du front unique ouvrier, c'est précisément que la phrase de Marx « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-

mêmes » reste une énigme pour le camarade. Cette phrase pour lui est contradictoire avec la conception qu'il a de la construction du parti révolutionnaire, c'est une évidence. Le parti doit, par une savante tactique, dénoncer de l'extérieur les appareils, lorsque le travail d'éducation aura porté ses fruits, les masses sous la direction du parti iront à la victoire. Mais les choses ne se passent pas ainsi. La conscience des masses se développe avec son expérience, dans la recherche de solutions pratiques aux problèmes de la lutte des classes qui dresse les travailleurs contre l'ordre bourgeois. C'est dans la réponse pratique à ces problèmes que se construit le parti.

Parce qu'il ne comprend pas cela, en se situant à l'extérieur du mouvement des masses, le camarade cherche des aménagements avec les appareils, oppose « l'image » du socialisme et les « proclamations » sur la révolution à la marche réelle de celle-ci et à ses exigences. Il semble peut-être, à la lecture, que ces conclusions sont forcées, c'est pourtant une certitude que ce type de problème existe dans l'OCI, et ailleurs que dans la contribution du camarade.

DE L'ARME DE LA CRITIQUE A LA CRITIQUE DES ARMES

Les questions rencontrées dans le recrutement sont les problèmes que nous venons de discuter. Pour redresser, il faut prendre à tous les niveaux des mesures permettant de contrôler rigoureusement de façon centralisée le recrutement dans chaque cellule. Mais aussi, il faut résolument s'engager dans la discussion qui est au centre de la préparation du XXI^e Congrès et analyser dans les moindres détails toutes les tendances à l'adaptation à la politique des appareils qui se manifestent dans l'activité de l'OCI.

Dans « La maladie infantile du communisme », Lénine écrit :

« Toutes les questions pour lesquelles les masses ont combattu les armes à la main en 1905, 1907 et en 1917-1920, on peut — et on doit — les retrouver, sous une forme embryonnaire, dans la presse de l'époque... Plus exactement : c'est dans la lutte des organes de presse, des partis, des fractions, des groupes que se cristallisent les tendances idéologiques et politiques qui sont réellement les tendances de classes ; les classes se forment l'arme idéologique et politique dont elles ont besoin pour les combats à venir. »

Voilà pourquoi nous devons conclure qu'il faut mener à fond la discussion qui arme l'OCI sur la question du front populaire, qui sera l'enjeu, demain, du combat des masses dans la révolution ; et qui l'est aujourd'hui déjà dans la période qui précède l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Le recrutement à l'OCI est inconcevable sans l'intervention directe dans la lutte des classes, sur le terrain de l'entreprise, de l'établissement scolaire, du quartier, problèmes qui ont essentiellement fourni la matière de cet article. Le recrutement, rappelons-le, est tout aussi inconcevable sans l'intervention dans tous les aspects de cette lutte des classes, notamment au niveau des problèmes politiques qui jaillissent de toute situation.

L'OCI et la IV^e Internationale doivent s'exprimer, être posées comme telles avec leur politique, leurs mots d'ordre, avec leur programme, le « Programme de transition », c'est la condition de la construction du Parti Révolutionnaire.

Marc Lacaze,

17 janvier 1977.



...

DE I

EXTRAITS
DU RAPPORT PRÉSENTÉ A LA 7^e SESSION
DU BUREAU INTERNATIONAL
DU COMITE D'ORGANISATION
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

la situation internationale et la reconstruction de la IV^e Internationale

présenté par Stéphane JUST

Du 26 au 30 décembre 1976, s'est tenue à Paris la 7^e session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous publions dans ce numéro de « La Vérité » des extraits du rapport que le camarade Stéphane Just a présenté, au nom de l'OCI, en introduction du principal point à l'ordre du jour : « La situation internationale et la reconstruction de la IV^e Internationale ».

La discussion de ce document prendra place dans la préparation du XXI^e congrès de l'OCI.

1- sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale

Nous avons choisi une dénomination précise : « Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale », qui définit notre orientation.

Notre démarche correspond, au fond, à ce que le programme de fondation de la IV^e Internationale

traçait comme objectif : agir pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire. Très clairement la IV^e Internationale, ses partis, avaient à se construire, dans le processus (et parce que leur politique intervenait dans ce processus) d'une reconstruction totale du mouvement ouvrier international.

Déjà, polémiquant contre Pivert dans son article : « Etiquettes et numéros », Trotsky écrivait :

« La IV^e Internationale ne souffrira bien entendu pas dans ses rangs de monolithisme mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de se régénérer à un niveau historique plus élevé, la démocratie révolutionnaire de l'avant-garde révolutionnaire. Les bolcheviks léninistes se considèrent comme une fraction de l'internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. Mais ils se refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et de renoncer à leur propre drapeau. »

7 août 1935

CRISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Mais depuis, il s'est produit une multiplication des problèmes de la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne, et de ses partis nationaux constituants : la crise qui a politiquement et organisationnellement disloqué la IV^e Internationale. Cette crise s'est produite au moment où, précisément, s'amorçait un tournant historique de la lutte mondiale des classes : en 1953, alors que la révolution sociale et la révolution politique se nouaient, redonnant à la révolution prolétarienne mondiale toute sa dimension. Alors, les masses, tout au moins en Europe, commençaient à se dresser contre les appareils bureaucratiques au sein du mouvement ouvrier, et particulièrement contre la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties de l'Europe de l'Est qui lui sont satellites. Alors, la justification politique et la nécessité de

la IV^e Internationale éclataient au grand jour et la voie des masses lui était ouverte.

Cette crise dure depuis plus de vingt-cinq ans ; elle s'est poursuivie. L'unification entre le SI et le SWP en 1963 ne l'a pas résolue. Car elle laissait en dehors de la discussion les problèmes à l'origine de la crise. A notre point de vue le Comité international de la IV^e Internationale a assumé la continuité de la IV^e Internationale en combattant le pablisme révisionniste et liquidateur. Il n'a pas résolu la crise de la IV^e Internationale, il ne le pouvait pas dans la mesure où il ne posait pas dans toute son ampleur la nécessité de sa reconstruction. Nullement par hasard, dès 1968, à l'intérieur du SU, la crise de la IV^e Internationale se poursuivait sous d'autres formes : la constitution de tendances profondément divergentes, sur des questions de plus en plus nombreuses et importantes (la guérilla en Amérique latine, la question des « nouvelles avant-gardes », la révolution en Europe, la révolution portugaise, la question de l'Union de la gauche et des fronts populaires). Il s'agit des vieux problèmes qui resurgissaient sous une forme politique, en rapport avec le cours actuel de la lutte des classes. Mais la crise atteignait également le Comité international de la IV^e Internationale. Les problèmes immédiatement impliqués étaient ceux de la reconstruction de la IV^e Internationale et du rôle du Comité international par rapport aux tâches qu'elle exige.

Il devait apparaître rapidement que le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale synthétisait l'ensemble des problèmes politiques. Le Comité international éclatait. La constitution du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale poursuivait le combat entrepris dès 1951 par la section française, que le Comité international avait en partie assumé.

Mais cette fois, dès sa constitution, le Comité d'organisation posait en termes clairs l'objectif à poursuivre : il constatait qu'il n'existait pas de centre international dirigeant, d'Internationale constituée et unifiée, et que sa tâche centrale était d'agir pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DU MOUVEMENT OUVRIER

Compte tenu de la crise de la IV^e Internationale et des rapports qui commencent à se développer à l'intérieur de la classe ouvrière, des masses, du mouvement ouvrier, il est indispensable que s'affirme, prenne plus d'ampleur l'action politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale, telle que dès 1966, à la III^e Conférence du Comité international, l'OCI la définissait : c'est-à-dire par rapport à tout ce qui se dégage ou peut se dégager à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses, du mouvement ouvrier, et s'engage dans le combat contre l'impérialisme, le capital, les bureaucraties parasitaires, pour le socialisme, tout ce qui cherche les formes d'organisation politique sur les plans internationaux et nationaux, nécessaires au regroupement de l'avant-garde militante, bref tous ceux qui ressentent l'exigence de la construction de partis révolutionnaires nationaux et de l'Internationale.

Notre position est très nette : ces partis ne peuvent se construire que sur la base du programme de la IV^e Internationale ; l'Internationale ne peut être que la IV^e Internationale. Mais nous laissons ouverte la discussion, à la façon dont Marx concevait la I^{re} Internationale.

Notre action politique en vue de la reconstruction de la IV^e Interna-

tionale ne peut être abstraite des rapports réels qui existent à l'intérieur de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Depuis des décennies, le mouvement ouvrier international est contrôlé par des appareils bureaucratiques, social-démocrates et stalinien. C'est avec la jeunesse et les forces militantes qui se libèrent de la tutelle de ces appareils et entrent en contradiction avec eux que nous avons à construire des partis révolutionnaires dans chaque pays, et à construire la nouvelle Internationale. Alors, la IV^e Internationale doit compter sur le fait que, en conflit avec les appareils bureaucratiques, la social-démocratie, le Kremlin et son appareil international, les militants, les jeunes viendront au combat révolutionnaire, cherchent et chercheront sans aucun doute les moyens de construire de nouveaux partis, de construire sur les ruines de ce que furent la II^e et la III^e Internationale, mais que cette tendance se heurte et se heurtera à d'immenses difficultés, à d'énormes obstacles, à un abîme de confusion.

La crise de la IV^e Internationale aggrave considérablement cette situation. Les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, de son programme, dont l'origine remonte à sa fondation en 1938, doivent en tenir compte. Le mouvement ouvrier international doit se reconstruire entièrement sur un nouvel axe qui ne peut être que celui de la IV^e Internationale et de son programme, mais au cours d'un processus qui sera obligatoirement complexe. Il est indispensable de mettre en avant, de proposer des formes de discussion et d'organisation qui, tout en renforçant les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale et de son programme, permettent de discuter et de s'associer, en vue d'actions politiques déterminées, avec les militants d'organisations qui entrent en conflit avec la social-démocratie et le stalinisme, combattent

pour le socialisme, les acquis et les conquêtes du prolétariat mondial dont l'expropriation du capital en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, au Vietnam, etc., et veulent construire de nouveaux partis révolutionnaires, une nouvelle Internationale, sans qu'ils se prononcent aujourd'hui pour la IV^e Internationale et son programme, afin de les gagner, au cours et par la discussion et le combat commun, à la IV^e Internationale.

La crise de la IV^e Internationale n'était pas fatale, mais elle participe de la crise du mouvement ouvrier, et sa reconstruction participe de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Nous tirons ces enseignements de 40 ans de lutte pour la IV^e Internationale, de 25 ans de lutte pour sa reconstruction.

Le sort du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale dépend de sa capacité à mener de façon de plus en plus collective cette action politique. Le moment est certainement venu d'avancer plus loin que nous ne l'avons fait jusqu'alors sur cette voie.

LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE ET LE SECRETARIAT UNIFIE

Notre point de départ, c'est la lutte des classes, les développements politiques internes au sein du prolétariat et du mouvement ouvrier. C'est en rapport avec ces données fondamentales que nous agissons pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Mais la crise de la IV^e Internationale, sa dislocation politique et organisationnelle, ne signifient absolument pas que l'histoire et ce qui résulte de l'histoire de la IV^e Internationale n'ait pas une importance

majeure. Tout au contraire. Notre lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale doit nécessairement prendre en compte toute cette histoire et ce qu'elle a produit. Considérer le Secrétariat unifié comme nul et non avenu serait évidemment stupide. Ne pas comprendre que la discussion qui se déroule en son sein est partie du processus de la reconstruction de la IV^e Internationale ne le serait pas moins. En regard de la situation politique, de la période ouverte en 1968, nous avons à nous adresser aux organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, de son programme dont l'origine se situe à la fondation de la IV^e Internationale en 1938, pour les inviter à une discussion approfondie de tout ce qui est à l'origine de la crise de la IV^e Internationale. La responsabilité, au moment où s'affirme le contenu de la nouvelle période de la révolution mondiale qui s'est ouverte en 1968, des organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, de son programme, n'est-elle pas de discuter à fond pour tenter de surmonter, en tout cas de clarifier, les causes de la crise de la IV^e Internationale ? Bien entendu, il ne s'agit pas d'avoir une discussion historique, mais en relation avec la situation politique et la forme actuelle que prennent les principes remis en cause par le pablisme.

Pas de marchandages, mais une discussion : voilà ce que nous proposons au Secrétariat unifié depuis 1972, ce que nous continuons à proposer. Si cela est possible, il est évident que nous sommes pour une seule organisation mondiale se réclamant de la IV^e Internationale. Mais c'est la discussion qui le démontrera. Nous réaffirmons qu'une seule organisation internationale se réclamant de la IV^e sera possible si le révisionnisme liquidateur est débussé d'une telle organisation. La discussion encore une fois montrera ce qu'il en est. Nous sommes prêts

à cette discussion : le texte de discussion des thèses du camarade Ernest Mandel sur la « révolution mondiale », que l'OCI propose au Bureau international de discuter lui-même le prouve, en respectant toutes les règles d'une discussion courtoise.

Mais encore une fois, c'est de la

lutte des classes, des rapports politiques entre les classes, et au sein du prolétariat, de notre intervention dans cette lutte des classes que nous partons, que nous situons l'ensemble de notre activité politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

2 - la nouvelle période de la révolution prolétarienne

Les développements de la lutte des classes à l'échelle du monde, depuis la dernière session du Bureau international, ont amplement confirmé les caractères de la nouvelle période de la révolution prolétarienne que l'OCI et le Comité d'organisation ont caractérisée ainsi que celle de « l'imminence de la révolution ».

(.)

LA CRISE ECONOMIQUE CONTINUE ET A NOUVEAU MENAÇANTE

Malgré leurs efforts, et tel ou tel succès partiel, ni l'impérialisme, ni les bureaucraties parasitaires n'ont pu réduire leur crise, modifier en leur faveur les rapports entre les classes, appréciés mondialement.

Les rapports économiques n'existent pas dans l'abstrait. Au cas où l'impérialisme aurait infligé aux prolétariats des pays capitalistes avancés d'écrasantes défaites — aux USA compris —, il aurait existé et il existerait une issue (bien qu'elle conduise sous une autre forme à la catastrophe) à la crise des rapports de production bourgeois ; celle qui permettrait à l'impérialisme US d'imposer sa loi aux autres impérialismes en fonction de ses besoins, les

réduisant à la portion congrue ; celle du passage de l'économie d'armement à l'économie de guerre ; celle qui préparerait la réouverture à la libre circulation des marchandises et des capitaux, en Europe de l'Est, en Chine, en URSS, par la force des armes. Mais justement, la puissance du prolétariat mondial, du prolétariat des pays capitalistes d'Europe, du Japon, des USA, de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de Chine, pour ne pas parler des peuples subordonnés à l'impérialisme, constitue pour celui-ci un obstacle.

C'est un fait d'une immense signification que la relance de l'économie capitaliste, par les moyens désormais classiques de l'économie d'armement et du parasitisme, ait donné des résultats aussi limités, et que, très rapidement, elle se soit essouffée. Il suffit d'ouvrir un journal comme « Le Monde » pour le savoir. On y lit :

« La reprise de la production industrielle dans les pays développés du monde capitaliste, qui s'était amorcée au second semestre 1975, s'est poursuivie à vive allure jusqu'au printemps 1976. Ainsi, pour les six principaux partenaires commerciaux de la France (Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique et Italie), la production moyenne s'est accrue de presque 6 %

entre octobre 1975 et avril 1976, ce qui équivaut à un rythme annuel de 12 % environ. On a rarement fait mieux...

Mais à partir du printemps, ce vif essor — rattrapage des pertes liées à la crise mondiale — a cessé. Pendant les six mois suivants, la progression a été lente, inférieure à 5 % en rythme annuel. Les pays partis en tête de la reprise (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Japon) ont marqué le pas les premiers. En Belgique et en Italie, par exemple, la croissance s'est poursuivie jusqu'à l'été, et même jusqu'en septembre pour la France.

Si l'on tient compte, outre la production industrielle, de la production agricole et des prestations de services, on constate que la production intérieure brute des pays industrialisés aura progressé de 5 % en moyenne en 1976, alors qu'elle avait régressé de 1,2 % en 1975.

Ces moyennes annuelles masquent l'essoufflement de la croissance qu'on vient de décrire. Il s'agit pourtant d'un phénomène peut-être essentiel, puisqu'on ne savait pas, à la fin de l'année, s'il s'agissait d'une simple pause dans la reprise ou de l'amorce d'une nouvelle période de stagnation, voire de récession.

Ce ralentissement de la croissance (qui a engendré un nombre fort élevé de faillites au Japon et en Allemagne, et à peine réduit en France), vient de ce que les trois composantes de la demande ont toutes connu des défaillances.

● INVESTISSEMENTS. —

Dans la plupart des pays industrialisés, les chefs d'entreprise n'ont pas voulu recommencer à investir massivement, bien qu'ils aient reconstitué leur marge bénéficiaire. Cette hésitation — cet « attentisme », fustige M. Barre — peut trouver son origine dans le malaise socio-politique qu'ont connu presque

tous les grands pays : les Etats-Unis, avec l'élection présidentielle, et les incertitudes qu'elle a entraînées quant à la politique économique à mener ; l'Allemagne de l'Ouest, avec la perte d'influence des sociaux-démocrates ; la France, avec la montée de l'opposition et les dissensions au sein de la majorité ; l'Italie et l'Angleterre, en proie aux graves problèmes que l'on sait...

De même les chefs d'entreprise ont-ils hésité à accroître des capacités de production déjà largement inutilisées.

● CONSOMMATION. — Ce moteur essentiel de la demande dans tous les pays s'est essoufflé au fil des mois, le pouvoir d'achat ayant fort peu progressé, quelquefois même stagné ou régressé.

Il a fallu que les consommateurs tirent sur leur épargne pour maintenir ou accroître légèrement leur niveau de vie (en Allemagne surtout, où la progression des salaires a été faible). Mais ce recours a eu ses limites, les familles voulant conserver une épargne minimum de précaution. Les chefs d'entreprise portent — en partie — la responsabilité de l'essoufflement de la reprise : ils ont en effet peut-être trop largement utilisé les gains de productivité que leur permettait la croissance retrouvée pour reconstituer leurs marges bénéficiaires sans penser à en faire profiter les consommateurs (par une baisse de prix relative).

● EXPORTATIONS. — Le commerce international, s'il a recommencé à progresser (+ 10 % en 1976 contre - 5 % en 1975), a été un moteur un peu moins dynamique qu'on ne l'avait escompté. La demande des pays producteurs de pétrole (OPEP) n'a progressé que de 11,5 % contre plus de 40 % en 1975. De même, la demande des pays sous-développés a-t-elle stagné en volume. Seule la demande des pays industrialisés

(intra-OCDE) s'est bien comportée, augmentant de 12 % environ en 1976, ce qui n'a d'ailleurs pas été sans poser de problèmes entre pays industrialisés, les uns ayant bénéficié de cette croissance (Allemagne, Japon), les autres ayant vu leur déficit commercial s'aggraver ou réapparaître (France, Etats-Unis). (21-12-1976.)

Qui plus est, alors même que la production augmentait, elle n'épongeait pas le chômage. Or le rapport des experts de l'OCDE pour 1977 estime que les perspectives sont sombres : elles dépendent de la relance aux USA, au Japon, en Allemagne. Le chômage s'aggraverait, passant de 5 % de la population active des pays de l'OCDE en 1976, à 5,25 % en 1977. Bien entendu, il s'agit d'indications aléatoires, mais significatives.

LA MARCHÉ A L'ABIME

Tout aussi important est de voir l'interdépendance et les déséquilibres de l'économie mondiale. N'importe quel journal en donne aujourd'hui les informations. « Le Monde » du 9-12-1976 titre : « Un Océan de dettes », et écrit :

- « — l'endettement des pays économiquement arriérés s'élèverait à 150 milliards de dollars (non production de pétrole) ;
- la Grande-Bretagne est championne du monde de l'endettement avec 45 milliards de dollars ;
- le Brésil en est à 22 milliards de dollars ;
- la France de 8 à 10 milliards ;
- où en sont l'Espagne, la Belgique et nombre de pays européens ? »

Fait remarquable :

- « — les pays de l'Europe de l'Est
- URSS comprise — sont en-

dettes d'un montant de 35 à 40 milliards de dollars. »

Ce qui souligne la dépendance de l'économie de ces pays par rapport à l'impérialisme.

Les principaux pays créanciers sont l'Allemagne fédérale, le Japon, la Suisse et les pays producteurs de pétrole.

Mais l'endettement à ce point n'est possible qu'autant que l'inflation internationale ait été officialisée et impulsée notamment par les accords de la Jamaïque (7-8 janvier 1976), qui ont supprimé la définition or des monnaies et entériné les changes flottants, en même temps qu'ils instituaient de nouveaux DTS (1) qui créent, comme ils disent, des « liquidités internationales ex-nihilo ». Toute référence à l'or a été bannie des nouveaux statuts. Cependant, pour faire baisser le prix de l'or et se procurer des liquidités, le FMI vend un sixième de ses réserves d'or, un autre sixième étant restitué aux pays membres.

Une autre partie du financement du commerce international a été obtenue par le mécanisme suivant : les pays producteurs de pétrole placent leurs disponibilités, environ 50 milliards de dollars par an dont 25 milliards pour l'Arabie Saoudite, à court terme dans les banques américaines, lesquelles les investissent en crédits internationaux à long terme. On voit quels sont les véritables maîtres du pétrole, mais aussi combien cette construction a quelque chose d'acrobatique.

Pourtant l'inquiétude croît.

« Que faire si les banques privées cessent brusquement de prêter de l'argent aux pays les moins solvables, elles risquent

(1) DTS : Droits de tirages spéciaux émis par le Fonds Monétaire International à partir de cotes parts versées, par les Etats membres, pour une partie en or et pour une autre partie en devises nationales.

de les acculer à la faillite. Mais si elles continuent ce sont elles qui bientôt vont se trouver menacées.»

Alors, nous révèle l'auteur de cet article :

« La Banque mondiale étudie une procédure originale. Elle emprunterait auprès des pays producteurs de pétrole, à long terme, et au taux du marché. Et elle reprêterait à taux d'intérêt faible, ou nul. La différence serait couverte par l'ensemble des pays membres, c'est-à-dire par la collectivité universelle.

De deux choses l'une. Ou bien l'économie de marché, perdue dans un océan de dettes, sera brisée par les vagues de faillites successives. Ou bien l'épargne mondiale constituée par les pétro-dollars sera canalisée au profit du développement harmonieux de toutes les régions du monde. »

Le Monde, 9-12-1976.

LES ACCORDS DE LA JAMAÏQUE

Les accords de la Jamaïque ont liquidé ce qu'il restait des accords de Bretton Woods de 1944. C'est l'aboutissement d'une longue négociation qui dure depuis 1964. Ils interviennent après qu'en 1969 aient été créés, ex-nihilo, les DTS. Ils sont l'aboutissement d'un immense parasitisme qui a été nécessaire pour alimenter le fonctionnement de la machine économique capitaliste. La crise du système monétaire international est la conséquence et l'expression abstraite du pourrissement de l'économie capitaliste. Les accords de la Jamaïque marquent un saut qualitatif : toute limite à l'inflation mondiale est supprimée. C'est la signification de la suppression de la référence à l'or, de la consécration des

changes flottants. Mais l'impulsion donnée ne parvient pas néanmoins à surmonter quelque peu durablement la marche à la crise. Bien qu'il soit assez vraisemblable qu'à la suite de la mise en place de l'administration Carter, à l'initiative des USA, l'ensemble des grandes puissances impérialistes vont tenter, en utilisant les mêmes moyens, une nouvelle relance. Cependant le système est au bord de l'abîme.

LE MONDE ENTIER EST ET SERA TOUCHE

Le monde est entraîné vers l'abîme.

Dans les pays économiquement arriérés, de véritables effondrements économiques, sociaux et politiques sont prévisibles.

Dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, la dépendance par rapport à l'impérialisme s'accroît : ce que manifestent l'endettement croissant, la quête de crédits, le besoin de s'adapter à la concurrence internationale. Leurs difficultés vont s'accroître, d'autant que l'impérialisme US va relancer la course aux armements, va, aux côtés des autres impérialismes, accroître sa pression économique et politique sur l'Europe de l'Est et l'URSS pour que ceux-ci s'ouvrent à la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Les convulsions en Chine témoignent là aussi de l'impasse économique. Il est particulièrement important de noter que le gouvernement vietnamien met point un code des investissements étrangers, qui devrait donner la possibilité à ces capitaux de constituer des sociétés au Vietnam, avec la possibilité de rapatrier au moins une partie des dividendes, ainsi que le remboursement éventuel en cas de nationalisation de ces capitaux par l'Etat.

Evidemment, la crise menace directement les grandes puissances impérialistes, du Japon à l'Europe, en passant par les USA.

La perspective, c'est la dislocation du marché mondial, de la division internationale du travail. Les consé-

quences révolutionnaires, compte tenu des rapports entre les classes, en seraient énormes, car il ne faut surtout pas oublier les relations serrées entre la lutte des classes, la situation politique et la conjoncture économique mondiale.

3- la révolution prolétarienne à l'ordre du jour

Compte tenu des relations entre les rapports politiques et les rapports économiques, il est évident que la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, sous l'impulsion de l'impérialisme américain, n'a pas maîtrisé les rapports entre les classes, malgré le Moyen-Orient, le Liban, les coups d'Etat contre-révolutionnaires en Argentine et au Pérou, bien qu'en Chine la bureaucratie soit engagée en un cours ultra-réactionnaire, bien qu'au Portugal la révolution soit en recul depuis le 25 novembre 1975, bien qu'aux Indes la réaction noire s'affirme au travers du gouvernement d'Indira Gandhi. Elle a tendu les rapports jusqu'à leur point de rupture.

A considérer chacune de ces régions du monde ou de ces pays, la fragilité des succès remportés par l'impérialisme, avec le concours actif des bureaucraties parasitaires, apparaît.

En Amérique latine, la décomposition sociale et politique est permanente. De véritables affaissements de la société sont inévitables, qui empêchent toute stabilisation durable. Dans tous les pays économiquement arriérés, des phénomènes de même nature sont à l'ordre du jour. En Chine, les convulsions actuelles sont en relation avec l'échec de la Sainte-Alliance, que l'effondrement des accords de Paris a marqué, et avec

les difficultés économiques. Elles ne signifient pas une stabilisation de la bureaucratie chinoise, mais tout au contraire, la poursuite de ses déchirements, au travers desquels les masses sont à même de s'ouvrir une voie. Au Liban et au Moyen-Orient, il serait stupide de nier que le peuple palestinien a subi une très dure défaite; la capitulation de l'OLP porte sans doute le coup le plus sévère au peuple palestinien. Pourtant, l'instabilité sociale et politique de cette région du monde demeure. Le signe le plus éminent en est la crise qui déchire l'Etat d'Israël. Elle marque la faillite et mine à nouveau tout l'ordre que l'impérialisme US impose avec le concours du Kremlin et des régimes féodaux-bourgeois arabes, ordre dont Israël reste l'un des fondements indispensables.

REFLUX ET FLUX DE LA REVOLUTION PORTUGAISE

Le reflux de la révolution portugaise n'est pas sa défaite. Elle se poursuit. Il est certain que l'effondrement du franquisme, par exemple, lui donnerait une nouvelle impulsion. Le reflux prépare un nouveau flux, à partir d'un mûrissement du mouvement des masses. Fait

remarquable, ainsi que nous l'avions prévu, la révolution portugaise a des répercussions considérables en Afrique noire. L'indépendance du Mozambique et de l'Angola a nourri le mouvement des Noirs d'Afrique du Sud, qui constituent le seul prolétariat moderne de ces pays, ce qui peut donner un tout autre tour à la lutte contre l'impérialisme en Afrique noire.

LES METROPOLES IMPERIALISTES : CRISE DE L'IMPERIALISME US

La fragilité des « succès » de l'impérialisme provient de ce qu'il est profondément corrodé, pourrissant dans ses fondements, dans les métropoles impérialistes. La révolution n'est pas immédiatement à l'ordre du jour aux USA. Pourtant, les rapports entre les classes, et à l'intérieur de la bourgeoisie, restent oscillants, incertains. L'impérialisme US est politiquement en crise. La crise qui a abouti à la chute de Nixon, qui résulte de la défaite au Vietnam, est loin d'être résolue.

La politique de l'impérialisme US a des constantes. Elle s'appuie sur la bureaucratie du Kremlin et sur la bureaucratie chinoise, contre les masses. Elle fait pression sur les bureaucraties et sur ses partenaires impérialistes pour faire valoir ses intérêts spécifiques, encore que de façon modérée. Pourtant, tout cela ne constitue pas encore une politique globale cohérente, comme l'était celle qui a conduit à l'intervention et à l'intensification de la guerre au Vietnam, ou même encore comme celle de Nixon qui a abouti aux accords de Paris. Jusqu'alors, Carter n'a pas élaboré une politique globale de remplacement. L'impérialisme US agit empiriquement.

L'EUROPE, POINT NEURALGIQUE DE LA LUTTE DES CLASSES, LA FRANCE, L'ESPAGNE, L'ITALIE

Mais c'est l'Europe qui est, au moment actuel, le point névralgique de la lutte des classes mondiales. La concentration des contradictions conjointes de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, y a atteint un point extrême; la révolution portugaise reste le prologue de la révolution européenne: nous sommes au seuil de son développement plein et entier. Et ce n'est pas une formule.

Bien sûr, la révolution s'avance plus ou moins rapidement en Europe selon les pays. Selon la formule évoquée plus haut, elle s'avance de façon inégale et combinée, son développement sera inégal et combiné. Les pays où la crise révolutionnaire, la révolution, sont le plus immédiatement à l'ordre du jour, ce sont sans doute, en Europe occidentale, la France et l'Espagne. Aux causes générales économiques et politiques combinées qui minent les rapports bourgeois s'ajoutent la nature des systèmes politiques de domination de classe de la bourgeoisie. Ils sont désormais incapables d'assurer les fonctions qui étaient ou qui devaient être les leurs. Ces régimes ne peuvent être modifiés autrement qu'en entraînant la dislocation des Etats bourgeois que le bonapartisme, même bâtard, en France, le franquisme en Espagne ont modelés.

(.)

Les liens entre les pays d'Europe sont complexes, mais directs et étroits, aussi bien sur le plan économique que politique, par ailleurs indissociables.

UNITE ORGANIQUE DE LA LUTTE DES CLASSES EN EUROPE

La révolution en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, n'est pas isolable des processus de classes en Belgique, en Angleterre, en Allemagne, en Scandinavie, en Europe de l'Est, en URSS. A tous égards.

Les prolétariats de ces pays se heurteront, se heurtent déjà très durement non seulement à la bourgeoisie, mais à la politique des PC, c'est-à-dire à la bureaucratie du Kremlin, à son appareil international — sur le plan national, si l'on peut dire — ; à la politique du PCP ainsi que nous le savons depuis le début de la révolution au Portugal ; à celle du PCE qui anime en Espagne la Coordination démocratique, laquelle s'inscrit dans la politique de pseudo-démocratisation du régime franquiste, en fait politique de maintien en place du franquisme ; en Italie, à celle de soutien au gouvernement Andreotti ; en France, au nom de l'Union de la gauche, à la politique de soutien du PCF à la V^e République, au gouvernement Giscard-Barre.

Il est clair que pour l'Angleterre, le souffle de la révolution en France, en Italie, en Espagne, accélérerait la marche à la crise révolutionnaire, malgré les ressorts du parlementarisme et de la tradition.

Une fois encore, y compris politiquement, c'est en Allemagne que l'impact de la révolution, son souffle vivifiant, sera ressenti par le prolétariat de la façon la plus immédiate. La bourgeoisie allemande est encore plus fragile politiquement qu'elle ne l'est économiquement. L'appareil d'Etat bourgeois allemand n'a pu être reconstruit qu'abrité, protégé par le corset de fer des armées occupantes. L'hypothèque stalinienne sur l'Allemagne a été un des facteurs

décisifs qui ont rendu possible sa reconstruction. La mainmise de la bureaucratie du Kremlin sur l'Allemagne de l'Est, les spoliations, la répression, l'écrasement de toutes les aspirations des masses, la déportation des Allemands de Prusse orientale, de Silésie, des Sudètes, ont fait cent fois plus pour paralyser relativement le prolétariat allemand, rendre possible la reconstruction de l'Etat bourgeois allemand que tout autre facteur. Mais à l'inverse, en Allemagne de l'Est, il n'y a pas d'Etat allemand, mais un Etat compradore prolongement et subordonné à l'appareil de la bureaucratie du Kremlin, qui est plaqué, dont aucune racine ne plonge dans le sol, la nation, le peuple allemands.

Le seul fait que la révolution prolétarienne au Portugal, en Espagne, en Italie, en France, entrera de plein fouet en conflit avec non seulement la bourgeoisie, mais avec la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires, l'appareil international du stalinisme, est un facteur politique qui contribuera à lever l'hypothèque stalinienne aux yeux du prolétariat allemand, et à lui ouvrir la route de la révolution, qu'il a déjà si souvent empruntée.

ACTUALITE DE LA REVOLUTION POLITIQUE : LA POLOGNE

Cependant, on ne peut s'arrêter là.

Si la situation en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, est celle où la crise révolutionnaire affleure, comme points avancées de la marche à la révolution en Europe de l'Ouest contre le capital, la Pologne révèle qu'un nouveau départ, un nouvel élan de la révolution politique mûrit en Europe de l'Est, et finalement en URSS. Il est beaucoup plus difficile de suivre en ces

pays les processus de maturation de la révolution politique qu'il ne l'est de suivre ceux de la révolution sociale.

Le système politique les oblige à cheminer souterrainement. Ils se révèlent en général par la crise, les déchirements au sein des bureaucraties dominantes, par leur impasse politique. Ce qui se passe en Pologne est d'autant plus révélateur de ce qui chemine dans tous les pays de l'Europe de l'Est. Par deux fois en quelques années, la bureaucratie a dû reculer devant l'action ouverte du prolétariat polonais, en 1970-1971 et au mois de juillet dernier. A chaque fois, spontanément, des organismes de type soviétique ont surgi. Actuellement, une bataille politique aussi importante que celle concernant les revendications se livre sur la question de la répression entre les masses et la bureaucratie, à propos des travailleurs frappés pour avoir participé aux mouvements du début de l'été.

NECESSITE DE LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE

La bureaucratie polonaise, toutes les bureaucraties de l'Europe de l'Est et celle du Kremlin sont aux prises avec les contradictions insolubles que leur gestion de l'économie planifiée et leur joug politique cultivent et suscitent. La croissance des forces productives, la croissance en nombre et en culture du prolétariat rendent insupportable le maintien de la domination de la bureaucratie. Elles exigent la participation active des producteurs à l'élaboration et à l'application du plan ; le respect des droits et de l'indépendance nationale ; l'exercice plein et entier des libertés démocratiques du point de vue politique, dans les arts, les sciences, la culture ; le retour ou l'avènement

du pouvoir et de la démocratie soviétique ; de même qu'elles exigent que l'économie de ces pays soit intégrée à celle de l'Europe dans son ensemble sur la base de l'expropriation du capital à l'Ouest. La réponse des bureaucraties, subissant en outre la pression de l'impérialisme, est de comprimer, faute de pouvoir les résoudre, ces contradictions, d'en faire supporter les conséquences aux masses.

LA BUREAUCRATIE RECULE : LE PRÊT DU KREMLIN A LA POLOGNE

Or, la bureaucratie polonaise est obligée au contraire de faire d'importantes concessions aux masses. Plus encore, et il importe de comprendre l'importance de ce fait, la bureaucratie du Kremlin a dû consentir un prêt d'un milliard de roubles à la bureaucratie polonaise en vue de détendre les contradictions économiques et sociales, et d'éviter l'explosion politique qui se prépare en Pologne. Pourquoi ? Parce que ce qui se passe en Pologne est tout simplement la partie apparente, visible par tous, de ce qui se développe dans toute l'Europe de l'Est. La bureaucratie craint de pousser jusqu'au bout ces processus, et que l'explosion en Pologne n'étende le feu de la révolution politique en Europe de l'Est. Cette éventualité la déchire elle-même, avive sa crise et celle de toutes les bureaucraties satellites, de même que celle de son appareil international. L'intervention militaire est une « solution » infiniment plus difficile à réaliser politiquement qu'en juin 1953 en Allemagne, en octobre et novembre 1956 en Hongrie, en août 1968 en Tchécoslovaquie. A cela, on mesure la maturité du développement de la nouvelle vague de la révolution politique en Europe de l'Est.

L'AFFAIRE BIERMANN : UN REVELATEUR

L'Allemagne est l'endroit où la révolution sociale et la révolution politique fusionnent. La préparation d'une nouvelle vague de la révolution politique, les contradictions qui déchirent les sommets des bureaucraties parasitaires se manifestent d'ores et déjà conjointement à la crise politique de la bourgeoisie elle-même, celle de la CDU-CSU, dans toute l'Allemagne. La question de l'unité de l'Allemagne, de l'unité du peuple allemand, donc du prolétariat, concentre les problèmes politiques de l'Allemagne et est décisive pour toute l'Europe. Un événement contingent vient de le révéler : l'affaire Biermann.

Autorisé à donner des récitals en Allemagne de l'Ouest, ce chansonnier politique communiste, adversaire de la bureaucratie de l'Allemagne de l'Est et du Kremlin, partisan de l'unité de l'Allemagne, a été privé de la nationalité est-allemande, c'est-à-dire qu'il lui est interdit de retourner en Allemagne de l'Est. Aussitôt, ses récitals se sont transformés en ardents meetings politiques : sur le terrain du communisme, de l'unité de l'Allemagne contre la bourgeoisie et la bureaucratie. En Allemagne de l'Est, des failles se sont ouvertes sur cette question à l'intérieur de la bureaucratie. De nombreux artistes, écrivains et intellectuels ont élevé des protestations publiques. Signe des temps, signe de ce qui mûrit et dont le mûrissement peut s'accélérer au rythme de la lutte des classes à l'Ouest et à l'Est de l'Europe, en raison de l'émergence de la révolution sociale en un ou plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest, de la révolution politique à l'Est.

En résumé, en Europe, la décadence, la dégénérescence des vieilles puissances impérialistes, la crise de tous les rapports bourgeois se conjuguent aux entraves que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites mettent au développement des forces productives sur le plan de chaque pays et à l'échelle de l'Europe.

MEME COMBAT : ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

L'expropriation du capital est indispensable en raison de son incapacité à développer les forces productives ; le renversement de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites l'est en raison des distorsions qu'elles infligent au développement des forces productives ; le renversement conjoint des deux est nécessaire pour que se réalise l'unité économique et politique de l'Europe sur la base de la propriété collective des moyens de production, dans le respect de l'unité et des droits nationaux, que seule la dictature du prolétariat est en mesure de réaliser. Il s'agit de reprendre et d'achever ce que la révolution d'Octobre a commencé ; ce vers quoi la vague révolutionnaire qui s'est élevée en 1943 tendait ; ce que la conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique dès 1953 signifiait : la révolution européenne, dont chaque révolution spécifique est une composante, pour porter au pouvoir des gouvernements ouvriers et paysans, et réaliser les Etats-Unis socialistes d'Europe. Tel est le contenu pour l'Europe de la nouvelle période de la révolution prolétarienne ; telle est l'actualité de la lutte des classes en Europe.

LA PERSPECTIVE

Etroitement imbriquées, inséparables, la marche à la crise, l'aggravation de la tendance à la dislocation du marché mondial et européen accélèrent la marche à la crise révolutionnaire, et celle-ci à son tour aggrave jusqu'à l'explosion la crise économique, et ainsi de suite. La marche à la révolution sociale mûrit la marche à la révolution politique ; la marche à la révolution politique accélère celle vers la révolution sociale. Il faut comprendre combien sont étroits en Europe ces liens de réciprocité. De même, l'actualité de la révolution européenne fonde et exprime l'actualité de la révolution mondiale, avec toutes ses particularités, et bien entendu, elle l'impulse formidablement.

La perspective la plus probable est la suivante : la mobilisation des moyens économiques et politiques dont disposent l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires contre l'avance de la révolution prolétarienne va s'accroître, ce qui inclut une tentative de relance par les moyens désormais classiques de l'économie, des crédits mesurés aux bureaucraties de l'Est de l'Europe et de l'URSS.

Mais en même temps, l'affirmation des intérêts spécifiques des USA et des grandes puissances comme l'Allemagne et le Japon rendent au contraire plus aiguës, plus explosives les contradictions, les antagonismes entre grandes puissances capitalistes en Europe et dans le monde, et à l'intérieur de chacune d'elle, avivent la lutte des classes. Pression accrue sur les bureaucraties de l'Europe de l'Est et de l'URSS venant de l'impérialisme, et résistance accrue des masses de ces pays. Nécessité pour ces bureaucraties d'appuyer inconditionnellement contre la montée de la révolution en Europe et dans le

monde, de se faire l'agent plus précisément de l'impérialisme US, y compris en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, de développer leur politique pro-bourgeoise.

Donc une aggravation de leur crise, de leurs déchirements internes et entre elles, de ceux de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. En conséquence, accentuation des crises politiques des bourgeoisies et des bureaucraties parasitaires dont l'origine première est la puissance du prolétariat et par lesquelles les masses passent pour s'engager sur la voie de la révolution.

Au total, resserrement de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, mais accentuation de ses contradictions, de ses antagonismes, ainsi que de ceux qui déchirent chaque bourgeoisie, à commencer par les plus faibles, et chaque bureaucratie parasitaire.

La dialectique de ce mouvement amène à la dislocation économique et politique de l'ordre qui subsiste de Yalta et de Postdam. Peut-être, en conséquence, à la dislocation du marché mondial par suite d'un saut qualitatif de l'aggravation de la crise économique et financière, perspective qui n'est pas certaine mais vraisemblable. En tout cas, cette dislocation est inscrite dans la marche à la révolution en Europe et dans le monde.

Mais nous n'y sommes pas encore, nous en approchons. Notre politique doit être axée en fonction d'une perspective, en tenant compte de l'im-médiat.

Et surtout, l'émergence et le développement de la révolution en Europe et dans le monde, la dislocation de l'ordre européen et mondial actuel, de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire n'est absolument pas la victoire de la révolution qui n'est ni pour demain, ni pour après-demain.

4 - reconstruction de la IVe Internationale, conférence ouverte

Devant nous, est une longue période d'apparent chaos, de flux, de reflux, de confusions, au cours de laquelle se forgeront les instruments de la victoire de la révolution prolétarienne, les partis révolutionnaires, la IV^e Internationale en l'absence desquels l'humanité refluera vers la barbarie.

ALIGNEMENT DES FORCES SOCIALES ET POLITIQUES POUR OU CONTRE LA REVOLUTION

Contre la révolution montante, au moment actuel, toutes les bureaucraties issues du mouvement ouvrier, de la révolution prolétarienne, les organisations et partis bourgeois et petits-bourgeois tendent à s'aligner plus strictement derrière l'impérialisme et son chef de file, l'impérialisme US. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, l'appareil international du Kremlin, la bureaucratie chinoise, celle du Vietnam, de Cérée du Nord, de Yougoslavie, Castro, sous des formes qui leur sont propres, s'alignent aussi. Evidemment, il en est ainsi des partis social-démocrates et appareils bureaucratiques des syndicats.

C'est vrai en Chine où le cours actuel est celui d'un alignement plus strict sur l'impérialisme US, en même temps que de répondre aux contradictions économiques par un cours réactionnaire de A à Z. C'est vrai pour Castro, complètement aligné sur le Kremlin. C'est vrai de l'appareil

du Kremlin : en Europe, tous les PC s'orientent en cas de crise révolutionnaire vers la politique traître des fronts populaires.

Mais il est caractéristique que dans tous les pays européens, ils doivent actuellement se heurter directement et ouvertement aux masses. Il est non moins caractéristique qu'ils soient contraints d'intégrer les contradictions de la bourgeoisie à leurs propres contradictions. Ainsi, il n'y a pas d'euro-communisme, mais les PC poursuivent et accentuent leur rôle contre-révolutionnaire ; mais pour le faire, ils doivent s'adapter très étroitement à leurs bourgeoisies, en adopter pour les défendre les formes politiques. C'est vrai en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, mais également en Angleterre, en Allemagne ; c'est vrai au Pérou, en Argentine, au Mexique, aux Indes, c'est vrai partout. Il s'agit d'une politique étroitement conforme à ce dont le Kremlin a besoin, et non contradictoire à celui-ci. Y compris lorsque le PCI affirme ouvertement qu'il est pour le maintien de l'Italie au sein de l'OTAN, ou que les PC « prennent acte » de la réalité de la CEE, afin de la défendre.

CONTRADICTIONS DES PC, DU KREMLIN, DE SON APPAREIL

Mais les rapports politiques actuels sont tels que, pour défendre les intérêts du Kremlin, les PC sont obligés, au nom de la « démocra-

tie », de se démarquer du Kremlin sur certaines questions de grande importance. En outre, et surtout, ils épousent les divisions et oppositions internes qui vont jusqu'au sommet de la bureaucratie du Kremlin, dans le sens d'une adaptation toujours plus grande et plus directe aux exigences de l'impérialisme par rapport à l'URSS et à l'Europe de l'Est. C'est souvent sous le masque de la démocratie, des droits de l'homme, etc.

C'est ainsi que les PC d'Europe occidentale sont amenés à condamner tels ou tels actes répressifs en URSS, en Europe de l'Est, à réclamer la libération de tels ou tels emprisonnés, internés en asile psychiatrique. Il importe de rappeler que c'est toujours dans le cadre de la défense de la bureaucratie du Kremlin, des appareils bureaucratiques de l'Europe de l'Est. Il n'est jamais question d'exiger le retrait des troupes de la bureaucratie du Kremlin de Tchécoslovaquie, de se dresser contre la division de l'Allemagne et de l'Europe. Il est toujours question de déformation du socialisme, jamais de la bureaucratie du Kremlin et de celles de l'Europe de l'Est comme couche sociale parasitaire. Le discours de Juquin à la Mutualité au mois d'octobre était significatif. Ils sont d'ailleurs épaulés par les mass médias bourgeoises, les pseudo-trotskyistes style Schwartz. En outre, les campagnes pour la libération des victimes du stalinisme ne sont que reprises. Elles démarrent d'ailleurs, de l'OCI notamment.

LE MONOLITHISME N'ETAIT PAS UN LUXE

Il ne s'agit pas moins de phénomènes politiques de très grande importance. Au cours des décennies précédentes, c'était ouvertement au nom du Kremlin, identifié à la révolution d'Octobre, que les PC agis-

saient : « la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien est la fidélité à l'URSS », était la formule consacrée. Le monolithisme de l'appareil international du Kremlin n'était pas un luxe que Staline s'offrait, mais une exigence politique.

Le point où en est parvenue la crise conjointe de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, ne le permet plus. C'est un facteur puissant de dislocation de l'appareil international du Kremlin. Le « Programme de transition » souligne :

« L'impulsion pour le mouvement révolutionnaire des ouvriers soviétiques sera vraisemblablement donnée par les événements extérieurs, la lutte contre le Komintern sur l'arène mondiale est actuellement la plus importante partie de la lutte contre la dictature stalinienne. Bien des choses permettent de croire que la désagrégation du Komintern, qui n'a pas d'appui direct dans la Guepeou, précèdera la chute de la clique stalinienne et de toute la bureaucratie thermidorienne en général. »

UTILISATION DE CES CONTRADICTIONS

Ce qui nous intéresse particulièrement au moment actuel, c'est que les distorsions des appareils permettent d'accroître l'action politique de défense contre la répression impérialiste et bureaucratique. C'est très important, car cela donne notamment en Europe de l'Est et en URSS les moyens de la mise en cause ouverte des bureaucraties parasitaires. Les libertés démocratiques sont intolérables aux bureaucraties et incompatibles avec la défense de leurs privilèges. C'est une question de vie ou de mort. La défense des libertés dé-

mocratiques, la lutte contre la répression, pour les droits de presse, d'organisation, de libre expression, pour l'unité et l'indépendance nationale, pour la liberté dans les sciences, en art, en littérature, est l'ABC de la lutte contre les bureaucraties. Ces libertés libèrent le mouvement des masses sous toutes les formes et sur tous les terrains. Par là passe la véritable défense des rapports de production issus d'Octobre 1917.

Par là on peut obtenir d'importants succès contre la bureaucratie et dans le regroupement des forces en vue de la construction des partis révolutionnaires dans ces pays. Par là, on peut accentuer la crise de l'appareil. Mais il ne s'agit pas de se borner à cela, il faut aller au fond des choses, et mettre en accusation la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, comme couche sociale parasitaire et contre-révolutionnaire, montrer que la seule issue positive, c'est la révolution politique.

REGROUPEMENT SUR UN NOUVEL AXE

Le fait majeur est qu'aujourd'hui les masses entrent en contradiction non seulement avec la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, mais corrélativement, avec les appareils social-démocrates, les appareils des centrales syndicales, et cela en fonction des revendications, de la question du gouvernement, du pouvoir. Le mouvement s'amorce où le prolétariat va vers le regroupement sur un autre axe, ainsi que disait Trotsky. Corrélativement à la crise des PC, des différenciations commencent à l'intérieur des partis social-démocrates. L'opposition ouverte en Italie des ouvriers, des masses, à la politique du PCI est significative pour l'ensemble du prolétariat. La situation que révèle en Allemagne l'af-

faire Biermann est tout aussi significative.

En Angleterre, d'immenses possibilités existent au sein du Labour Party. Au Portugal, la différenciation et la rupture qui viennent de s'opérer au sein du PS ont ouvert de grandes possibilités de construction d'une organisation qui se pose le problème de la révolution en termes de construction du parti révolutionnaire.

Des initiatives prises en vue de la tenue d'une conférence et l'organisation d'une discussion sur la base de la lutte contre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires vont vers la constitution de regroupements politiques qui expriment l'actualité immédiate de la révolution européenne.

Nous savons parfaitement que lorsque la crise révolutionnaire éclatera dans les pays capitalistes d'Europe, les masses se tourneront à nouveau vers les vieilles organisations. De là toute une stratégie politique qui, partant du F.U.O., exige la rupture des partis ouvriers d'avec les partis bourgeois, la formation d'un gouvernement de ces partis, vers le gouvernement ouvrier et paysan. Loin de s'opposer à l'action autonome des masses, à la formation d'organismes de type soviétique, à leur centralisation, cette stratégie va dans ce sens et nourrit ce mouvement. Mais les illusions des masses se situent néanmoins sur le plan de leurs aspirations et de leur volonté d'en finir avec le vieux monde, l'Europe de Yalta et de Potsdam, donc en contradiction à la politique des partis traditionnels. Nous pouvons obtenir rapidement en utilisant des tactiques appropriées une très grande audience. De plus, au moment actuel, nous pouvons nous renforcer considérablement en chaque pays. Enfin, en avant-garde du mouvement des masses, commence et va s'affirmer la recherche d'un regroupement militant et politique sur un nouvel axe.

POSSIBILITE D'UNE CONFERENCE OUVERTE EN EUROPE

Nous revenons à la citation de Trotsky faite au début de ce rapport, à la politique de reconstruction de la IV^e Internationale, que concrétise la ligne de la Conférence ouverte. Le moment est venu pour le Bureau international du Comité d'organisation de faire un pas en avant vers cette Conférence ouverte. La possibilité de réaliser plus ou moins rapidement une Conférence ouverte européenne doit être un des objets de la discussion de ce Bureau international du Comité d'organisation. L'importance en est considérable pour toute la politique de reconstruction de la IV^e Internationale.

La base sur laquelle une telle Conférence peut être préparée et pourrait se tenir est simple :

Contre les bureaucraties et les bureaucraties parasitaires d'Europe, satellites de celle du Kremlin, pour le socialisme :

- droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- unité et indépendance nationales - défense des libertés démocratiques ;
- libération des victimes de la répression capitaliste et bureaucratique ;
- indépendance de classe du prolétariat ;

A l'Est :

- droit de grève ;
- constitution de syndicats indépendants de l'Etat ;
- liberté de presse sans restrictions ;
- suppression du monopole politique du parti dirigeant ;
- dissolution des forces de répression ;
- respect des libertés individuelles ;
- défenses des acquis de la classe ouvrière, satisfaction des revendications ;

— évacuation des troupes du Kremlin ;

— abrogation des traités inégaux.

A l'Ouest :

— Toute une série de revendications sur les libertés, la défense des acquis de la classe ouvrière, la dénonciation des accords et traités impérialistes et ceux conclus entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires, s'appliquent. En outre, l'indépendance de classe du prolétariat prend nécessairement une forme concrète : front unique des partis ouvriers ; contre la politique traîtresse des fronts populaires, de l'Union de la gauche, rupture avec la bourgeoisie ; lutte pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministre ni représentant des partis bourgeois ; satisfaction des revendications, expropriation du grand capital.

La discussion étant ouverte sur cette base : action politique immédiate et concrète sur des points précis, notamment la question de la défense des victimes de la répression et pour les libertés.

Mais ce n'est pas qu'en Europe qu'un pas en avant peut et doit être fait vers une Conférence ouverte. La discussion du Bureau international doit également porter sur comment actuellement il est possible de progresser vers la Conférence anti-impérialiste en Amérique latine. L'obligation où se trouvent les bourgeois nationaux, dont celle du Pérou, de se lier plus étroitement à l'impérialisme, de retourner en arrière, de frapper les masses ; la complète faillite du péronisme ; la fonction de plus en plus nette d'appui à la réaction bourgeoise de Castro, d'alignement sur le Kremlin ; la politique des PC de ces pays qui soutiennent cyniquement Videla, Bermudez, etc., doivent nous ouvrir des possibilités qu'il s'agit d'exploiter. Les coups d'Etat militaires ne doivent pas faire illusion. Pour stabiliser les rapports entre les classes, il faudrait que les bureaucraties et l'impérialisme aient

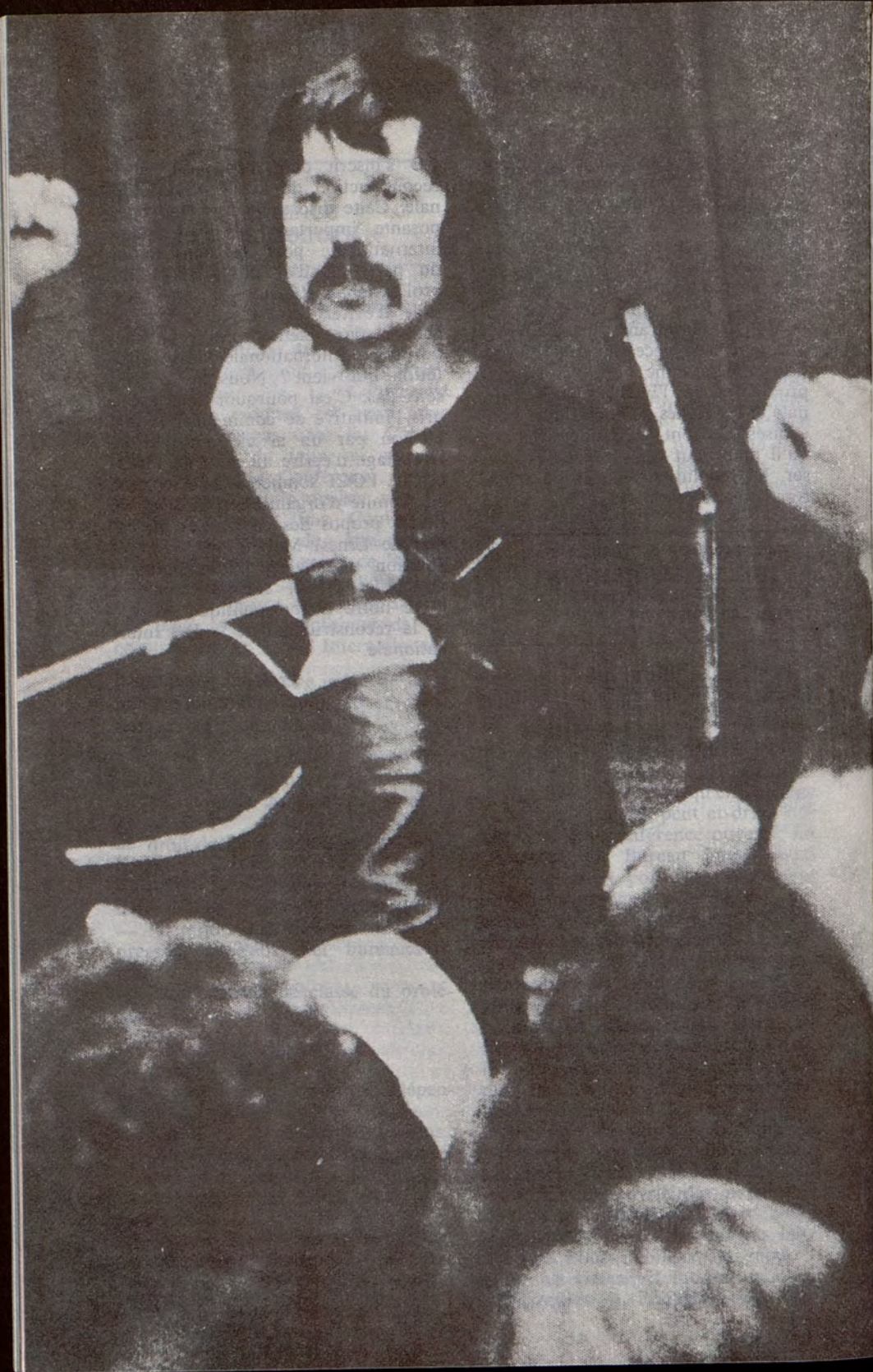
les moyens de déclencher une répression de l'ampleur de celle qui a eu lieu au Chili. D'importants effondrements sociaux et politiques sont à l'ordre du jour en Amérique latine. Le mouvement des masses ne peut que reprendre un nouvel essor, et cela sans cesse, ainsi qu'en témoigne la Bolivie, montrant plus clairement que jamais la nécessité de la révolution prolétarienne pour résoudre les problèmes de l'indépendance nationale et les tâches démocratiques bourgeoises. Ce sont les données vivantes qu'il nous faut utiliser pour progresser. La révolution en Europe accélèrera tous ces processus.

**DISCUSSION
ENTRE LE SECRETARIAT
UNIFIE ET LE COMITE
D'ORGANISATION**

Pour nous, la discussion qui nous semble nécessaire entre le SU et le

CO s'inscrit dans l'exigence de la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette discussion sera une composante importante de notre lutte internationale pour la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne. Répétons-le : est-il possible d'éviter cette discussion si on pose responsablement les problèmes de la IV^e Internationale, de la révolution qui vient ? Nous ne le pensons pas. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de commencer la discussion par un article que j'ai eu l'avantage d'écrire au nom de l'OCI, et que l'OCI soumet à la discussion du Comité d'organisation ainsi qu'au SU, à propos des 25 Thèses du camarade Ernest Mandel sur « La révolution mondiale ». Nous poursuivrons cet effort, corrélativement à toute notre action politique en vue de la reconstruction de la IV^e Internationale.

**Présenté par S. Just,
le 26 décembre 1976.**



ELECTIONS EN ALLEMAGNE,
A L'OUEST COMME A L'EST,
SIGNIFICATION ET CONSEQUENCES POLITIQUES
DE « L'AFFAIRE BIERMANN »

l'unité allemande, question capitale

par François FORGUE

Une situation se développe aujourd'hui en Allemagne, qui n'est pas l'addition de deux processus de crise — l'un à l'Ouest du pays et l'autre à l'Est. C'est au contraire l'expression, à l'Ouest comme à l'Est, du fait que la nation allemande n'a pas été abolie par les accords passés entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin au lendemain de la seconde guerre mondiale, et que le prolétariat allemand est UN. C'est ce que comprend avec une remarquable acuité l'éditorialiste de la « Frankfurter Allgemeine » quand il écrit : « Il s'agit particulièrement en Allemagne de ce que, dans les deux fractions du pays, une gauche socialiste qui tourne le dos à Moscou fait son apparition simultanée, et va jusqu'à parler d'unité. »

Cette situation nouvelle qui se noue en Allemagne, les changements profonds qui s'y matérialisent sont une donnée de l'accentuation de la marche à la crise révolutionnaire dans toute l'Europe et, en ce sens, il s'agit d'événements d'importance mondiale.

La lucide prise de position sur l'affaire Biermann de la « Frankfurter Allgemeine Zeitung », journal connu pour exprimer les intérêts du grand capital en Allemagne, et que nous publions intégralement page 66, éclaire d'une vive lumière les plus

récents développements de la situation politique et sociale dans toute l'Allemagne. Pourtant, à l'exception d'« Informations ouvrières », elle n'a guère été soulignée par les commentateurs, ni par la presse.

Il est vrai qu'elle ne coïncide guère avec les propos lénifiants sur la « relative » stabilité de l'Allemagne, version plus prudente de l'invocation admirative du « miracle allemand », miracle qui s'étendait d'ailleurs jusqu'à la partie orientale du pays : si

Cologne, Décembre 1976. Lors d'un récital de Wolf Biermann, pour la première fois depuis très longtemps, une salle allemande, debout, chante l'Internationale.

Quelque chose s'est mis en mouvement

« L'affaire Biermann a servi de catalyseur. Il ne s'agit plus tant de chansons hérétiques et de savoir quel nombre exact d'intellectuels les ont applaudies là-bas et ici... Il s'agit de la question du pouvoir. Il s'agit particulièrement en Allemagne de ce que, dans les deux fractions du pays, une gauche socialiste qui tourne le dos à Moscou fait son apparition simultanée et va jusqu'à parler d'unité... Les amis de la liberté et du pluralisme en Allemagne sont naturellement bien plus à leur aise avec ces communistes qui laissent voir tout de suite ce qu'ils sont, avec les trois partis fidèles à Moscou, SED, DKP et SEW (1). A ceux-là, on peut être reconnaissant de l'état d'infériorité dans lequel se trouve le socialisme de gauche ainsi que le communisme en Allemagne. Mais s'ils ne remplissent plus cette fonction, si un socialisme de gauche apparemment respectable en même temps qu'un communisme « sans tache » lèvent le poing et entraînent avec eux une large couche de cadres silencieux dans la RDA, alors le paysage politique de la République fédérale ne sera plus reconnaissable à gauche non plus. Il a déjà considérablement changé ces derniers jours à droite.

« En Allemagne, quelque chose s'est mis en mouvement, et une gauche socialiste se constitue souterrainement dans les deux fractions du pays. »

« Frankfurter Allgemeine Zeitung »,

24 novembre 1976.

(1) Parti stalinien de la République démocratique allemande, parti stalinien de la République fédérale allemande, parti stalinien de Berlin-Ouest.

l'on y déplorait en effet les rigueurs d'un socialisme à la prussienne, on constatait que la République démocratique allemande bénéficiait du niveau de vie le plus élevé des pays de l'Europe de l'Est, et jouissait, elle aussi, d'une « relative stabilité »...

Le 1^{er} janvier 1977, encore, la Télévision française, récapitulant les événements de l'année, faisait allusion à la situation allemande, où, en dépit de tensions politiques croissantes, syndicats et gouvernement collaboraient harmonieusement, au moment où, précisément, Vetter, dirigeant du DGB, la confédération syndicale allemande, déclarait : « Si l'économie sociale de marché n'était pas capable de rétablir le plein emploi, il faudrait alors se poser la question de savoir si ce système est acceptable pour l'avenir. »

Si l'on se tourne vers la République démocratique allemande, ce n'est pas non plus sous le signe de la « stabilité » que commence 1977. La réaction à la mesure de bannissement prise à l'encontre de Wolf Biermann — qualifiée par le professeur Havemann, principal porte-parole d'une opposition qui se réclame du socialisme, de « sottise incroyable » — a pris les proportions d'une vague de protestations contre le régime sans précédent depuis juin 1953.

Comme le remarque judicieusement — du point de vue des intérêts de la bourgeoisie allemande — la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » dont l'éditorial a été placé en exergue de cet article, « il n'y a guère lieu de se réjouir des ennuis de Moscou ou de Berlin-Est ». Ces « ennuis » se combinent avec ceux que connaît l'Allemagne fédérale. Les dernières élections législatives qui y ont eu lieu en octobre 1976 ont certes révélé peu de variations dans le corps électoral : un peu amoindrie, la coalition SPD-libéraux a été reconduite au pouvoir sous la houlette de Schmidt et sous le signe d'une politique d'austérité. Et pourtant, au

lendemain de ces élections le « Times » publiait ce commentaire désabusé : « On pourrait excuser les membres de la présente coalition gouvernementale s'ils commencent à secrètement regretter d'avoir gagné les élections. Pour eux s'annoncent des temps difficiles. »

Depuis, la crise ouverte du principal parti bourgeois, la CDU, la révolte des parlementaires du SPD contre une décision de Schmidt et des dirigeants libéraux de revenir sur une promesse électorale en matière de retraites, la première expression publique des tensions existant entre l'appareil syndical et le gouvernement ont confirmé cette prévision.

A L'OUEST COMME A L'EST...

La campagne politique qui a été menée à l'Ouest de l'Allemagne et qui a abouti à la décision de la bureaucratie de la SED d'accorder un visa à Wolf Biermann (et dans cette décision intervient, bien évidemment, l'écho rencontré par cette campagne en RDA même) a été engagée par un Comité d'initiative fondé à Bochum sur la base du fait que « la lutte pour les libertés démocratiques ne peut être menée avec succès par la population laborieuse et la jeunesse que dans l'Allemagne tout entière ».

Et si la bureaucratie de Berlin-Est a réagi soudain en bannissant Wolf Biermann, c'est devant la signification politique pour toute l'Allemagne, pour toute la classe ouvrière allemande, des meetings que constituaient les récitals de Biermann, meetings où se posait, en fait, pour reprendre les termes de la « Frankfurter Allgemeine Zeitung », « la question de l'unité ». L'ampleur de la réaction (à la mesure de bannissement), tant en République fédérale qu'en RDA, a encore plus révélé cette signification. La bourgeoisie al-

lemagne, le stalinisme, l'appareil réformiste ont cherché à enfermer la classe ouvrière dans la fausse alternative « capitalisme ou stalinisme ». Quelles que soient les critiques nécessaires qu'il faut faire aux positions politiques de Wolf Biermann, quand il fait chanter, le poing levé, « L'Internationale » dans un meeting de masse en Allemagne fédérale, alors que ses poèmes dénoncent sans équivoque la bureaucratie, le bureaucrate qui « singe le bourgeois », et à qui il pose la question : « Pourquoi trembles-tu de la sorte devant la dictature du prolétariat ? », c'est cette fausse alternative qu'il remet en question.

Il faut aller plus loin, au-delà de l'anecdote, si significative soit-elle. Ce qui s'est noué autour de Biermann tient, sans aucun doute, à sa personnalité, à son courage, à son propre combat. Mais c'est l'expression d'un mouvement profond qui tend à venir à maturité au sein de la classe ouvrière de toute l'Allemagne. C'est à travers la lutte du prolétariat que, à la fausse alternative « capitalisme ou stalinisme », commence à se substituer la vraie question : « capitalisme et stalinisme dans une Allemagne divisée ou socialisme dans toute l'Allemagne. » C'est bien pour reprendre les termes mêmes de Wolf Biermann, « l'unité allemande qui est en marche. Mais seulement dans l'esprit du prophète Karl Marx, et seulement par la lutte des paysans et du prolétariat. »

On le sait, la « question allemande » est immédiatement une question internationale. La division de l'Allemagne concentre et cristallise la division de l'Europe. La division de la nation allemande, du peuple et du prolétariat allemands constitue un fondement essentiel de « l'ordre » établi en commun par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin face à la vague révolutionnaire qui marqua la liquidation du deuxième conflit mondial. Et c'est tout l'édifice qui trem-

ble dès lors que la clé de voûte menace d'être descellée...

Aussi est-il nécessaire de revenir sur les récents développements qui ont amené en Allemagne cette « modification du paysage politique » et notamment, de ce point de vue, d'apprécier les résultats des élections générales qui ont eu lieu en Allemagne fédérale en octobre 1976.

A première vue, ils ne témoignent guère de la préparation d'un changement profond. En effet, ces résultats — à savoir le maintien au gouvernement de la coalition SPD-FDP (sociaux-démocrates et libéraux), affaiblie électoralement mais toujours majoritaire au Parlement — ne sont-ils pas ceux que l'écrasante majorité des observateurs avait prévus et qui semblaient souhaités comme un « moindre mal » par la plupart des forces politiques, y compris une fraction de la démocratie-chrétienne, la CDU ? Et pourtant, attendus par la plupart, ils mécontentent tout le monde. Comme le note « Le Journal de Genève » du 5 octobre 1976 : « Motivé dans les deux camps par un souci de stabilité, le vote aboutit, paradoxalement, à une constellation

politique hautement instable. Au point que tel éditorialiste voit déjà l'Allemagne rejoindre le club des pays européens ingouvernables. »

Les choses ne sont donc pas si simples qu'il y paraît de prime abord, et les élections législatives du 3 octobre doivent, pour être comprises, être intégrées à l'ensemble des développements de la lutte des classes en Allemagne.

Car, de l'autre côté de la ligne de démarcation tracée par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, la fraction de la population allemande vivant dans les limites de la « République démocratique allemande » était, elle aussi, appelée à voter le 17 octobre dernier. Il n'était là nul besoin de pronostic, et aucune surprise n'était possible. Une seule liste était présentée, celle du « Front national », c'est-à-dire celle des candidats sélectionnés par l'appareil dirigeant du SED. Ils ont tous été triomphalement élus. Et pourtant, les problèmes qui ont entouré ce qu'il est difficile d'appeler une « consultation électorale » sont eux aussi des expressions de la lutte des classes dans toute l'Allemagne.

l'enjeu des élections du 3 octobre en RFA

Pour apprécier l'enjeu des récentes élections générales en République fédérale allemande, et la portée de leurs résultats, il est nécessaire de revenir sur le contexte dans lequel elles ont pris place.

« La Vérité » a publié un article général sur « Le prolétariat allemand et la révolution européenne » (1), dans lequel a été en particulier souligné la manière dont, contrairement aux

légendes réactionnaires concernant sa « passivité », le prolétariat allemand a pleinement pris part à la marche en avant politique des prolétariats d'Europe dans la période mondiale de la lutte des classes ouverte en 1968, « période qui se caractérise par la venue à maturité de toutes les tendances de l'impérialisme » (Notes pour des thèses sur la révolution européenne). On y souligne que le prolétariat allemand avait combiné d'amples assauts sur le ter-

(1) « La Vérité » n° 567, mai 1975.

rain des revendications (grèves de la sidérurgie à l'automne 1969, grèves de la métallurgie de novembre 1971) avec son affirmation politique comme classe par un vote massif pour le SPD, entraînant derrière lui les couches opprimées de la petite bourgeoisie (victoire électorale du SPD en 1969 qui aboutit à la formation de la « petite coalition » avec le parti libéral ; nouvelle et retentissante victoire du SPD en novembre 1972 où il rassemble, pour la première fois de son histoire, 46 % des suffrages). Entre novembre 1971, date du puissant mouvement des métallos et les élections de 1972, s'était situé ce que l'on a appelé « le putsch parlementaire ». A l'occasion du débat sur la ratification des traités avec l'Est, le parti démocrate-chrétien, la CDU, menace de renverser le gouvernement Brandt. Aussitôt, c'est dans la rue, par la manifestation, que dans toutes les grandes villes industrielles les travailleurs se dressent pour empêcher le retour au pouvoir de la CDU. L'un des moyens « classiques » du combat ouvrier, la manifestation de rue, était utilisé à des fins directement politiques et pour un objectif dont le caractère de classe était évident ; barrer la route à un retour au pouvoir du parti de la grande bourgeoisie, le parti d'Adenauer et d'Erhardt, le parti de Strauss. Cette profonde mobilisation, sur tous les terrains de la classe ouvrière, à travers et autour du SPD, pose concrètement la question d'un gouvernement du seul parti social-démocrate. Elle s'accompagne, inévitablement, d'immenses illusions, illusions dans la possibilité d'une solution parlementaire ; illusions dans la capacité du SPD à faire siennes les aspirations des masses qui s'expriment dans la popularité de Willy Brandt.

Et cependant, en mai 1974, Willy Brandt cesse d'être chancelier et, comme le remarque l'article de « La Vérité » de mai 1975, sa chute « n'est pas due à un échec parlementaire

ou à un désaveu électoral. Elle est le résultat d'une machination politique et l'expression d'une crise politique profonde... où se combinent des données de politique intérieure et de politique internationale ».

LA CHUTE DE BRANDT

Apprécier la signification politique de la chute de Brandt n'était possible qu'en reliant cet épisode à la place du prolétariat allemand dans le processus de mûrissement de la crise révolutionnaire en Europe. C'est ce que l'article de « La Vérité » déjà cité faisait dans les termes suivants :

« Objectivement, la place centrale de l'Allemagne en Europe est évidente. Mais à partir du moment où cette position centrale commençait à se transcrire dans l'action consciente du prolétariat allemand, l'Allemagne n'était plus seulement le lieu géométrique, politiquement parlant, des contradictions qui déchirent l'Europe : elle tendait à devenir le centre de la montée révolutionnaire du prolétariat en Europe... A partir de là, la crise politique en Allemagne même ne pouvait que s'approfondir.

« La chute de Brandt est un moment de cette crise politique. Que le prétexte en ait été la présence dans son entourage d'un agent de l'Allemagne de l'Est — fait connu depuis longtemps par les services de sécurité de Bonn — est secondaire. Ce qui importe, c'est que l'impérialisme américain, les milieux dirigeants de l'impérialisme allemand et la bureaucratie du Kremlin se sont trouvés d'accord pour l'éliminer car ils le jugeaient incapable de maîtriser les forces tendant vers une explosion sociale et politique...

« Brandt avait lié son nom à une politique de « normalisation » des relations de l'Allemagne fédérale avec l'URSS, ce qui impliquait une régularisation des relations entre les

« deux Allemagnes ». Dans cette activité diplomatique qui le conduisit à Moscou, à Varsovie et en Allemagne de l'Est, Brandt agissait dans le cadre de la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin dont l'Europe est à la fois le théâtre principal et le terrain le plus difficile. C'était bien une Europe « normalisée » qu'il s'agissait d'obtenir... Cet objectif exigeait la consécration, la solidification de la division de l'Allemagne. C'est cela le contenu réactionnaire des accords passés d'Etat à Etat entre l'Allemagne fédérale et la RDA de 1971 à 1973.

« Mais la situation paradoxale de la bourgeoisie allemande, c'est qu'elle ne peut renoncer à se présenter comme défenseur de l'unité de la nation sans renoncer à s'affirmer comme classe dominante. Aucun gouvernement allemand ne peut franchir ce pas. Et Brandt ne pouvait que présenter un traité qui consacrait la division de l'Allemagne comme un moyen permettant, à terme, de meilleures conditions pour la réunification.

« Et dans la mesure où il était en même temps le dirigeant du parti que la classe ouvrière allemande comme telle reconnaît comme son parti, les masses, du fait de leurs illusions, prenaient cette argumentation « au sérieux ».

Lorsqu'il se rendit en Allemagne de l'Est, la bureaucratie ne put empêcher des manifestations d'enthousiasme à son égard, qui allaient au dirigeant du SPD. Dès que, comme éléments des accords, une certaine libéralisation des voyages entre l'Est et l'Ouest prit place, c'est un véritable mouvement de masse qui manifesta la profondeur et le caractère immédiat de l'aspiration à l'unité. Dans des conditions dominées par la rencontre du prolétariat allemand, de tels phénomènes étaient explosifs.

« Lorsque Willy Brandt fut triomphalement reporté à la tête du gouvernement en 1972, le mandat qui lui était confié par la bourgeoisie était d'utiliser la victoire électorale du

SPD comme un moyen de paix sociale. Mais de ce gouvernement qu'ils considéraient dans une large mesure comme le leur, les travailleurs exigeaient la satisfaction de leurs revendications. Et c'était, en février 1974, la grève générale de vingt-quatre heures des travailleurs de la fonction publique contre le blocage des salaires, parlant comme le dit un journaliste allemand « le langage primitif de la lutte des classes ». Et c'était, posée par les travailleurs, la question de la rupture de la coalition : « Willy, chasse Genscher » (ministre libéral de l'Intérieur) était le mot d'ordre inscrit sur les banderoles des grévistes.

« De même, le développement des relations diplomatiques avec la RDA mettait au premier plan des préoccupations des masses des mots d'ordre comme « A bas le mur de Berlin ! Libre communication entre l'Allemagne de l'Ouest et celle de l'Est ! Liberté de constituer et d'adhérer au parti de son choix, à l'Ouest comme à l'Est ! Liberté de constituer des syndicats communs ! Liberté de presse ! ». C'est cela la crise politique. Mais en Allemagne, elle touche au point où se concentrent toutes les contradictions de l'impérialisme et de la bureaucratie. »

S'il est apparu nécessaire de faire cette longue citation d'un article de mai 1975, ce n'est pas seulement pour rappeler le cadre politique d'ensemble de la situation politique en Allemagne, mais aussi pour vérifier si les perspectives qu'il dégagait se sont vérifiées. En conclusion, en effet, l'article répétait : « la situation reste ouverte, marquée par l'initiative que le prolétariat n'a pas perdue ». Cette affirmation a-t-elle été confirmée par les événements qui se sont déroulés depuis la nomination de Schmidt, en remplacement de Brandt au poste de chancelier, jusqu'aux récentes élections ?

la mission de Schmidt

Parce qu'elle est conflit de forces vivantes, la lutte des classes ne peut rester une donnée immobile, fixe. L'éviction de Brandt avait comme contenu et comme conséquence d'entamer une contre-offensive visant à liquider les conditions qui avaient, en 1972, marqué la reconstitution de la « petite coalition », celles données par l'offensive de la classe ouvrière. Cette contre-attaque s'est développée sur tous les terrains : celui de l'action gouvernementale face aux revendications des travailleurs et à la question des libertés politiques, comme celui que constitue le SPD lui-même. De la réalité de cette contre-attaque et de ses effets, certains ont déduit que le mouvement de la classe ouvrière allemande avait été interrompu, qu'elle battait en retraite. Des courants petits-bourgeois n'hésitaient pas à puiser dans l'arsenal du social-fascisme, assurant que le régime de Schmidt avait des caractéristiques « fascistes » et aboutissait à des conclusions catastrophiques et fantaisistes selon lesquelles l'Allemagne était à la veille d'un « nouveau 1933 »...

LES BESOINS DU CAPITALISME ALLEMAND

Il ne suffit pas d'énumérer le catalogue des mesures anti-ouvrières que le gouvernement Schmidt a prises ou qu'il a tenté de réaliser. Ce qui importe, c'est de voir comment la classe ouvrière y a réagi, sur le front des luttes revendicatives, au sein du SPD et du mouvement syndical, et comment cette activité diverse mais unifiée trouve sa réfraction dans les résultats électoraux.

La mission de Schmidt était claire : adapter aussi étroitement que possible la politique du SPD aux besoins immédiats du capitalisme allemand, à des besoins qui, dans les conditions d'une brutale détérioration de la situation d'une économie prioritairement fondée sur l'exportation — en 1975, d'après les statistiques officielles, le PNB a baissé de 3,5 %, les exportations avaient baissé de 9 %, on comptait 1 200 000 chômeurs et la hausse des prix atteignait 6,1 % — exigeaient la remise en cause des conditions de vie de la classe ouvrière, le démantèlement de toute une série d'acquis.

Une politique de blocage des salaires de fait, déjà engagée avec l'appui de l'appareil fédéral lorsque Brandt était encore au pouvoir, s'accompagnait d'un budget fondé sur la réduction des dépenses sociales. Ce budget était d'ailleurs défini par une expression imagée comme un budget de « démontage social ».

La politique du SPD — Schmidt tentant de réaliser ce que Brandt n'avait pu faire — n'était évidemment pas sans conséquences : elle ne pouvait manquer de développer des éléments de désarroi et de démoralisation dans de larges secteurs de la classe ouvrière (l'opposition des travailleurs s'exprimant, comme Willy Brandt devait le reconnaître dans une interview en mars 1976, par « l'absentéisme électoral ») et détourner du SPD des fractions de la petite bourgeoisie. Les élections régionales marquent un affaiblissement électoral du SPD : ainsi, à Hambourg, il perd 10 % des voix et la majorité absolue. Cependant, en mai 1975, dans le bastion industriel de Rhénanie-Westphalie, la tendance s'inverse : au lendemain des fracas-

Willy Brandt...

«Lors du Congrès du SPD à Mannheim, en novembre 1975, j'ai effectivement parlé de certaines faiblesses dans notre image de marque. A plusieurs reprises, la crédibilité de notre parti avait été atteinte... Cette impression, certes erronée, s'est développée à un moment où apparaissait une image de division un peu sommaire, mais ressentie comme telle par l'opinion publique. Un certain mécontentement s'est même manifesté à l'égard du SPD. Pis encore, nous avons fait naître des incertitudes sur les objectifs politiques de la social-démocratie.»

Question : «Vous avez incité votre parti à se rapprocher des citoyens. Le contact étroit avec le peuple est-il déjà perdu ?»

Réponse : «Je vous l'ai déjà dit, il est indispensable de maintenir notre image de parti moderne. Cela signifie par exemple que le SPD ne saurait accepter de comportements sectaires ou tolérer une agitation bureaucratique. Nous devons rester proches du citoyen. Au sein d'un parti non doctrinaire, il ne faut pas que des divergences d'opinion provoquent des luttes intestines qui feraient penser à des guerres de religion... D'autre part, un parti ouvert au changement ne doit jamais donner l'impression que ses projets de réforme sont paralysés ou ralentis pour des raisons financières. Bien que le SPD se considère comme un grand parti populaire, il ne faut pas être un mathématicien de génie pour s'apercevoir que celui qui ne parvient pas à attirer les électeurs tendant vers le centre ne saurait devenir majoritaire. Cela implique cependant que le profit social-démocrate de notre politique soit nettement exprimé. Pour gagner la confiance des électeurs, nous devons constamment être en mesure de prouver que les intérêts des couches les plus larges de notre société, et en particulier ceux des défavorisés, sont en bonnes mains.»

santes déclarations du leader de l'aile la plus ouvertement réactionnaire du CDU, Strauss accusant le SPD et le FDP d'abandonner «l'Etat aux gangsters», et assurant «si nous arrivons au pouvoir, nous ferons en sorte qu'aucun bandit n'ose ouvrir sa gueule en Allemagne pour le reste du siècle», la progression de la démocratie chrétienne est stoppée.

La politique de «démontage social» entraîne des réserves des directions syndicales, mais surtout elle tend à créer une différenciation au sein du SPD : malgré l'opposition de la direction du parti, des congrès régionaux (à Francfort, dans la Rhur, dans le Schleswig-Holstein) se prononcent pour le contrôle public des investissements. Schmidt doit personnellement intervenir pour qu'une motion allant dans le même sens ne soit pas adoptée à Hambourg.

AU SEIN DU SPD...

Pourtant, un mois plus tard, en novembre 1975, il semble que l'appareil central du parti ait bien repris le SPD en main. Le Congrès national de Mannheim, au nom des prochaines échéances électorales, donne une image de cohésion et de rassemblement autour du chancelier. Willy Brandt participe à cette unanimité et les éléments qui auraient pu constituer une aile gauche du SPD, tout comme les Jusos, s'inclinent.

Après ce congrès, un certain climat «d'union nationale» existe. Schmidt avait évoqué la possibilité, à terme, d'une coalition avec les éléments «modérés» de la CDU. Et le «Spiegel», souvent plus inspiré, affirmait que, pour 1976, «les négociations salariales devraient être les plus paisibles depuis des années : patrons et dirigeants syndicaux se sont pratiquement mis d'accord pour un pacte de stabilité». Mais sous la sur-

face des résolutions unanimes, la réalité était moins simple. Par exemple, il se produit un événement sans précédent : F. Leber, ministre de la Défense, porte-parole de l'aile droite du SPD, député de Hesse depuis 1961, se fait retirer son investiture au profit d'un dirigeant local du parti, Karsten Voigt, considéré comme un représentant de l'aile gauche du parti.

Et les processus en cours au sein du SPD se révélaient également dans la situation paradoxale de Willy Brandt. Principal dirigeant du parti, resté son président après sa démission du poste de chancelier, sa popularité, sa réputation, comme le fait qu'il n'avait plus de responsabilités gouvernementales, tout cela en faisait naturellement le pôle d'attraction pour tous ceux, y compris des éléments de l'appareil dirigeant qui voulaient préserver le SPD — et donc leurs propres positions — des conséquences de la politique gouvernementale. Face à Schmidt, homme de l'Etat et du gouvernement, Willy Brandt apparaissait comme l'homme du parti. Certes, en jouant ce rôle de recours, Willy Brandt constituait une corde nécessaire à l'arc de la direction du SPD, mais en même temps il aidait, malgré lui, au mùrissement de forces qui tendaient à

réfracter au sein du parti social-démocrate les aspirations des masses. En dépit de ses appels à l'unité qui en faisaient le plus sûr obstacle à l'expression d'une opposition au Congrès de Mannheim, la position qu'il occupait en faisait « objectivement », en quelque sorte, le catalyseur de cette opposition.

Et l'ambiguïté de sa situation se traduit parfaitement par l'interview qu'il donne à H. Ménudier, dans son livre : « L'Allemagne de Willy Brandt » et que nous publions page 72. Il y tance la gauche pour son dogmatisme, mais il est non moins clair qu'il prend ses distances à l'égard de l'action gouvernementale.

Les développements au sein du SPD ne sont pas explicables en dehors du mouvement même du prolétariat. La prudence de Willy Brandt en mars 1976 tient compte du fait que la nouvelle année ne se place nullement sous le signe de la « paix sociale » comme l'avait prophétisé « Der Spiegel ». Bien au contraire. Dès février, le refus d'accepter les conséquences de la politique de Schmidt, la volonté de combat des travailleurs se traduisent dans une série de grèves d'avertissement dans les grandes entreprises métallurgiques qui mobilisent environ 600 000 travailleurs.

la grève des travailleurs du livre

Mais surtout, il y aura la grande grève des travailleurs du livre qui, commencée le 28 avril, s'est terminée le 13 mai. Il arrive fréquemment dans la lutte des classes que l'action d'une corporation, d'un secteur de la classe ouvrière cristallise le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, indique sa direction. Les 450 000 travailleurs du livre d'Allemagne fédérale ont agi au compte de toute la classe ouvrière alleman-

de. Il arrive aussi qu'un conflit dont l'origine est directement revendicative prenne une portée politique et aboutisse à des résultats politiques qui dépassent ses résultats strictement revendicatifs. Il en a été ainsi de la grève générale des mineurs en France, en 1963. Bien que les revendications principales n'aient été que très partiellement satisfaites, la grève des mineurs mettant en échec le régime bonapartiste dans sa pre-

mière tentative de s'attaquer de front à la classe ouvrière, constitue une victoire politique de la classe ouvrière. Dans des conditions différentes, la grève du livre en Allemagne est un mouvement de même nature.

LE MOUVEMENT PROFOND DU PROLETARIAT ALLEMAND

Au terme de longues négociations entre patrons d'imprimerie et syndicats, l'impasse était totale. Les patrons proposaient 5,9 % d'augmentation (c'est ce qui avait été accepté par les dirigeants syndicaux de la métallurgie et des services publics et qui, compte tenu de l'inflation, signifiait l'acceptation d'une régression du pouvoir d'achat) et la revendication syndicale était une augmentation de l'ordre de 9 % — au-dessus de la barre des 6 % qui constituait la limite du « pacte social » entre directions syndicales et patronat.

Le 27 avril, les syndiqués, consultés comme l'exige la loi, se prononcent à 88 % pour la grève. La grève est d'abord limitée par la direction syndicale à un certain nombre d'entreprises de presse, mais, dès le premier soir, l'association patronale riposte par un lock-out généralisé. La grève se durcit alors. Le 3 mai, pourtant, elle est suspendue ainsi que le lock-out pour permettre l'ouverture de nouvelles négociations. Dans la nuit du 5 au 6 mai, les négociations sont rompues : les patrons imprimeurs se refusent à aller au-delà de 5,9 %, et le syndicat du livre n'accepte pas de descendre au-dessous de 6 %.

Le 6 mai, la grève reprend donc, et elle est cette fois effective dans toutes les entreprises de presse. L'allure même de la grève souligne la combativité des travailleurs : les piquets de grève sont massifs, bloquant au besoin les tentatives de faire

reparaître des journaux — il y a des heurts avec la police. Et, pendant la période de suspension, les travailleurs refusent de publier des articles jugés injurieux pour les grévistes si ne paraît pas en même temps un article exprimant la position du syndicat. Finalement, après d'ultimes et difficiles négociations, le patronat accepte de renoncer à la limite des 6 %. Les augmentations finalement concédées représentent une moyenne de 6,6 % d'après les syndicats, de 6,2 % d'après l'association patronale.

L'acharnement des travailleurs du livre ne s'explique pas par la différence de pouvoir d'achat représenté par quelques dixièmes. Mais ces quelques dixièmes cristallisaient la politique sur laquelle Schmidt et le patronat s'étaient entendus. C'est cette politique qui est mise en échec. C'est la tendance à « l'union nationale » qui est enrayée ; alors qu'en 1974 Brandt a pu critiquer la grève de la fonction publique, Schmidt ne peut prendre position contre les grévistes du livre. Dans la DGB et dans le SPD, une profonde solidarité s'est manifestée à l'égard des travailleurs du livre, qui s'est en particulier exprimée lors des cortèges et meetings du 1^{er} mai.

« UN PAYS INGOUVERNABLE »...

La grève du livre fait plus que modifier ce que l'on appelle le « climat social », elle est un événement politique de grande importance qui va dominer la période pré-électorale. Ce dont témoigne cette grève, c'est qu'il serait extrêmement risqué de tenter de recourir en Allemagne à une solution « à la Heath » : les résultats pourraient en être aussi catastrophiques pour la bourgeoisie dans son ensemble qu'en Angleterre. En d'autres termes, il est difficile d'envisager de gouverner sans et con-

tre la social-démocratie. En même temps cependant, alors que les capitalistes allemands se plaignent de « l'affaiblissement des entreprises... les sociétés allemandes devant faire face, d'une part, à des charges fiscales et salariales croissantes, d'autre part à la récession, et elles ont vu leur rendement diminuer ces dernières années. Il est même aujourd'hui inférieur à celui des entreprises américaines ou suisses... » (« Le Journal de Genève », 1^{er} octobre), la réponse à la question que les chrétiens-démocrates posaient à l'ouverture de la campagne (un gouvernement social-démocrate peut-il en finir avec le « poids excessif » des dépenses sociales de l'économie ?) est né-

gative malgré les efforts de la direction du SPD.

C'est cette impasse qui conduit la RFA à rejoindre les rangs des « pays européens ingouvernables ». Elle s'exprime dans l'approfondissement des divisions au sein de la représentation politique de la bourgeoisie, incapable de présenter une solution cohérente aux problèmes de sa classe. La CDU, le grand parti réactionnaire, est apparu ouvertement divisé entre son aile « modérée », celle du candidat au poste de chancelier Helmut Kohl, qui semblait ne pas exclure une « grande coalition », et son aile la « plus extrême », celle qu'incarne Franz Josef Strauss et qui a dominé la campagne électorale.

approfondissement de la crise politique à l'Ouest ...

Tous les commentateurs ont souligné qu'en définitive l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin et sa vassale de l'Allemagne de l'Est, certains des cercles les plus responsables de la bourgeoisie allemande avaient rejoint l'appréciation de Willy Brandt selon laquelle la CDU-CSU constituait un « risque de sécurité pour l'Allemagne fédérale », et qu'en conséquence le maintien au pouvoir de la « petite coalition » SPD-FDP était la moins mauvaise solution. Opportunément, c'est-à-dire peu avant les élections, ont filtré les documents de la commission d'enquête Lockheed, compromettant Strauss. La « Pravda » du 28 septembre publiait un article qui se prononçait nettement pour le maintien en place de l'équipe au pouvoir. Enfin, le 9 septembre, on apprenait que la République démocratique allemande offrait de nouvelles facilités pour les voyages entre l'Est et l'Ouest...

Mais il ne faut pas oublier que ce choix ne s'explique que par préférence aux rapports de force entre les classes qui ne sont pas une abstraction mais qui intègrent l'activité déployée par la classe ouvrière allemande sur tous les terrains et qui a trouvé sa transcription sur le terrain électoral, malgré la politique de la direction du SPD.

LE CARACTERE DES ELECTIONS EN RFA

On avait beaucoup insisté, pendant la campagne, sur son caractère terne, on prévoyait une hausse des abstentions. Et pourtant, la participation électorale a dépassé 90 %... Tout d'abord, malgré les efforts des dirigeants du SPD pour émousser le tranchant de la campagne, elle n'a

pas été si terne. La CDU a mené campagne sur le thème « socialisme ou liberté », avec souvent une extrême violence. C'est ainsi que F.J. Strauss, dans une interview au « Spiegel » du 13 septembre, déclarait :

« le fascisme, le national-socialisme, le marxisme et le communisme sont frères, des frères partiellement ennemis mais qui ont la même origine, le collectivisme... D'importants secteurs du SPD retournent vers ce vieux socialisme... Notre génération a été accusée de n'avoir pas combattu à temps des embryons dangereux. Aujourd'hui, nous prenons cette leçon à cœur et nous écraserons le danger dans l'œuf ».

Dans la Rhur, la CDU centra tout son effort sur une dénonciation des syndicats. Elle a été tenue en échec : les positions du SPD ont été maintenues.

**« M. SCHMIDT
N'A PAS ETE
LA LOCOMOTIVE
ELECTORALE... »**

A l'échelle nationale, le SPD perd un peu plus de 3 % de ses voix, le FDP est également légèrement en recul (0,5 % de baisse) et la CDU-CSU gagne 3,7 % des suffrages. La coalition gouvernementale ne dispose plus désormais que de huit sièges de majorité. La signification des résultats électoraux est claire : ils marquent un redressement du SPD par rapport aux élections régionales. Si l'on tient compte de la désaffection d'une fraction de la petite bourgeoisie, il apparaît que l'écrasante majorité des travailleurs qui avaient donné la victoire au SPD en 1972 ont à nouveau, malgré le bilan gouvernemental de Schmidt, malgré le type de campagne menée

par la social-démocratie, voté pour le parti qu'ils considèrent comme le leur, contre la bourgeoisie.

Et, précisément, par rapport au SPD, l'éditorial du « Journal de Genève » déjà cité remarque :

« Malgré l'assurance affichée par M. Helmut Schmidt, le chancelier ne saura se soustraire aux regards critiques de ses amis politiques. M. Schmidt n'a pas été la locomotive électorale à laquelle s'accrochaient les espoirs du SPD. Entre le chancelier et son parti, le fossé s'est creusé dimanche, la gauche malmenée se souviendra qu'elle a donné au chef de gouvernement les pleins pouvoirs pour préparer ce scrutin. Afin de soutenir un « patron » centriste, la social-démocratie est allée jusqu'à l'abnégation idéologique. Au silence d'une aile gauche naguère remuante s'ajoutait celui, plus lourd et plus significatif, des camarades salariés et des chômeurs qui ont accepté sans broncher les contraintes économiques que leur expliquait M. Schmidt. Mais la trêve est arrivée à échéance... » (« Le Journal de Genève », 5 octobre).

Passons sur le style journalistique, « l'abnégation idéologique » et l'affirmation fautive selon laquelle les travailleurs auraient accepté, « sans broncher », les conséquences de la situation économique. L'important est ailleurs : il réside dans une claire compréhension du fait que l'aggravation de la crise politique en Allemagne se traduira nécessairement par l'approfondissement des différenciations au sein du SPD. Et la force motrice de ce processus, c'est l'action de la classe ouvrière elle-même.

Après les élections d'octobre 1976, l'Allemagne fédérale n'entre pas dans une période de calme, ni le prolétariat dans une phase de recul. Il s'agit au contraire d'une période d'aggravation de la crise politique qui nourrira le mouvement du prolétariat allemand.

... et à l'Est de l'Allemagne

Le prolétariat allemand est UN, malgré la division de l'Allemagne. Et la crise politique qui va s'approfondissant, c'est-à-dire l'inadéquation croissante du système de domination de la bourgeoisie, ajoute à l'instabilité de la précaire domination de la bureaucratie en Allemagne de l'Est, qui se volatiliserait en l'absence de la présence militaire directe de la bureaucratie du Kremlin, laquelle malgré tout, a besoin d'une façade politique propre pour justifier son pouvoir.

La division de l'Allemagne, mesure totalement réactionnaire imposée par l'impérialisme et la bureaucratie, n'est pas seulement indispensable au maintien du régime dictatorial de la bureaucratie contre-révolutionnaire à l'Est, elle est aussi le fondement de la préservation de l'Etat bourgeois, la forme de la perpétuation de la domination de la bourgeoisie.

CONCESSIONS AUX MASSES

Pièce indispensable du système international édifié contre la révolution prolétarienne par l'impérialisme et la bureaucratie, la division de l'Allemagne a en même temps accumulé dans les fondements mêmes de l'ordre établi en Europe après 1945 une charge explosive. Aujourd'hui, alors que les bases de cet ordre commencent à se disloquer, la division de l'Allemagne tend elle-même à être remise en cause par la lutte des classes. A ce sujet, les trotskystes allemands parlent justement dans leur revue « International Arbeiter Korrespondenz » d'une « crise de la division de l'Allemagne », c'est-à-dire d'une crise, d'une remise en cause,

de l'ensemble des rapports qui reposent sur cette division.

Ceux qui bavardent sur la passivité du prolétariat allemand prétendent qu'il n'est pas concerné par la question de l'unité nationale. Il suffit de constater la place tenue par « l'ostpolitik » dans la vie politique pour se convaincre du contraire. Dès que — pour les citoyens de la République fédérale — les possibilités de voyage dans l'autre partie de l'Allemagne ont été rétablies, il y a eu, en un an, huit millions de passages. C'est un phénomène politique qui a son impact sur toute l'Allemagne et qui rend encore plus insupportable la division du pays. La manière dont les travailleurs d'Allemagne de l'Est avaient accueilli Willy Brandt en 1970 manifeste aussi l'acuité de la question de l'unité nationale, avivée en permanence par le fait que le mur de Berlin n'a pu abolir l'unité historique ni l'usage d'une même langue : radios et chaînes de télévision ouest-allemandes sont captées en Allemagne de l'Est. Des milliers et des milliers de citoyens ont ainsi pu savoir en quoi consistaient les « calomnies contre la nation socialiste » de Biermann.

Dans l'année écoulée, il a été de plus en plus difficile à la bureaucratie de surmonter les contradictions qui déchirent la RDA, état artificiel qui n'existe que comme moyen de la division de l'Allemagne. Pendant toute une période, la bureaucratie de Honecker se félicitait du rythme du développement économique et de la hausse du niveau de vie (incontestablement le plus élevé des pays de l'Europe de l'Est). Des concessions économiques avaient été faites à la classe ouvrière, une certaine stabilité des prix maintenue. L'exemple

de la Pologne avait sans aucun doute ravivé pour la bureaucratie le souvenir toujours présent de juin 1953. Mais les échéances se précisent : cette politique a encore aggravé la dépendance de la monstruosité constituée par la RDA à l'égard de l'impérialisme mondial — et en particulier de l'impérialisme allemand. C'est en effet la République fédérale qui, parmi les pays capitalistes, est le principal partenaire économique de la RDA. A la fin de 1975, l'endettement de la RDA à l'égard de la République fédérale atteignait déjà 2,3 milliards de marks, et ce n'est pas une exagération de dire que l'un des facteurs essentiels de la préservation de l'Allemagne de l'Est, c'est l'aide massive que lui fournit le capitalisme allemand.

UNE OPPOSITION QUI SE RECLAME DU SOCIALISME

Aussi, dans les derniers mois, toute l'activité des organismes de propagande de l'Etat et du SED étaient centrés sur les problèmes de la productivité du travail, sur la nécessité de ne pas se laisser fasciner par les exigences du développement de la consommation. C'est ainsi que l'organe central du SED, « Einheit », expliquait sans fard que les prix ne pourraient demeurer stables qu'à condition qu'il y ait « un rendement accru dans la production, un emploi plus rationnel du temps de travail et du matériel dans toutes les entreprises ».

Mais la bureaucratie s'est sentie incapable de tenter de suivre la même voie que Gierek : elle n'a pas encore procédé à une augmentation généralisée des prix, elle n'a pas osé affronter brutalement la classe ouvrière. Même après les dernières élections, (donc après les élections à l'Ouest qui ont vu la classe ouvrière

se rassembler contre la bourgeoisie autour du SPD malgré la politique de Schmidt), il y a même eu des déclarations officielles sur la nécessité de développer la consommation...

La résistance de la classe ouvrière se recoupe avec l'affirmation d'une opposition diverse. Les prises de position de Havemann et de Biermann, qui sont apparus comme les principaux porte-parole de l'opposition, constituent une manifestation confuse et contradictoire d'un mouvement qui dépasse leurs propres affirmations — ce qui ne veut pas dire que les problèmes qu'ils soulèvent ne sont pas des problèmes réels.

L'objet de cet article n'est d'ailleurs pas d'analyser l'ensemble de leurs positions. Il est pourtant nécessaire de souligner que les positions politiques générales de Biermann et de Havemann ne sont exemptes ni de confusions ni de contradictions. Elles oscillent entre des affirmations qui conduisent à la nécessité de la révolution politique, comme par exemple cette dernière déclaration de Biermann : « Une sorte de nouvelle révolution est nécessaire en RDA, afin de mettre fin au système bureaucratique stalinien qui s'est véritablement transformé en Allemagne de l'Est en une forme de régime et un mode de vie immuables. » ; et la perspective d'une « réforme » (comme par exemple le programme de mesures immédiates proposées par Havemann : abaissement à 50 ans de l'âge à partir duquel les citoyens de la RDA pourraient quitter le pays, amnistie pour les prisonniers politiques, création d'un parti socialiste d'opposition et possibilité de candidatures indépendantes) et d'un aménagement de la RDA, donc de la division de l'Allemagne. Cette dernière perspective est nourrie par un manque de clarté dans la définition du stalinisme, et par les plus grandes illusions sur le prétendu « eurocommunisme ».

« IL N'Y A PAS D'IDEE SPECIFIQUE DE LA RDA. »

Mais Havemann et Biermann se placent en même temps sur le terrain de la défense des conquêtes ouvrières et de l'unité indissoluble entre socialisme et liberté. Ils se réclament du mouvement ouvrier international.

Havemann et Biermann luttent pour le respect des droits démocratiques, la liberté d'expression, de circulation. Ils se heurtent ainsi directement aux fondements du pouvoir de la bureaucratie dont la dictature repose sur l'oppression politique radicale de la classe ouvrière. Mais en Allemagne, cette oppression est inséparable de la division de la nation allemande. Et la défense de la plus élémentaire liberté démocratique — par exemple que Biermann puisse chanter à Cologne si bon lui semble et revenir chanter à Leipzig ou à Berlin — se heurte à cette réalité.

Et, dans le cas de Biermann, le contenu international de la question de l'unité allemande s'est concrètement révélé. En octobre 1975, des militants se réclamant du socialisme organisaient à Offenbach, en Allemagne de l'Ouest, une réunion publique de protestation contre l'ultime crime commis par Franco contre les travailleurs d'Espagne. Ils invitaient Biermann qui acceptait. Mais les autorités de la RDA lui refusaient son visa. C'est à partir de là que se constituait à Bochum le Comité d'initiative pour que Biermann puisse venir en Allemagne de l'Ouest, c'est à partir de là aussi que Biermann, lui-même, multipliait les mises en accusation du régime bureaucratique.

En novembre 1975, par exemple, Havemann et Biermann étaient interviewés par le magazine « Stern ». A une question sur la RDA, Biermann répondait : « Il n'y a pas d'idée spé-

cifique de la RDA », et Havemann ajoutait : « Nous sommes pour que, dans toute l'Allemagne, dans toute l'Europe et partout, le capitalisme soit supprimé, surmonté et remplacé par le socialisme. » En conclusion, le journaliste demandait : « Il n'y a donc pas eu de vraie révolution socialiste en RDA ? » Havemann répondait : « Elle a eu lieu dans la mesure où les propriétaires ont été éliminés. Mais ils n'ont pas été remplacés par l'ensemble des travailleurs, des hommes qui produisent, mais par une clique de parasites, une hiérarchie d'Etat. »

Enfin, à la question : « Quels sont pour vous les critères les plus importants d'une société vraiment socialiste ? », Havemann répondait : « La liberté de parole, la liberté d'information, la liberté de choisir soi-même son travail et son domicile, la liberté de se déplacer et la possibilité de quitter le pays. »

Et Biermann ajoutait : « En plus, l'absence de liberté pour faire travailler d'autres gens pour soi ; l'absence de liberté de s'arroger des privilèges, de s'organiser en caste privilégiée, l'absence de liberté de disposer d'un appareil de répression pour empêcher les hommes de se développer. »

« LE VRAI PEUPLE... »

Dans un autre texte, Havemann dénonce la falsification stalinienne qui traduit le fait qu'il n'y a pas de liberté sans compréhension de la nécessité en une acceptation de la privation de la liberté comme nécessité. « Le vrai peuple, les masses laborieuses, les ouvriers, paysans, étudiants, techniciens, savants, artistes et économistes ce n'est pas le moins du monde volontairement qu'ils subissent cette absence de liberté dont ils ne veulent ni ne peuvent comprendre la nécessité... L'absence de li-

berté comme nécessité ! Telle est la pratique que l'on défend avec un exhibitionnisme sans pudeur. C'est ainsi qu'à Berlin, on emmène avec fierté les dirigeants des Etats et partis amis jusqu'à la porte de Brandebourg pour leur montrer le Mur, « la muraille de protection antifasciste ». Ce Mur dont Havemann dit par ailleurs qu'il est « la forme matérielle de la méfiance de l'Etat et en même temps l'argument irréfutable en faveur de l'existence d'une méfiance générale des citoyens envers l'Etat... »

C'est donc dans une situation marquée par l'affirmation de l'opposition et par des difficultés de plus en plus aiguës que se sont tenues, en RDA, le 17 octobre, des élections générales. Du point de vue statistique, la bureaucratie peut se féliciter, elle a battu des records d'unanimité avec plus d'aisance qu'elle ne réalise les objectifs de ses plans : il y a eu 98,58 % de votants, et 99,86 % d'entre eux se sont prononcés pour la liste unique, dite de Front national.

Mais la situation réelle transparait dans cette brève information, en date du 8 octobre :

« Le 10 juin à Riesen, 33 citoyens décidés à partir rédigèrent une pétition pour l'obtention de tous les droits de l'homme et signèrent, en indiquant leur nom et adresse. Entre-temps, on a appris que 34 autres citoyens de Riesen, Karl Marx Stadt (Chemnitz) et d'autres localités se sont solidarisés avec cette action, et qu'au moins trois d'entre eux ont été arrêtés. »

Ce n'est là que la partie visible de l'iceberg : en 1976, environ 100 000 personnes résidant en Allemagne de l'Est ont demandé à partir.

Pour l'appareil bureaucratique du SED, plus la question de l'unité allemande se transcrit dans les faits, s'exprime pratiquement dans les as-

pirations des masses, plus elle doit être éliminée, niée — et avec elle la question de l'existence même d'une nation allemande. Mais c'est une tâche impossible. Pas plus que les décrets de l'Inquisition n'empêchaient la terre de tourner, les proclamations bureaucratiques ne peuvent abolir des réalités forgées par l'histoire, c'est-à-dire résultantes antérieures du développement de la lutte des classes. Paradoxalement en apparence, les besoins de la « coexistence pacifique » — et donc de la consécration de la division de l'Allemagne — avaient abouti en Allemagne fédérale à la réaction ouvrière au « putsch parlementaire ». A l'Est, après les manifestations enthousiastes saluant le passage de Brandt, à travers la multiplication des contacts avec l'Ouest, ils avaient eu pour résultat de renforcer le refus d'une situation symbolisée en même temps que matérialisée par le mur de Berlin. Ce n'est pas une simple formule que de parler de la charge explosive accumulée par l'existence de la division de l'Allemagne.

LA BUREAUCRATIE ET LA NATION ALLEMANDE

La bureaucratie a répondu par l'exorcisme, bannissant le terme de nation allemande du vocabulaire officiel, fabriquant l'effarante théorie de la disparition de la nation allemande et de l'apparition, comme fondement légitime de l'Etat de la RDA, d'une « nation socialiste ».

Lorsque la RDA fut fondée en 1949, le préambule de la Constitution qui fondait le nouvel Etat déclarait : « L'Allemagne est une république démocratique indivisible : elle est constituée sur la base des Lander allemands... Il n'existe qu'une seule nationalité allemande. »

La Constitution « socialiste » de 1968 codifie la division de l'Allemagne : « La République démocra-

tique allemande est un Etat socialiste de **nation allemande.**» (C'est nous qui soulignons).

En 1974, la Constitution est modifiée dans les termes suivants, qui effacent toute référence à la nation allemande : « La République démocratique allemande est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans. »

D'autres modifications de la Constitution, comme celles de son article 6, dont on trouvera ci-contre les rédactions successives, vont dans le même sens.

Ces modifications apportées à la Constitution de la RDA ne sont pas des subtilités juridiques, mais la transcription de besoins politiques de la bureaucratie. La chronologie révèle ici la réalité politique : de 1968 à 1974 s'affirme dans toute son ampleur une nouvelle période de la lutte des classes, celle que l'OCI a définie comme « la période de l'imminence de la révolution », et cette période trouve, en Allemagne, à travers l'activité du prolétariat allemand, l'une de ses expressions et l'une de ses composantes explosives. Le caractère explosif de la « question allemande », posée à nouveau du fait même du développement de la lutte des classes, trouve sa traduction contre-révolutionnaire, en « négatif » en quelque sorte, dans la nouvelle Constitution de la RDA.

Il ne s'agit certes pas que de phrases. Les liens « irrévocables » avec la bureaucratie du Kremlin sont dans la présence des forces d'occupation, le mur et les « vopos » qui le gardent, tout l'appareil de répression de la RDA qui sont là pour garantir la division de l'Allemagne. Mais la fabrication idéologique qui prétend justifier cette pratique totalement contre-révolutionnaire n'est qu'une baudruche. Il revenait à Havemann de la dégonfler, à la veille précisément de ces élections « triomphales ».

Et, parce qu'il s'agit d'une manifestation politique qui ne prend tout son sens qu'en relation avec l'action

L'article 6 de la constitution de 1968...

« Respectant les intérêts du peuple allemand et s'acquittant des obligations internationales incombant à tous les Allemands, la RDA a définitivement éliminé de son territoire le militarisme allemand et le nazisme ; les principes de sa politique extérieure sont la paix et le socialisme, l'entente entre les peuples et la sécurité. »

« Conformément aux principes de l'internationalisme socialiste, la RDA pratique et développe la coopération dans tous les domaines et l'amitié avec l'Union des républiques socialistes soviétiques et avec les autres Etats socialistes. »

...amendé en 1974

« 1) Respectant les intérêts du peuple et les engagements internationaux, la RDA a définitivement éliminé sur son territoire le militarisme allemand et le nazisme. Les principes de sa politique extérieure sont le socialisme et la paix, l'entente entre les peuples et la sécurité. »

« 2) La RDA est à jamais et irrévocablement l'alliée de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Cette alliance étroite et fraternelle est pour le peuple de la RDA la garantie qu'il continuera à avancer sur la voie du socialisme et de la paix. »

« La RDA fait indissolublement partie de la communauté des Etats socialistes. »

Robert Havemann :
« Je ne voterai pas. »

Question : « Le thème des élections à la Chambre du Peuple domine les mass-média depuis des semaines ? »

Havemann : « Je pense que les élections en RDA devraient maintenant être totalement modifiées. Elles ne correspondent plus aux conditions dans lesquelles nous vivons ici. La RDA est maintenant reconnue internationalement, aussi je pense que nous pourrions, ici aussi, autoriser le contrôle démocratique par une opposition, permettre à l'électeur de choisir véritablement entre diverses personnalités. »

Question : « Peut-on dire, comme le SED l'affirme, qu'une nation socialiste spécifique se développe en RDA ? »

Havemann : « Non, je considère cela comme un non-sens. Je considère de toute façon le concept de nation socialiste comme une idiotie. On peut tout au plus parler d'une nation placée dans les conditions du capitalisme ou dans les conditions du socialisme. Mais la nation est soit allemande, soit anglaise, ou quelque chose de semblable. Et les Allemands de la RDA se sentent naturellement proches parents des Allemands de RFA, et chacun sait que l'Allemagne ne s'arrête pas à la frontière entre les deux Etats. »

Question : « Irez-vous voter dimanche ? »

Havemann : « Non, je ne participerai pas à ces élections. »

de toute la classe ouvrière allemande, l'interview téléphonique qu'il a donnée à la veille de ces « élections » à une radio ouest-allemande nous paraît — avec ses confusions mais avec la perspective révolutionnaire qu'elle ouvre et qui est déjà présente dans la lutte de millions d'hommes — un document hautement significatif de la situation présente en Allemagne.

STABILITE...

Ainsi que cela avait été noté au début de cet article, le maître-mot en ce qui concerne l'Allemagne, pendant longtemps, avait été celui de la « stabilité ». Stabilité économique, base de ce qu'on appelait le « miracle allemand », stabilité de la représentation de la bourgeoisie dominée par le puissant CDU-CSU qui, plus qu'un simple parti, semblait, dans l'opposition tout autant qu'au gouvernement, une institution immuable de l'Etat bourgeois tel qu'il avait été reconstruit dans les conditions de la division du pays. Stabilité politique aussi de la direction du SPD, modèle même d'une direction réformatrice tirant toutes les conséquences de la collaboration des classes liant la classe ouvrière, avec le concours des directions syndicales, à l'action concertée. Stabilité enfin de l'Allemagne de l'Est, connaissant à l'abri de son mur et de ses barbelés un rapide développement industriel tout en jouant parfaitement son rôle de repoussoir à l'égard du socialisme.

**« AU CREUX
 DE LA RECESSION »**

Cette image d'Epinal qui visait à effacer comme réalité vivante le prolétariat allemand a toujours été fautive. Mais elle utilisait des éléments réels. Aujourd'hui, tous les éléments

sur lesquels elle prenait appui pour prétendre à la véracité sont remis en question. La place économique que l'impérialisme allemand a reconquise en Europe a souligné sa faiblesse politique et la faiblesse de son Etat enraciné dans la division contre-révolutionnaire de l'Allemagne. Comme le notait dès avril 1975 A. Gosser dans « Le Monde » : « la puissance allemande a créé pour la République fédérale un surcroît de vulnérabilité. Il suffit que la France investisse moins et consomme moins pour que les exportations vers ce principal client déclinent, ce qui accentue la crise en Allemagne ».

En 1976, annoncée comme une année de « reprise », le nombre de chômeurs avoisine toujours le million (984 700 en novembre d'après les chiffres officiels). Et les prévisions des instituts économiques n'ont même pas l'optimisme mesuré des déclarations gouvernementales. Comme le titre le « Financial Times » du 30 novembre, « Le climat des affaires se détériore en RFA », et il donne comme exemple de cette situation que le secteur de production des machines-outils (secteur d'exportation de pointe et indicateur significatif pour toute la production industrielle) stagne au niveau qu'il connaissait en 1975, « au creux de la récession ».

C'est dans ce climat que « Les Echos » du 16 novembre note que « les observateurs s'étonnent de l'importance des demandes présentées par les centrales ouvrières « comme s'il n'existait pas de chômage en Allemagne » puisque dans la sidérurgie, branche pourtant affectée par le marasme, l'IG-Metall voudrait obtenir l'équivalent de 12 % d'amélioration des revenus sous forme d'avantages divers. En général, les autres syndicats sont moins gourmands. Néanmoins, leurs demandes représentent en moyenne des hausses de 8,5 %. Sans doute, les syndicats sont-ils prêts à faire des concessions, mais ils entendent obtenir une

augmentation réelle du pouvoir d'achat. »

Le mouvement amorcé par la classe ouvrière dans la grève du livre, à la veille des élections, se prolonge donc et se réfracte dans les prises de position des directions syndicales.

IMPASSE, DESARROI, DIVISIONS

Face à cette situation, la bourgeoisie apparaît comme profondément divisée. Le parti libéral n'a de signification que dans le cadre de la coalition avec le SPD. Mais surtout, le parti principal de la bourgeoisie, la CDU, est ravagé par une crise profonde. Strauss a d'abord proclamé que désormais la CSU bavaroise ferait cavalier seul... tout en assurant qu'il ne s'agissait pas de constituer un nouveau parti fédéral. Puis, après que la CSU elle-même se soit divisée quant à l'opportunité de cette initiative, il a négocié un compromis avec la direction Kohl (le candidat de la CDU au poste de chancelier) de la CDU, sans qu'aucun problème soit réglé. Car les problèmes ne relèvent pas que du rôle que Strauss voudrait jouer, au contraire ils illustrent le désarroi dans lequel se trouve la bourgeoisie allemande. Le 25 novembre, Strauss prononçait un discours devant l'organisation de jeunesse de son parti. Il dénonçait le « cortège de carnaval » que constituait à ses yeux la politique trop « modérée » de la CDU, et s'écriait : « Prétendent-ils ainsi arrêter le progrès du socialisme en Europe, la marche au Front populaire en Italie et en France ? »

Ce que voulait dire Strauss, c'est qu'il fallait s'orienter vers un choc frontal avec la classe ouvrière. Mais c'est précisément parce que cette politique s'est avérée impossible que la seule solution était le maintien du SPD au pouvoir. Mais, du point de

vue de la bourgeoisie, Strauss a, à la fois, tort et raison. Tort, parce qu'il propose une solution présentement irréaliste ; raison, parce que la nécessité de maintenir en place un gouvernement dominé par le SPD signifie qu'aucun des problèmes fondamentaux auxquels la bourgeoisie allemande doit faire face ne peut être résolu.

Impasse, désarroi, divisions... Ce sont les signes d'une crise politique accentuée qui mine, en son point central, les bases mêmes de l'ordre établi en Europe. Le moteur de cette crise politique, c'est l'action de classe du prolétariat allemand, nourrie par l'inadéquation du régime politique aux besoins de la bourgeoisie. La profondeur atteinte aujourd'hui par cette crise, comme le degré d'activité et d'organisation dont fait montre la classe ouvrière sont à la base de ce changement du « paysage politique » dont parlait un journaliste bourgeois. En fait, c'est d'un changement qualitatif qu'il s'agit, d'une nouvelle étape de la lutte des classes en Allemagne où, à l'échelle de tout le pays, commencent à se mettre en place les éléments constitutifs d'une situation pré-révolutionnaire.

Cette modification de la situation commence également à se transcrire au sein du mouvement ouvrier, dans l'action politique organisée de la classe ouvrière, à travers l'accentuation de la différenciation politique déjà en cours au sein du SPD. Cette différenciation qui en est encore à ses phases préliminaires trouve d'ailleurs sa réflexion jusque dans les sommets de l'appareil, comme en témoigne, au niveau du groupe parlementaire du SPD, l'élimination des représentants de la gauche de tous les postes officiels. Ainsi, Horst Ehmke, lié à Willy Brandt, candidat à la vice-présidence du groupe parlementaire, a été battu par 108 voix contre 104. Et pourtant, même l'aile droite de ce groupe parlementaire n'avait pu suivre Schmidt lorsque

celui-ci, sur la base de tractations avec les dirigeants libéraux, avait voulu repousser au 1^{er} janvier 1978 l'augmentation de 10 % des retraites, promises pendant la campagne électorale pour le 1^{er} juillet 1977. La pression du SPD, y compris de son groupe parlementaire, avait contraint le chancelier à capituler. A peine Schmidt avait-il été réélu chancelier qu'il devait faire face aux conséquences de la démission de son ministre du Travail, Walter Arendt, qui passait pour avoir la confiance des syndicats. Et, peu après, devant le programme réactionnaire que le gouvernement Schmidt mettait en avant, le dirigeant de la DGB, Vetter, parlait « d'épuisement » des possibilités de collaboration entre le gouvernement et les syndicats.

Ce ne sont là que les premières expressions, dans les sommets officiels du mouvement ouvrier, d'un mouvement qui mûrit dans les profondeurs de la classe ouvrière. C'est un mouvement de recomposition de la classe, auquel participe directement la fraction de la classe ouvrière allemande qui, à l'Est, est en marche vers la révolution politique.

DES EVENEMENTS D'IMPORTANCE MONDIALE

La division de l'Europe sépare des régimes dont les fondements sociaux sont antagonistes. En Allemagne, c'est dans le cadre d'une même unité nationale qu'existent, à l'Ouest et à l'Est, des rapports de production différents. C'est une situation à la longue intenable. En Europe, la révolution prolétarienne est appelée à combiner la révolution sociale (là où la bourgeoisie demeure la classe dominante et où l'objectif est la destruction de l'Etat bourgeois) et la révolution politique contre le pouvoir de la caste bureaucratique. En Allemagne, révolution sociale et révolution politique ne peuvent que fu-

sionner dans le combat unique d'une même classe ouvrière.

La place centrale occupée par l'Allemagne dans le dispositif européen — et donc mondial — comme la puissance du prolétariat allemand font que, dans ces conditions, la crise révolutionnaire en Allemagne sonnerait le glas de la domination conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie sur l'Europe. Et c'est en ce sens que la revendication démocratique de l'indépendance et de l'unité inconditionnelle de l'Allemagne n'est pas qu'une « affaire allemande » : c'est un mot d'ordre central de la révolution prolétarienne en Europe.

L'importance de la campagne menée pour que Biermann puisse se rendre en Allemagne de l'Ouest, campagne de masse menée avant tout dans le mouvement ouvrier, comme

celle de l'ampleur de la protestation qui, dans les deux parties de l'Allemagne a répondu à a mesure de banissement, c'est qu'il s'agit là d'une première expression politique consciente et organisée du combat de la classe ouvrière de toute l'Allemagne, pour l'unité et pour le socialisme.

Comme conséquence de tout le développement de la lutte des classes en Europe — développement auquel le prolétariat allemand a pleinement participé — une situation nouvelle se noue en Allemagne. Mais les changements profonds qui se matérialisent en Allemagne sont une donnée de l'accentuation de la marche à la crise révolutionnaire dans toute l'Europe et, en ce sens, il s'agit d'événements d'importance mondiale.

François Forge,
5 janvier 1977.



JUIN 1956, JUIN 1976.
 VINGT ANS JOUR POUR JOUR
 APRES LES EMEUTES DE POZNAN,
 LA CLASSE OUVRIERE ET LES MASSES DE POLOGNE
 SE MOBILISENT CONTRE LA BUREAUCRATIE
 ET LA FONT RECULER.

Pologne, la révolution politique en marche

par Jean-Jacques MARIE

Juin 1976 : vingt ans, jour pour jour, après les grèves et les manifestations de Poznan qui marquaient le début de leur mobilisation massive, les travailleurs polonais se lancent pour la troisième fois à l'assaut de la bureaucratie... A leur manière à eux, ils célèbrent ainsi l'anniversaire de 1956...

Depuis lors, le monde entier se pose la question : le gouvernement Gierek, issu en 1971 de la chute du gouvernement Gomulka, a dû reculer à nouveau devant les travailleurs. A-t-il les moyens de tenir — et quels sont-ils — face à la détermination des masses qui refusent d'accepter les coups qu'il veut leur porter ?

Après Gomulka, la bureaucratie avait trouvé comme solution de rechange Gierek... Après Gierek, elle a trouvé... Gierek. Est-ce là impossibilité de dégager une nouvelle solution de rechange ou signe de stabilité ? Deuxième question liée à celle-ci : la Pologne est-elle un cas particulier ou offre-t-elle l'image de ce qui se prépare et va se passer dans les autres pays de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Hongrie... et en URSS même ?

Le 24 juin le gouvernement de Gierek décidait une série d'augmentations des prix des produits alimentaires à dater du 28. 60 % d'augmentation sur la viande, 100 % sur

le sucre, 50 % sur le beurre et les fromages, 69 % sur le poisson, 30 % sur les volailles et les légumes. Sous le titre « M. Gierek et la vérité des prix », « Le Monde » du 26 juin approuvait cette mesure dans son éditorial : « Tôt ou tard les autorités devaient en venir là. Les salaires ont progressé de 40 % en cinq ans alors que les prix de détail des

Gdansk. Décembre 1970. Les chars de la bureaucratie dégagent « la maison du parti » contre les masses polonaises qui l'assiègent depuis 24 h.

produits de consommation restaient stables. Les pouvoirs publics comblaient la différence mais le fardeau était devenu insupportable. (...) La conjoncture ne permettait guère d'attendre davantage... ».

Les travailleurs polonais ne l'entendirent ni de la même oreille que Gierek, ni de la même oreille que « Le Monde ». Le lendemain, 25

juin, les travailleurs d'Ursus, usine mécanique proche de Varsovie et de Radom se mettaient en grève.. En quelques heures, la Pologne était, à en croire les témoignages qui en viennent, au bord de la grève générale. Le gouvernement polonais fit aussitôt marche arrière et annula toutes les hausses de prix tout en organisant la chasse impitoyable aux grévistes d'Ursus et de Radom...

vingt ans avant...

Rappelons-nous ce qui se passa — et dans quelles conditions — il y a vingt ans. La résistance que les masses, adossées aux conquêtes de la révolution en URSS et à leur extension aux pays de l'Est opposaient à la bureaucratie et à ses mesures, résistance qui prenait la forme d'une immense grève permanente larvée contre les normes et cadences, avait contraint la bureaucratie à prendre des mesures pour relâcher cette pression et pour normaliser ses rapports internes et sa situation même.

Elle s'était engagée, au lendemain de la mort de Staline, dans une politique qu'elle présentait comme « nouvelle », elle adoptait toute une série de réformes économiques et sociales, ensuite complétées par la dénonciation de Staline au vingtième congrès du PCUS. Pour la bureaucratie, l'ensemble de ces mesures devait laisser absolument intact le monopole absolu de son pouvoir politique, mais lui permettre d'enrayer l'extension du mouvement des masses en tentant de remédier à ses causes. Les mesures partielles prises, économiques et sociales, avaient pour but de détendre — de « dégeler » comme dit Ehrenbourg — les rapports internes de la société soviétique et surtout de conforter la bureaucratie. Mais, en même temps, elles aiguisèrent un problème politique. Les inévitables concessions avaient rendu

elles-mêmes plus vive la question : « qui décide, et comment ? » La réponse bureaucratique à cette question prit en URSS une forme historique, celle de l'intervention de Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS, en février 1956.

LA SIGNIFICATION DU RAPPORT KHROUCHTCHEV

Khrouchtchev y prononça dans une séance à huis-clos un rapport dénonçant un certain nombre de crimes et d'« erreurs » de Staline. Le texte du rapport fut ensuite communiqué aux responsables des partis staliens dans le monde et un résumé, assez soigneusement épuré, communiqué aux dix millions de membres du PCUS ou plus exactement aux responsables de cellules, pour y être débattu. Le choc fut brutal. Même si les « révélations » de Khrouchtchev étaient soigneusement sélectionnées, même si son objectif était de « réhabiliter » la fraction stalinienne brutalement épurée par Staline, même s'il justifiait en particulier la répression qui s'était abattue sur l'opposition de gauche et les trotskystes, bref, même s'il s'agissait très précisément d'une mise à jour du stalinisme débarrassé de Staline et de son « culte », mise à jour

destinée à normaliser la place et la fonction de la bureaucratie ainsi que ses relations avec l'impérialisme, il reste que la place historique de Staline et les formes prises à travers lui par la domination de la bureaucratie constituaient une des clés de voûte du monopole politique de cette couche sociale, un élément fondamental de sa place et de son homogénéité politiques constamment ébranlés.

Aussi, la dénonciation du culte et des quelques « crimes » et « erreurs » du Bonaparte divinisé, mort et embaumé susciterent-elles une véritable déflagration dans les rangs des partis staliniens, et développèrent-elles dans les masses l'espoir que quelque chose pouvait changer puisque la cassure, en haut, laissait une issue se dessiner.

C'est par là que le vingtième congrès du PCUS joua un rôle d'accélération voire de cristallisation du mouvement des masses. Destiné à donner un peu de jeu à la bureaucratie, il accélérât la crise politique en son sein car il approfondissait le mouvement des masses qui est à l'origine de cette crise.

C'est en Hongrie et en Pologne que le phénomène prit l'ampleur la plus grande et chercha, en tâtonnant, des formes d'organisation. Dès la fin de 1955, l'étudiant polonais Lasota avait tenté de faire de son hebdomadaire étudiant « Po Prostu » une tribune libre et, autour de ce journal dont le tirage avait connu une brusque flambée, se rassembla très vite une avant-garde communiste dont le programme initial était extrêmement précis : dire la vérité sur tout.

Cette vérité touchait en particulier la situation réelle des travailleurs, et leurs rapports avec l'appareil. Cette démarche ouvrait la voie à la réflexion politique qui amena par exemple les travailleurs de Zeran à retrouver l'héritage historique des conseils ouvriers...

Au même moment, en Hongrie, l'organisation de jeunesse du parti sta-

linien créait le Cercle Petöfi, cercle de discussion destiné aux jeunes intellectuels et étudiants, et qui connaissait dès les lendemains du Vingtième congrès un développement tempétueux. Ainsi, les 27 et 28 juin, au moment même des grandes grèves et manifestations de Poznan, près de 8 000 jeunes travailleurs, étudiants et intellectuels participaient à la réunion du cercle destiné à discuter de la liberté de la presse et acclamaient Tibor Dery, l'écrivain communiste, qui appelait à en finir « avec cet Etat de policiers et de bureaucrates ».

LES MASSES POLONAISES ET HONGROISES SE MOBILISENT

En juin 1956 le mouvement s'accéléra en Pologne comme en Hongrie : les concessions faites par les dirigeants apparaissent insuffisantes aux masses, aux étudiants, aux intellectuels. Elles ne les apaisent pas. En même temps, les reculs successifs des dirigeants, leurs hésitations et leurs doutes évidents constituent autant d'appels à aller plus loin, à agir, car ces hésitations et ces doutes ne suffisent pas aux masses et à l'avant-garde qui s'en dégage.

En juin 1956, le Cercle Petöfi ouvre un débat public sur la liberté de la presse, au même moment où, à Poznan, les ouvriers de l'usine Zispo décident d'envoyer une délégation déposer leurs revendications à Varsovie auprès du gouvernement. La délégation ne revient pas. Le 28 juin les ouvriers de Zispo décrètent la grève, descendent dans la rue. Le gouvernement affolé réprime brutalement les manifestations et procède à des arrestations massives. L'appareil décide pourtant d'ouvrir un peu plus les vannes, par crainte que le mouvement, trop fort, ne l'emporte. En Hongrie, Rakosi démissionne de son poste de premier secrétaire du parti... mais la peur de concessions trop

importantes pousse la bureaucratie à le remplacer par le sinistre Gerö, presque aussi haï que lui, et à condamner en même temps l'activité du cercle Petöfi. En Pologne, l'appareil organise un procès public des « émeutiers » de Poznan où les accusés peuvent à peu près librement utiliser les droits reconnus à la défense. Il réintègre Gomulka, l'ancien premier secrétaire emprisonné sous Staline mais le laisse à la porte du Comité central.

Les masses se sont mobilisées. Les hésitations et les divisions de l'appareil dirigeant face à cette mobilisation les renforcent maintenant plus encore et donnent forme à son mouvement. Convaincue qu'elle se trouve acculée dans une impasse, la majorité de l'appareil dirigeant polonais juge nécessaire une manœuvre politique qui puisse désamorcer le mouvement des masses travailleuses ; aussi engage-t-elle des négociations pour le retour à la direction du parti de Wladislaw Gomulka, ancien premier secrétaire, arrêté, emprisonné, exclu du parti sous Staline... La minorité ultra-stalinienne (les « natoliniens ») et le Kremlin sont hésitants, voire réticents, car ils craignent l'effet en retour d'une pareille concession. De son côté, Gomulka, pour avoir les coudées franches face aux masses travailleuses, pose des conditions qui apparaissent alors inacceptables au Kremlin, à commencer par l'exclusion du Bureau politique du maréchal soviétique Rokossovski, installé au B.P. du parti polonais par Staline... Les négociations achoppent, traînent en longueur, et cette indécision exaspère les masses. Ainsi la VII^e session plénière du Comité central des 19-21 octobre 1956, qui devait organiser, tranquillement et intra muros, les modifications d'équilibre interne de l'équipe dirigeante voit-elle monter vers elle sous forme de meetings, de résolutions, de lettres, une série d'exigences qui sont, peut-on dire, des ultimatums (certes encore gros d'illusions dont l'avenir révélera

le danger) adressés à la direction du parti : changement de direction, publicité totale de la vie du parti, démocratisation de la vie du parti.

L'APPAREIL DU PARTI MENACE

Les travailleurs polonais et la bureaucratie arrivent au bord de l'affrontement. Le plenum du Comité central s'ouvre le 19. Réintégrera-t-il Gomulka ? Le choisira-t-il comme premier secrétaire ? La fraction la plus réactionnaire de l'appareil craint que pareille décision ne serve de détonateur au mouvement des masses. Et pour s'y opposer, elle fait appel au Kremlin. Le Bureau politique du PCUS débarque en plein Comité central du parti polonais à Varsovie et les forces armées de l'URSS, stationnées en territoire polonais, font mouvement vers la capitale. Cette double décision sert de catalyseur à la mobilisation des masses polonaises dressées contre l'intervention du Kremlin et par là d'ailleurs, à celle des masses hongroises qui s'engouffrent dans le combat pour la solidarité avec les travailleurs polonais, face au même adversaire.

Meetings et manifestations se succèdent à Varsovie. L'appareil, sous ce choc, commence à se briser. Ainsi, le Comité du Parti à Varsovie, dirigé par un ex-stalinien ultra, Starszowski, prend des dispositions de mobilisation et organise des distributions d'armes. Des réseaux de groupes ouvriers se multiplient dans les usines, à l'initiative des militants en rupture de ban avec l'appareil. Le parti stalinien est au bord de l'explosion.

Cette mobilisation fait reculer le Kremlin, soudain conscient du danger réel et le pousse à changer de tactique ; il soutient la désignation de Gomulka comme premier secrétaire. Or, cette désignation apparaît

en même temps aux masses comme un échec de la manœuvre d'intimidation du Kremlin. Il est donc naturel que les masses se tournent vers Gomulka et la nouvelle direction du parti pour leur demander de satisfaire leurs revendications. Mais ce mouvement, par lui-même, n'est pas une délégation de confiance aveugle. Cela se marque précisément par le

fait que les travailleurs créent leurs organes du pouvoir, les conseils ouvriers et entreprennent de chasser partout, des syndicats, des postes de direction, du parti, les éléments les plus représentatifs de l'appareil, malgré les invites de Gomulka et de ses amis à ne pas le faire et à préserver « l'unité du parti », c'est-à-dire de l'appareil.

illusions... et contre-révolution

Au même plénum du Comité central qui a vu son accession au pouvoir, Gomulka met d'ailleurs en place le dispositif politique de la contre-offensive de l'appareil contre les masses... Les conseils ouvriers, déclare-t-il, ne doivent être que des organes économiques, d'« autogestion » ouvrière, sans pouvoir politique. Le parti doit garder son rôle de dirigeant unique, il doit être cohérent et uni, c'est là le garant de la permanence de l'Etat... tout cela, bien sûr, accompagné de promesses de « démocratisation » et de « libéralisation », de coups de chapeau aux masses invitées à « produire moins cher, davantage et mieux », c'est-à-dire discrètement invitées à rentrer à l'usine et à ne plus s'occuper de politique : cela, c'est le rôle du parti, seul détenteur du pouvoir en la matière.

Gomulka déclare :

« J'exprime ici l'idée fondamentale qui doit présider au principe de l'autogestion ouvrière et à celui de la coopération dans la gestion des entreprises. Produire moins cher, davantage et mieux, voilà la voie qui mène au relèvement du niveau de la vie de la classe ouvrière et de la nation tout entière. C'est sur de tels fondements que doit s'appuyer la gestion autonome ouvrière, c'est en eux que réside la source des encourage-

ment matériels de toutes sortes qu'il est possible d'appliquer dans la situation économique actuelle.

« Il faut saluer de tout cœur l'initiative de la classe ouvrière pour rationaliser la gestion de l'industrie et pour faire participer les travailleurs à la gestion de leurs entreprises. Cela témoigne de la foi vigoureuse et légitime de la classe ouvrière dans le socialisme. Les organes dirigeants de notre économie, de notre politique et de l'Etat doivent travailler intensément en vue d'aider l'initiative ouvrière et en vue de procéder, là où cela est possible, à une certaine généralisation des formes proposées. Mais en pratique, si on veut travailler sur une plus large échelle, il faut avancer lentement.

« A la tête du processus de démocratisation, se place notre parti, et lui seul pourra orienter ce processus de manière qu'il conduise effectivement à une démocratisation des rapports dans tous les domaines de notre vie, en vue de renforcer les bases de notre régime et non de les affaiblir.

Afin que le parti soit en mesure de remplir énergiquement ses tâches et de se tenir à la tête du processus de démocratisation, il doit être, avant tout, cohérent et uni et doit, dans ses rangs et dans sa vie, appliquer pleinement les principes du

centralisme démocratique. Il doit, dans son activité pratique, respecter sévèrement les principes compris dans les thèses sur les normes léninistes de la vie du parti. Ces principes ont été également prônés dans le passé, mais combien souvent la pratique n'avait presque rien de commun avec eux ! En tête de ces principes il conviendrait de poser la question de l'élection des autorités du parti, du caractère public de la vie du parti, le droit de garder ses points de vue, avec ce principe que les décisions de la majorité engagent tous les membres du parti.

« Ce dernier principe est particulièrement important à l'heure actuelle. C'est sur sa base que doit se réaliser l'unité d'action du parti. »

LE ROLE DE « LA GAUCHE COMMUNISTE »

Le mouvement des masses est si profond que Gomulka évite de se heurter de front à lui et tente de le dévier, de le dévoyer... Il n'a pas la force de le casser : pour ce faire il lui faut d'abord neutraliser le mouvement de la classe ouvrière et reconstituer son appareil bureaucratique dangereusement ébranlé... Orientation on ne peut plus claire et qui définit nettement la fonction que doit remplir le parti stalinien : briser le mouvement des masses.

C'est ce que ne comprend pas la « gauche communiste » qui s'est constituée dans le parti stalinien et autour de lui, sous le choc de ce mouvement et de ses conséquences politiques publiques (le XX^e congrès). Elle veut redresser, améliorer, « démocratiser » le parti.

L'orientation de la « gauche communiste », vers la « démocratisation » et le redressement du parti stalinien, lui interdit dans les faits d'ouvrir véritablement une voie à la centralisation des conseils ouvriers et à

l'expression politique autonome des masses.

« Trybuna Ludu » commente ainsi, en octobre 1957, l'interdiction du journal « Po Prostu » :

Dans toute une série d'articles, *Po Prostu* présenta le mouvement d'Octobre comme un mouvement dirigé contre le pouvoir populaire et général, qu'il identifiait à la « classe des bureaucrates ».

« Le mouvement d'Octobre était dirigé contre le pouvoir absolu de l'appareil bureaucratique en Pologne et avait tenté, par des moyens divers, de vaincre cet appareil. Dans cette situation révolutionnaire, ce mouvement représentait certainement une sorte de manifestation de la lutte de classes des masses populaires contre le nouveau groupe social en formation, le groupe des « managers », élite gouvernant le pays », lisons-nous dans *Po Prostu* (n^o 3 de 1957).

Po Prostu en tire la conclusion que les ouvriers et les conseils ouvriers devaient en venir à l'« étape décisive de notre révolution » et détruire l'appareil de l'Etat populaire, au nom du mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ». Ce slogan démagogique et poussant à la révolte, qui reprenait de façon absolument déformée le mot d'ordre historique de la révolution d'Octobre, était en fait dirigé contre le pouvoir populaire et rejoignait les slogans de la réaction qui cherchait, elle, une « seconde étape » des transformations en Pologne : affaiblir et miner notre Etat populaire.

« REFORME DE LA BUREAUCRATIE » OU REVOLUTION POLITIQUE ?

Gomulka promettait en parole, en 1956, le « droit de garder son point de vue ». Le mouvement était là,

tout puissant. Un an après, il interdit « Po Prostu » qui prétendait conserver le « droit de publier son point de vue ». Telle est la portée véritable de la « démocratisation » d'un parti stalinien.

Alors que la bureaucratie pose son exigence fondamentale : tout le pouvoir à son parti unique ! la « gauche communiste » concentre pour l'essentiel son activité — et appelle donc les travailleurs à concentrer la leur — sur l'objectif : « démocratiser le parti », en chasser la « conserve », c'est-à-dire l'aile droite, les « natoliniens » qui contrôlaient l'appareil auparavant et peuvent constituer l'une des forces principales de sa reconstruction. Cette orientation trouve sans doute une jonction avec les illusions répandues dans les masses elles-mêmes sur Gomulka et sur sa nouvelle équipe, mais elle va directement à l'encontre de ce que le mouvement objectif, réel, de ces mêmes masses tente de dégager en créant les conseils ouvriers qui votent contre les candidats du parti stalinien lors des élections à ces conseils. Elle va donc directement à l'encontre de l'objectif du mouvement des masses : la centralisation des conseils ouvriers pour liquider la bureaucratie. La « réforme », qui s'oppose à la révolution politique, entraîne la défaite du mouvement réel vers la démocratie des conseils, vers la république des conseils ouvriers substituant le pouvoir ouvrier à celui de la bureaucratie.

DISLOCATION ET LIQUIDATION DES CONSEILS OUVRIERS

Ainsi canalisé dans le cadre même de l'appareil, le mouvement vers la généralisation des conseils est émiétté et dévoyé : en quelques mois, l'offensive de l'appareil réussit à les disloquer ou à les réduire à des or-

ganismes croupions de gestion ou d'autogestion dont les ouvriers se détournent. N'est-ce pas là le but de l'autogestion, ici et ailleurs ? Ainsi, le 15 mai 1957, au Neuvième Plénum du Comité central, Gomulka déclare-t-il :

« Les conseils ouvriers ne sont pas les organes du pouvoir politique de la classe ouvrière que furent, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les soviets de députés ouvriers. Ils ne sont pas les maillons de l'appareil administratif de l'Etat populaire. Les conseils ouvriers sont des organes, à travers lesquels la classe ouvrière participe à la gestion de l'économie nationale en prenant bien plus largement et beaucoup plus profondément qu'avant, part aux fonctions organisationnelles et économiques de l'Etat de la démocratie populaire, c'est-à-dire de l'Etat qui édifie le socialisme. »

« Et puis, poursuit Gomulka, combattant toute centralisation des conseils, si l'on dit « a » il faut dire « b ». Un véritable système vertical de conseils ouvriers de bas en haut dans toutes les branches de l'économie nationale devrait être chapeauté par un pouvoir supérieur central. Est-ce que ce devrait être un gouvernement ? Un gouvernement ne peut être l'instance suprême des organisations sociales que sont les conseils ouvriers. » Tout le pouvoir au parti stalinien ! A bas les conseils et leur centralisation ! Ils sont anti-nomyques... Voilà le sens du discours de Gomulka.

Et voilà la politique que Pablo caractérise dans la revue « Quatrième Internationale » comme « l'expression, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche ».

L'appareil, renforcé par la défaite de la révolution hongroise, a repris l'initiative politique. Gozdzik, le di-

rigeant de l'usine Zeran, l'un des plus grands partisans de la « démocratisation » du parti doit constater avant de quitter toute activité politique : « la bureaucratie et les conseils ouvriers ne peuvent pas se marier ». En août 1957, Gomulka ordonne à la milice de matraquer les traminois de Lodz en grève. Il reproche publiquement aux policiers leur « mollesse » : « les forces de sécurité dit-il, ont fait preuve à l'égard des grévistes d'une tolérance qui a

dépassé de beaucoup les limites normales ». Au début de septembre, il fait interdire le journal « Po Prostu ». La reconstruction du parti, un moment ébranlé, secoué, déchiré, va alors grand train... elle ne s'achèvera qu'en mai 1968, douze ans après l'Octobre polonais, au moment même où s'opère la jonction entre la montée de la révolution sociale dans les pays capitalistes, en France notamment, et dans les pays de l'Est (en Tchécoslovaquie).

L'offensive de 1970

L'appareil du Kremlin répond à cette jonction par l'invasion de la Tchécoslovaquie, puis par la solution politique de la « normalisation » qui vise à éviter l'affrontement sanglant avec les masses. Prise entre les tenailles de la bureaucratie et des aspirations des masses, l'équipe de Dubcek, à laquelle le Kremlin essaie d'imposer sa politique, tente de concilier l'inconciliable. Le Kremlin s'en débarrasse au bout de six mois pour mettre en place Husak, son protégé...

Mais l'incapacité du Kremlin à écraser les masses et à promouvoir une solution politique viable, ébranle sa propre mainmise sur ses agences locales, développe dans tous les pays de l'Est les aspirations révolutionnaires à l'indépendance nationale et tend à mettre directement face à face les appareils et les masses, chez lesquelles les illusions envers cet appareil, engendrées par l'histoire et par l'absence de parti révolutionnaire, se sont en partie dissipées.

Ainsi, la mobilisation des masses tchécoslovaques et la crise de l'appareil bureaucratique qu'elle suscite trouve son prolongement immédiat deux ans plus tard, en Pologne. Au printemps 1968, le parti stalinien polonais, inquiet de l'effervescence des

masses en Tchécoslovaquie, avait engagé et apparemment mené à bien une campagne de normalisation préventive, destinée en particulier à arracher les derniers petits vestiges du « printemps de 1956 ». L'opération, à forts relents antisémites, avait apparemment été menée avec un plein succès et sans réaction notable de la classe ouvrière. L'appareil ayant ainsi soudé ses rangs, Gomulka engage brutalement l'offensive contre la classe ouvrière polonaise, en décrétant le 1^{er} décembre 1970 une hausse brutale des prix.

COMITES DE GREVE, MILICE OUVRIERE ARMEE

La réaction des masses polonaises est immédiate : le lendemain, dans les grandes villes de la côte balte, à Gdansk, Gdynia, Szczecin, Sopot, les ouvriers des chantiers navals et des usines déclenchent la grève, organisent, sous la responsabilité des comités de grève immédiatement formés, des manifestations pacifiques de protestation et constituent une milice ouvrière armée. La bureaucratie mobilise immédiatement ses forces spéciales de répression. Des détachements motorisés et blindés, déguisés

en régiments de l'armée, tirent partout sur les manifestants, arrêtent les délégations de grévistes. En quelques heures, des centaines de morts jonchent les rues, mais la classe ouvrière regroupée autour des organes qu'elle a édifîés dès le début de son combat, les comités de grève, ne plie pas et la grève menace de s'étendre. A Szczecin, les comités de grève élus se fédèrent en un Comité central de grève qui, dès la reprise du travail quelques jours plus tard, prend le nom de « commission ouvrière ».

La bureaucratie est confrontée à la menace d'un affrontement brutal avec toute la classe ouvrière polonaise. Tout comme elle, le Kremlin veut à tout prix l'éviter... Quelques jours plus tard, ils jettent par-dessus bord Gomulka, premier secrétaire du parti, Cyrankiewicz, président du conseil, Loga-Sowinski, président du conseil central des syndicats, Walaszek, premier secrétaire de la province de Szczecin... La classe ouvrière a renversé Gomulka et son « réformisme ». Gierek, premier secrétaire de la voievodie de Silésie, le remplace et annonce immédiatement que les salaires vont être augmentés mais ne prend aucun engagement sur les augmentations de prix... Aussi, dès le 10 janvier, les débrayages reprennent dans la région de Szczecin et le 20 janvier, à l'appel du Comité central de grève, les ouvriers paralysent la ville... Quatre jours plus tard Gierek et le nouveau premier ministre Jaroszewicz doivent venir s'expliquer... Quelques jours après les augmentations de prix sont annulées. Les grévistes reprennent le travail, les comités de grève se dissolvent, certains membres des délégations de grévistes restent en prison... Formellement, 1956 s'est répété...

Mais un examen, même superficiel, des événements et de la discussion entre les grévistes de Szczecin et Gierek montre que les rapports entre la classe ouvrière et le parti stalinien se sont profondément modifiés : la

confiance — ébréchée déjà, mais réelle — sur laquelle s'appuyaient l'aile « réformiste » de la bureaucratie et l'équipe de Gomulka, en 1956, s'est évanouie. Il n'en reste que des lambeaux... Les illusions auxquelles a succombé la « gauche communiste » en 1956, sur la démocratisation du parti stalinien, sont parties en fumée...

LES RAPPORTS ENTRE LES MASSES ET L'APPAREIL DU PARTI MODIFIES EN PROFONDEUR

La campagne même d'homogénéisation du parti menée en 1968 par Gomulka et son adjoint rival, le policier Moczar, l'affrontement direct avec les chars de la bureaucratie en décembre ont dissipé les éventuelles illusions et il n'est pas question du parti dans la discussion entre Gierek et les grévistes le 24 janvier. Cela n'empêche pas les travailleurs de se tourner vers lui en même temps qu'ils se battent contre lui... Ils cherchent à utiliser comme canaux les organisations existantes bien qu'elles soient entièrement subordonnées à l'Etat. En revanche, le recul précipité de la bureaucratie lui a permis d'éviter la généralisation de la grève, des comités de grève et des premiers conseils ouvriers apparus en janvier, et donc leur possible centralisation au niveau national. Faute d'une telle centralisation affirmant la classe ouvrière comme prétendante au pouvoir face à l'appareil, les travailleurs n'ont pas d'autre issue politique immédiate que de faire reculer un peu plus encore cet appareil, de lui arracher un peu plus... et de composer avec lui.

C'est pourquoi, lors de la discussion à Szczecin un certain nombre de délégués, après avoir émis des critiques souvent très brutales, affirment comme celui du département

DZ : « Ma section et moi-même, nous soutenons le camarade Gierek. Mais nous le disons de façon pressante au camarade secrétaire et à notre nouveau gouvernement : nous sommes au bout de nos forces. » En même temps une avant-garde se refuse nettement à déléguer la moindre confiance à Gierek. Témoin le dernier délégué qui parle le 24 janvier et dit : « Les travailleurs de notre département reprochent à tous ceux qui ont parlé avant moi, et qu'ils ont écoutés, d'avoir cédé si facilement sur le point concernant l'annulation de la hausse des prix des denrées alimentaires... » et, se tournant vers Gierek et Jaroszewicz, il leur lance : « Vos interventions n'ont pas convaincu les travailleurs de notre département. Et

je voudrais dire ceci : nous arrêtons la grève non pas par conviction, mais parce que les autres l'arrêtent. C'est tout. » Affirmation suivie d'un silence profond, auquel succéda un tumulte croissant, une agitation prolongée de cris. Nous arrêtons la grève, dit en bref ce travailleur, non parce que nous sommes satisfaits ou parce que nous faisons confiance à Gierek, mais parce que nous n'avons pas aujourd'hui de perspective politique qui nous permette d'aller plus loin... Et pourtant ce travailleur exprimait bien le mouvement profond qui poussait la classe ouvrière polonaise en avant, et le rapport des forces réels entre elle et l'appareil puisque quelques jours plus tard, le gouvernement Gierek annulait la hausse des prix...

l'approche de la banqueroute

Précieuse expérience pour la classe ouvrière polonaise et pour les travailleurs de tous les pays de l'Est. La bureaucratie, reculant face aux masses a, en Pologne, évidemment plus que dans les autres pays — mais ce n'est là qu'une différence minime —, fait de plus en plus appel à l'impérialisme pour tenter de sortir de l'impasse. La bureaucratie a sollicité crédits, investissements, prêts. L'impérialisme a monnayé ces crédits, ces investissements et ces prêts contre des concessions économiques et politiques (négociations SALT entre Ford et Brejnev où ce dernier recule à chaque fois devant les exigences de Ford d'obtenir un contrôle sur place des installations militaires atomiques, tentatives des banques ou des Etats bourgeois de contrôler l'usage fait des investissements... etc.). En cinq ans de fuite en avant devant les masses, la bureaucratie polonaise est parvenue à un état de quasi-banqueroute vis-à-vis de ses créanciers occidentaux. Et les banques améri-

caines s'interrogent sur le sérieux d'un gouvernement créditeur incapable de faire payer aux masses l'ardoise nécessaire pour éviter d'être en état de cessation de paiement...

L'impérialisme veut éviter les explosions dans les pays de l'Est. Sonnenfeld, le conseiller de Kissinger, le rappelait en décembre dernier. Mais les exigences du capital son inexorables. Et au début de 1976, la simple lecture des magazines américains montre l'impérialisme attendant de Gierek qu'il mette un frein aux « appétits » des masses polonaises. Depuis 1970, en effet, comme sous-produit de la grève et du renversement par les masses du gouvernement Gomulka, le niveau de vie des travailleurs polonais n'a cessé de s'élever dans une mesure réelle. Pour l'impérialisme et la bureaucratie, la Pologne vit très au-dessus de ses moyens... Il leur fallait donc tenter de mettre les masses à la raison... La nouvelle hausse des prix était une décision hautement politique.

Présentant à la radio le plan de hausses des prix, le premier ministre Jaroszewicz soulignait qu'il s'agissait bien pour la bureaucratie polonaise de céder à la pression de l'impérialisme qui s'exerce par le canal du commerce extérieur et des emprunts divers :

« Le bilan de notre commerce extérieur subit les conséquences de la crise, de la récession et de l'inflation dans les économies des pays capitalistes.

« D'un côté, nous avons dépensé 1,4 milliard de dollars supplémentaires entre 1974 et 1975 pour la hausse des prix des produits importés et, de l'autre, les conséquences de la crise ont fait perdre un milliard de dollars en manque à gagner sur nos exportations vers ces pays.

« Le VII^e congrès a demandé que la production soit supérieure en qualité et en quantité, qu'un effort soit fait pour l'exportation et que les importations soient rationalisées.

« Nos dettes envers l'étranger ne dépassent pas nos possibilités et sont remboursées avec régularité. Nous bénéficions d'une bonne opinion sur le marché international. (...) »

Cette dernière affirmation relève du mensonge pur et simple : la Pologne est, juste avant l'URSS, le pays de l'Est qui jouit de la plus mauvaise « réputation » auprès du capital financier et des banquiers. Un membre du Comité central, Machejek, affirmait d'ailleurs discrètement en décembre 1975 :

« A côté de la vérité optimiste, il y a une deuxième vérité. (...) Nous avons la chance unique d'avoir pu accélérer notre développement économique grâce aux crédits étrangers. Mais quelle limite y a-t-il à notre endettement ? »

A en croire les données du Fonds monétaire international, fondées sur les statistiques polonaises officielles,

ce qu'en pense...

Ouvrant une brèche importante, selon le mot d'un banquier occidental, des banques groupées en syndicat sous la direction de la filiale londonienne de la Chase Manhattan Bank de New York ont réussi à obtenir des renseignements financiers et techniques détaillés avant de garantir un prêt de 240 millions de dollars à la banque Hanálowy, établissement polonais de développement du commerce. (...) La conclusion de l'accord a été annoncée le mois dernier. Cependant, les implications de ce prêt, les négociations conduites en coulisse et les études qui ont précédé son octroi ont peut-être une plus grande signification que l'accord lui-même pour l'avenir des relations du marché financier international avec les pays du bloc socialiste.

Dans le passé, ces pays avaient tendance à regarder les demandes de renseignements financiers comme une ingérence dans leurs affaires intérieures. Les données concernant leurs ressources naturelles étaient également considérées, de par leur nature, comme un secret d'Etat.

Selon M. Peter R. Greer, vice-président du département de la Chase Manhattan Bank chargé des opérations avec l'URSS et l'Europe de l'Est, les responsables des banques ont convaincu les autorités polonaises que le climat sur le marché avait fraîchi. Celles-ci — fait sans précédent — ont donné accès à ce qui était auparavant tenu pour secret d'Etat, en autorisant des inspections et des vérifications rigoureuses quant aux perspectives de développement de l'industrie du cuivre.

(suite page 98.)

... Le « Wall Street Journal »

(Suite de la page 97.)

Les conditions de ce crédit sont favorables aux banques, contrairement à ce qu'on pouvait escompter à l'époque où une liberté absolue régnait encore sur le marché de l'euro-dollar. En 1973, par exemple, les prêts étaient consentis avec un supplément d'intérêt de 1/2 point seulement par rapport au taux pratiqué entre banques sur le marché de l'euro-dollar à Londres. Actuellement, l'emprunt polonais est assorti d'un taux supérieur d'un point et demi au taux de référence et d'une commission d'engagement de 1/2 % sur la fraction du crédit non encore utilisée.

Outre une amélioration du rendement de l'opération, la Chase Manhattan a pu se faire une idée claire de la manière dont le prêt serait remboursé et envoyer ses propres techniciens pour s'assurer que les engagements pris pourraient être tenus. Ainsi qu'on peut lire dans une publication de la Chase Manhattan, « à l'appui de l'opération de crédit, on trouve l'engagement, pris par les ministères du commerce extérieur et de l'industrie lourde, d'exporter suffisamment de cuivre pour assurer un volume de recettes en devises fortes permettant de faire face à toutes les échéances de remboursement ; des stipulations particulières garantissant la disposition de ces recettes par l'emprunteur (la banque Handlowy) ».

De plus, les banques ont obtenu le droit de vérifier annuellement la marche des travaux. Ces vérifications comporteront vraisemblablement des inspections sur place.

« Wall street Journal », 26-6-1975.

le déficit du commerce de la Pologne avec les pays capitalistes est passé de 811,7 millions de dollars pour 1974 à 1 121,4 millions de dollars pour les six premiers mois de 1975 seulement. L'endettement de la Pologne croît en même temps à des rythmes très rapides. Sur le seul marché des eurodevises il est passé entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 1975 de 1 893 à 2 186 millions de dollars.

LES EXIGENCES DU CAPITAL

Les derniers chiffres connus de l'endettement de la Pologne sont bien plus considérables encore. Ils évaluent aux alentours de huit milliards de dollars sa dette extérieure commerciale vis-à-vis de l'Ouest, soit deux fois et demie au moins le montant annuel de ses exportations.

Aussi, les banquiers durcissent-ils les conditions qu'ils mettent aux emprunts accordés à la Pologne. On lira page 97 et ci-contre avec quelle lucidité le « Wall Street Journal » présente les choses, et les conclusions qu'il en tire.

L'impérialisme utilise ainsi directement — et nul n'a le droit de s'en étonner ! — crédits et prêts pour une pénétration économique et une pression politique sur les pays de l'Est, au premier chef sur la Pologne. Juste avant de décider les augmentations de prix, Gierek s'était rendu en Allemagne fédérale, son principal prêteur. Les prêteurs se firent tirer l'oreille et l'admonestèrent.

Le hic dans les rapports entre les bureaucrates polonais et ses prêteurs capitalistes ce sont les rapports entre les bureaucrates polonais et la classe ouvrière polonaise... Dans son discours, Jaroszewicz l'avoue avec une certaine ingénuité :

« Malgré ces ennuis, nous n'avons pas freiné le rythme de développement de la Pologne et nous n'avons pas pratiqué une

politique « de serrer la ceinture », en raison des difficultés et tensions.

« Dans les années 1971-1975, nous avons prévu une croissance du salaire réel de 17-18 %. En réalité, ils ont augmenté presque deux fois plus vite et atteint 40 % d'augmentation. Cela a entraîné une forte augmentation de la demande en produits alimentaires. »

Ainsi la classe ouvrière polonaise, confortée par le renversement de Gomułka en 1970, a mis en échec la politique salariale du gouvernement Gierk. Coïncée entre elle et l'impérialisme, la bureaucratie a choisi d'intervenir au compte des intérêts et sous la pression de ce dernier. Jaroszewicz n'avait-il pas quelque peu l'impression de se lancer dans le vide, lorsqu'après avoir détaillé les mesures de hausses de prix, il concluait :

« Le fait de rendre publiques ces informations ainsi que les dates d'application quelques jours avant leur application montre notre confiance dans la société, notre foi dans les sentiments de dignité et de discipline des citoyens.

« Le gouvernement est profondément convaincu que la population ne décevra pas sa confiance. » (...)

24 HEURES... CONTRE SIX SEMAINES EN 1970-1971

Les débuts de la grève soulignent la détermination des travailleurs et la minceur de leurs illusions sur les dirigeants vers lesquels ils sont contraints de se tourner, en l'absence de toute organisation politique autonome de la classe ouvrière. La réaction immédiate et brutale des bureaucrates indique leur peur — celle surtout de voir se généraliser le mouvement... Mais la rapidité de leur reculade (24 heures... contre six se-

maines en 1970-1971) met aussi en valeur la conscience qu'ils ont de la puissance du prolétariat polonais dans les rapports politiques internationaux et intérieurs tels qu'ils se sont définis depuis 1968.

Nous publions pages 101 et 103 un témoignage sur la répression qui suivit la grève de juin, établi dans le courant de l'été par un ouvrier de Radom. La violence de cette répression ne fut pas seulement le produit de la peur devant les grèves qui venaient d'éclater et qui pouvaient s'étendre sur toute la Pologne comme une traînée de poudre. Elle devait aussi et surtout compenser d'un point de vue politique le recul de la bureaucratie. Parce que cette dernière avait dû céder sur la hausse des prix, l'appareil devait tenter de frapper, le plus sauvagement possible, la classe ouvrière, afin de lui interdire, sur le terrain politique, la victoire qu'elle venait de remporter contre la bureaucratie. D'où la sauvagerie de cette répression... mais aussi l'importance capitale des reculs auxquels la bureaucratie va être contrainte de nouveau, sur un terrain directement politique cette fois.

Le 25 au soir, que disait en effet Jaroszewicz sur Radio-Varsovie ?

« En proposant cette modification nous étions guidés par l'inéluctable nécessité et la situation difficile qui règne depuis longtemps dans l'approvisionnement du pays en viande, et produits dérivés.

« En présentant à la société le projet gouvernemental pour résoudre ces questions difficiles, nous comptions sur la compréhension de la nécessité qui l'imposait. Nous comptions d'autant plus sur cette compréhension que nous propositions de lier cette modification des prix à une compensation réelle pour tous les citoyens des villes et des campagnes.

« Le gouvernement estime indispensable de réexaminer entièrement cette affaire. Cela

exigera plus de temps, au moins plusieurs mois de travail. En conséquence, au nom du Conseil des ministres et après consultation de l'avis du présidium du CRZZ (Conseil central des syndicats), j'ai demandé au présidium de la chambre le retrait du projet gouvernemental.

« Je suis convaincu que toute la société, et avant tout la classe ouvrière, prend cette décision comme la confirmation des bases démocratiques sur lesquelles le parti et le gouvernement fondent leur politique sociale. Je suis convaincu que cette décision sera reçue avec responsabilité, dans une atmosphère de travail intensif et discipliné. »

Il fallait augmenter les prix, affirme Jaroszewicz, il le faut encore ! Mais nous devons annuler cette mesure inévitable ! Nous exigeons en contrepartie « un travail intensif et discipliné » ! Il nous faut céder, mais nous allons frapper, encore et plus fort !

Solution bien précaire dont les reculs successifs de la bureaucratie ont souligné et accru le caractère aléatoire. Juste avant les procès des 16 et 17 juillet, le Premier ministre Jaroszewicz avait annoncé le 14 l'annulation de toutes les hausses de prix, sauf pour la viande dont le prix serait augmenté de 35 % (ou bien de 69 %) en janvier. Cette ultime augmentation, même, a disparu dans les sables. En même temps s'organisait dans tout le pays un vaste mouvement de solidarité, entre autres financière, avec les ouvriers arrêtés, emprisonnés et condamnés. Un comité de soutien aux travailleurs victimes de la répression s'est constitué. Comme le dit le journaliste du « Monde » Marcel Luebert, dans la direction du parti « la stupeur surmontée a fait place au désarroi puis à l'impuissance ».

La mobilisation qui s'est opérée à travers toute la Pologne contre les condamnations et les emprisonnements de grévistes a, par son am-

pleur, montré le danger qui menaçait. C'est pourquoi le lundi 27 septembre, la Cour suprême de Varsovie décidait, en appel, de réduire considérablement les peines des sept condamnés d'Ursus prononcées les 16 et 17 juin et, en conséquence, ordonnait leur libération immédiate.

De voyous et de « hooligans » la veille encore, les travailleurs condamnés devenaient pour la Cour suprême de Pologne « des ouvriers modèles » ; le second procès prévu contre trois autres manifestants d'Ursus était repoussé...

UN SECOND REcul, ENCORE PLUS IMPORTANT QUE LE PREMIER...

La bureaucratie a donc tenté de détendre ses rapports politiques avec la classe ouvrière. C'est le second recul depuis le 25 juin, un recul encore plus profond. Le 25 juin, la bureaucratie cédait devant la menace de grève, là elle cède devant un rapport des forces politique, pour tenter d'éviter de se retrouver isolée, seule face à face avec la classe ouvrière. Situation grosse de périls pour le monopole politique de l'appareil et qui suscite en son sein les tensions les plus vives, car les concessions sur le terrain des libertés contiennent en elles l'ouverture vers l'organisation de la classe ouvrière polonaise.

Aussi l'appareil a-t-il organisé une brutale contre-offensive contre le comité de défense des ouvriers polonais. Menaces, chantages, perquisitions, provocations, tout est bon pour l'UB (KGB polonais) afin de tenter de le briser. C'est pourquoi une vaste campagne de solidarité internationale — que l'OCI, de son côté, a déjà engagée — doit-elle être menée pour faire face à la contre-attaque hystérique de Gierak et de son appareil. Cette bataille doit continuer, s'amplifier.

La répression à Radom et à Ursus...

Dès le matin du 25 juin 1976, presque tous les travailleurs de l'usine mécanique « Ursus » étaient en grève. Les ouvriers attendaient d'abord dans l'usine l'arrivée des représentants de la direction ; vers 9 heures, ils étaient sortis de l'usine et s'étaient rassemblés devant le siège de l'administration. Ils demandaient que les représentants des autorités du pays viennent discuter avec eux. Cette exigence n'avait pas été acceptée par la direction. C'est alors que les ouvriers sont montés sur la voie ferrée qui passe dans le proche voisinage et ont arrêté les trains. Ils l'ont fait pour que la grève d'« Ursus » devienne connue du plus grand nombre.

Pendant tout ce temps, la protestation se passait dans un calme relatif. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues malgré la présence des grandes unités de la MO (« milice civique », c'est-à-dire la police en uniforme) qui faisait aussi des observations, à partir d'un hélicoptère.

Vers 20 heures, les ouvriers ont écouté l'allocution télévisée du président du conseil qui abrogeait la hausse des prix et ils ont commencé à se disperser. C'est alors que les unités de la milice ont attaqué des gens qui rentraient chez eux, en utilisant des grenades, des gaz lacrymogènes, en frappant avec des matraques, en assommant à coups de pied ceux qui tombaient. Pendant la charge de la milice, un wagon restaurant avait pris feu, allumé probablement par une grenade.

Ensuite, dans toute la ville d'Ursus, la milice avait commencé une chasse à l'homme au cours de laquelle on frappait sauvagement des personnes qui se trouvaient dans les rues, surtout des jeunes. Les unités de la MO en uniforme, et sans uniforme, arrêtaient des gens dans le voisinage de l'usine, sur les rues principales de la ville et aussi dans la banlieue d'Ursus ; c'étaient souvent des passants qui s'étaient trouvés là par hasard. Les gens arrêtés étaient frappés avec des matraques, des objets métalliques, des boucles de ceintures ; ils recevaient aussi des coups de pied, souvent jusqu'à la perte de connaissance. Cela dura jusqu'au matin.

Après quoi commença la répression judiciaire : le dimanche 27 juin 1976, les collègues judiciaires commencèrent à travailler, tard dans la nuit. Les inculpés étaient accusés d'avoir attaqué les miliciens, de n'avoir pas obéi à l'ordre de se disperser, d'avoir démolé les magasins et les wagons. La plupart des accusations étaient fausses. Les témoins à charge étaient des miliciens, le plus souvent d'ailleurs autres que ceux qui avaient arrêté les accusés ; les collègues utilisaient leurs dépositions écrites, les témoins eux-mêmes étant absents.

Presque tous les accusés furent condamnés à des amendes (de 1 500 à 5 000 zlotys), à la peine de travailler gratuitement un certain nombre d'heures ou à la prison avec sursis. Après 48 heures, la plupart des inculpés furent renvoyés chez eux.

Après quelques jours, l'entreprise dénonça sans préavis le contrat de travail de tous les ouvriers qui avaient été arrêtés, citant comme justification légale l'article 52 § 1 du Code de Travail (cet article donne une telle possibilité dans les cas d'ivrognerie sur les lieux de travail et d'autres comportements de ce genre). Les ouvriers qui logeaient dans l'hôtel ouvrier furent expulsés de leurs logements le lendemain de la dénonciation de leurs contrats.

Les licenciements frappèrent non seulement ceux qui avaient été arrêtés mais un groupe bien plus large. On licenciait, en se fondant sur les photos faites par la milice et aussi sur les rapports de certains contremaîtres et sur des dénonciations.

(Suite page 103.)

échéances différées

En janvier 1971, le ministre de l'Intérieur Szlachcic avait déclaré aux ouvriers de Szezin : « Nous allons nous défendre ! D'autant plus si ce sont le pouvoir et les institutions qui sont attaqués... » En décembre 1970, pour défendre ce « pouvoir » et ces « institutions », la bureaucratie avait envoyé ses chars contre les travailleurs. En juin 1976, la bureaucratie craint à l'évidence que l'affrontement ne donne à la classe ouvrière polonaise la possibilité de reprendre là où elle s'était arrêtée en janvier 1971... Elle préfère reculer et différer les échéances à plus tard...

COMME UN BOXEUR GROGGY...

Délai insupportable, car les échéances sont urgentes, et parce que son recul donne à la classe ouvrière polonaise — comme à celle de tous les pays de l'Est — une confiance supplémentaire et réduit encore la marge qui sépare la bureaucratie de l'affrontement direct avec les masses. Le gouvernement de Gierek ressemble à un boxeur groggy qui sent qu'il doit frapper, mais ne sait plus où et dessine des moulinets en l'air... ce qui ne signifie pas qu'il ne frappera pas, et d'autant plus violemment.

De 1953 à 1976, le mouvement de la révolution politique dégage la voie qui mène à cet affrontement direct entre les masses et la bureaucratie. Cette dernière, depuis l'écrasement de la révolte des travailleurs de Berlin-Est et de la révolution hongroise, a tenté de le différer. Elle a tenté de multiplier les ouvertures et les manœuvres dilatoires. Mais ces ouvertures et ces manœuvres dilatoires, nécessaires pour écraser le mouvement des masses, le nourrissent au

contraire en retour, comme les victoires de la révolution dans le monde (défaite de l'impérialisme américain au Vietnam puis extension de cette défaite au Laos et au Cambodge, révolution portugaise, effritement du franquisme) renforcent les masses face à l'impérialisme et à la bureaucratie, dont elles sapent les fondements. En Pologne, aujourd'hui, arrive le moment où la bureaucratie n'aura plus de solution politique de rechange à mettre en place, ce qui ne signifie nullement, répétons-le, qu'elle n'est pas décidée à frapper pour tenter de dévier la colère des masses. En 1970, Gierek remplace Gomulka. En 1976, Gierek, knock-out, continue... Pourtant, l'incapacité de l'appareil à dompter la classe ouvrière comme celle de la bureaucratie du Kremlin à tenir ses engagements politiques vis-à-vis de l'impérialisme multiplie en son sein les fissures et les fractures, sans pour autant engendrer de solutions de rechange. De 1953 à 1976, l'appareil avait pu jouer avec une certaine souplesse. Il voit maintenant avec terreur l'annonce des craquements décisifs.

CONSTRUIRE UNE DIRECTION POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE

Mais les moments successifs de la révolution politique dans les pays de l'Est soulignent l'acuité du problème que posait Robert Haveman à propos de Berlin-Est-1953 : l'absence d'une direction politique de la classe ouvrière. Privée de cette direction par les efforts acharnés de la bureaucratie, qui sait parfaitement que le maintien absolu de son monopole politique est la condition de sa sur-

... racontée par un témoin oculaire

On violait ainsi de manière flagrante les droits des ouvriers. Voici des exemples : on dénonga le contrat de travail d'un ouvrier en congé et qui était absent de l'usine pendant les événements ; on licencia un ouvrier malade depuis longtemps et qui était en congé de maladie. Le 25 juin, cet ouvrier, à cause de sa maladie, n'était pas à l'usine.

Puisque le 25 juin, à Ursus, presque tout le monde était en grève, on pouvait licencier n'importe qui, s'il déplaisait à la direction ou aux agents de maîtrise. Le nombre total des licenciés de l'usine mécanique « Ursus » n'est pas connu. On cite des chiffres différents, de 250 personnes à 1 500 personnes. Cette divergence n'a pas été éclaircie jusqu'à maintenant ; on a des raisons de croire que c'est le deuxième chiffre qui est plus proche de la réalité.

Les 4, 5 et 6 juillet, les ouvriers condamnés à payer des amendes reçurent des convocations au commissariat de la MO d'Ursus. Ils y allèrent en pensant qu'il ne s'agissait que de quelques formalités. Or, ils furent arrêtés et transportés à Varsovie, à la prison de Rakowiecka (y compris ceux qui avaient déjà payé leurs amendes). Là ils apprirent que la MO avait demandé une révision des peines qu'elle considérait comme trop légères. Les collèges judiciaires avaient reçu l'ordre de revoir tous les dossiers et de prononcer des peines de prison ferme. Maintenant tous les verdicts prononçaient 3 mois de prison. Certains procès étaient conduits avec un mépris total des normes du code de la procédure criminelle. Ainsi, par exemple, on citait pendant le procès la déposition du témoin à charge qui était absent et qui constatait que l'accusé avait attaqué les miliciens. La cour ne prenait pas en considération les dénégations de l'accusé. Elle justifiait le verdict uniquement par la déposition écrite du témoin absent. On se servait aussi souvent du témoin indirect qui ne faisait qu'enregistrer au commissariat les dépositions des agents qui avaient arrêté les accusés.

Après un mois, les autorités proposèrent à une partie des condamnés un sursis de deux mois d'emprisonnement, pour une période de 6 mois. Au début du mois d'août, environ 40 personnes avaient quitté la prison. Il faut remarquer que ceux qui avaient déjà payé les amendes et avaient ensuite été condamnés à la prison n'ont pas été remboursés jusqu'alors.

Tous les ouvriers victimes de la répression (ceux qui avaient été seulement licenciés et ceux qui avaient été condamnés) ne purent nulle part trouver de travail. Il était interdit de les embaucher dans des entreprises d'Etat, coopératives ou même privées ; l'artisan qui enfreindrait cet interdit, perdrait sa licence.

Le 16 et le 17 juin le tribunal de la voïevodie de Varsovie avait jugé 7 ouvriers, accusés d'avoir fait dérailler la locomotive. Cinq d'entre eux travaillaient dans l'usine mécanique « Ursus », un travaillait à Pruszkow, dans l'usine produisant des machines, un était chauffeur et tenancier d'un kiosque de journaux. Aucun n'avait jamais été condamné. Le plus jeune avait à peine 21 ans, le plus vieux 42. Ils étaient défendus par des avocats commis d'office. Les seules preuves étaient des photos. Le jugement fut le suivant : 5 ans, 4 ans et demi, 4 ans, 4 ans, 3 ans, 3 ans. Le plus jeune des accusés fut condamné à la peine la plus lourde.

Les familles des condamnés se trouvèrent dans une situation matérielle très difficile. Leurs femmes souvent ne travaillaient pas et avaient à charge des petits enfants et, dans certains cas, de vieux parents.

vie, la classe ouvrière avance en tâtonnant, et dès qu'elle ne sent plus de prise, elle s'arrête, cherchant un point d'ancrage. Dans ce cheminement, elle s'adresse aux organisations mêmes de la bureaucratie, elle tente de reconquérir les syndicats, mais dans le combat qu'elle engage, elle met sur pied ses propres organes (comités de grèves, commissions ouvrières, conseils). La révolution hongroise de 1956 a montré avec une éclatante vigueur le point d'aboutissement de ce mouvement : la destruction de l'appareil d'Etat bureaucratique, la dislocation brutale de la bureaucratie dont les éléments inférieurs et certains membres sont amenés dès lors à se placer du côté du prolétariat.

Mais ce mouvement exige, pour aboutir à son terme, la conscience de lui-même et donc l'organisation politique de la classe ouvrière. Ce que la classe ouvrière en Tchécoslovaquie a tenté avec le 14^e Congrès. La bureaucratie comprend parfaitement que ce serait là sa fin. C'est pourquoi elle mène un combat acharné contre toutes les formes de libertés démocratiques (opinion, manifestation, organisation, etc.), car la moindre de ces libertés, dans les pays où le capital a été exproprié, ne peut que déboucher sur l'organisation de la classe ouvrière et permettre à cette dernière de poser la question du pouvoir. Ainsi, la lutte pour les libertés dans ces pays est-elle une partie constituante de la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, unifiant le combat pour la révolution sociale à l'Ouest et pour la révolution politique à l'Est.

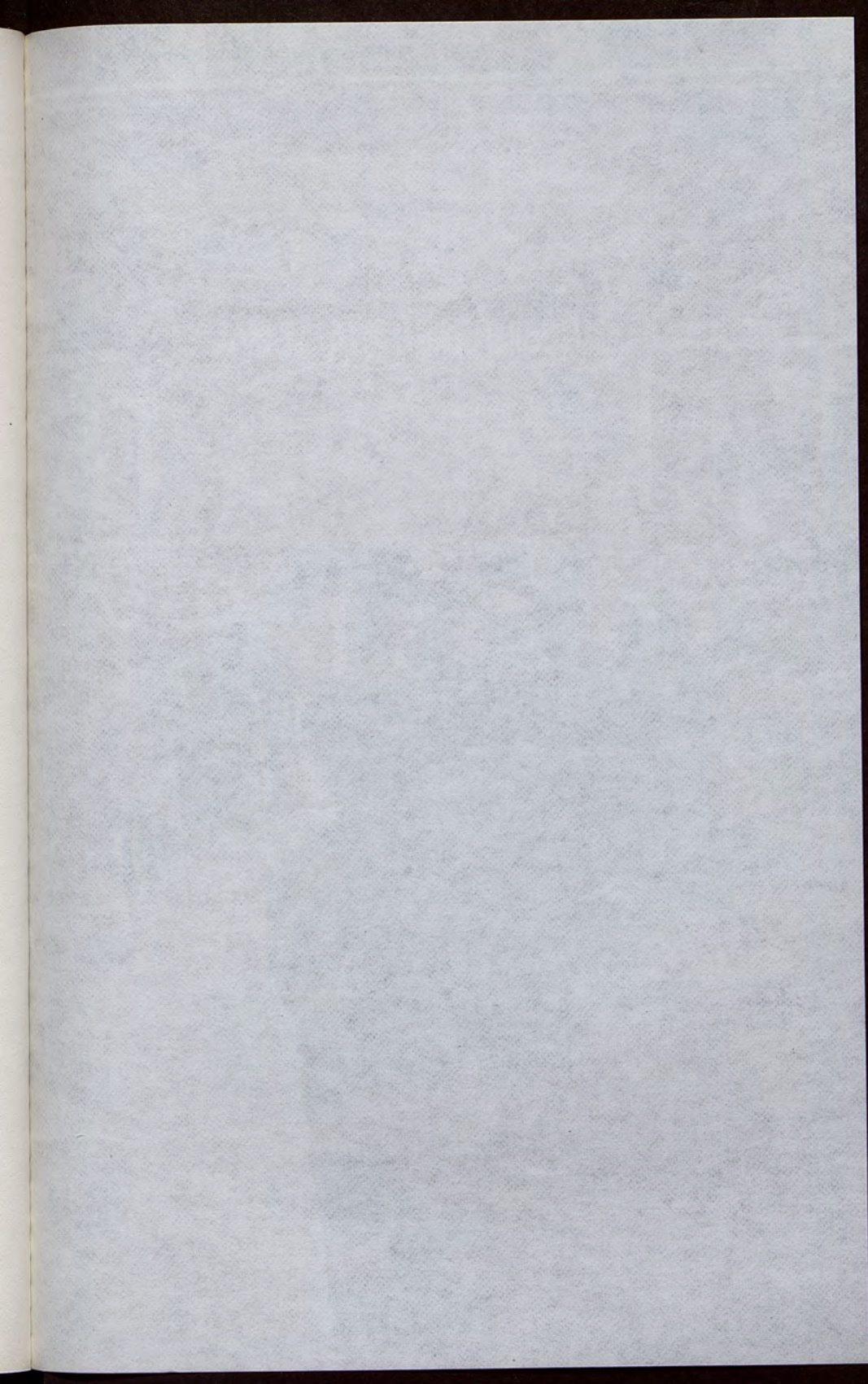
Le troisième affrontement entre la bureaucratie et les masses en Pologne montre que les masses sont engagées dans un profond mouvement,

dont le sens réel est l'expropriation politique de la bureaucratie et la prise en main de la société tout entière, donc du pouvoir politique. Face à ce mouvement, la marge de manœuvre de la bureaucratie — ce qui est tout autre chose que sa capacité de frapper — tend à se réduire aux possibilités que l'impérialisme lui fournit, moins d'ailleurs par les crédits sonnants et trébuchants qu'il lui octroie que par le maintien même de l'ordre bourgeois et par sa lutte contre le prolétariat.

C'est pourquoi les agences nationales de la bureaucratie sont contraintes de soutenir de plus en plus à bout de bras les gouvernements bourgeois en place, le plan d'austérité en Italie ou les généraux du Pérou. C'est pourquoi les partis stalinien n'engagent qu'une ombre de campagne pour la libération de leur propres camarades en Amérique latine. De Poznan 1956 à Ursus-Radom 1976 s'exprime ainsi une profonde maturation de la révolution politique qui, à des rythmes et sous des formes différentes, marche de pair avec le mouvement vers la révolution sociale dans les pays capitalistes.

La récente libération de Müller, de Lopez, de Boukovski et de Corvalan en sont des signes supplémentaires, tout comme l'existence du « Comité de soutien aux travailleurs polonais ». Les cérémonies à grand spectacle organisées pour le 70^e anniversaire de Brejnev prennent, sur ce fond, l'allure d'une répétition caricaturale et sinistre des festivités de 1949... en l'honneur du 70^e anniversaire de Staline...

Jean-Jacques Marie,
20 décembre 1976.





CONGRESSO NACIONAL



...don't le sans trer
politique de la Noran
prise en nota de la soci
centre, donc du pouvoi
l'eco a re mouvement
marquers de ...

...ernita
...evoy
...dion
...me J
...ent de
...erction
...es
...vevey pres
...d'une rep
...entre de
...pour du 70
...
...Jean-Jacques
...20

APRES
CINQ MOIS DE GOUVERNEMENT
DU PARTI SOCIALISTE

où en est la révolution portugaise

par Sergio REIS

Après deux années et demie de révolution et six gouvernements provisoires de coalition entre partis ouvriers et représentants militaires ou civils de la bourgeoisie, le Portugal est dirigé depuis septembre 1976 par le premier gouvernement « constitutionnel » de la II^e République, le gouvernement de Mario Soares.

La tâche assignée à ce gouvernement, formé par les représentants de l'appareil social-démocrate assistés de membres de la hiérarchie militaire, est de réussir là où, globalement, les six gouvernements provisoires ont échoué : entamer, pour cette fois-ci la mener à bien, l'offensive contre les conquêtes arrachées par la classe ouvrière et les masses travailleuses du Portugal depuis le 25 avril 1974.

Mais les masses portugaises conservent d'immenses possibilités de résistance pour défendre ces conquêtes fondamentales de la révolution. La politique du gouvernement Soares conduit à un nouvel affrontement brutal entre les classes.

Les conquêtes de la révolution portugaise, qui peuvent bien sûr s'analyser en termes de gains matériels arrachés par les masses, ont une nature profonde qui n'est compréhensible qu'en rapport avec les relations de propriété et de pouvoir.

Nationalisation des banques et des grandes entreprises, réforme agraire et, surtout et avant tout, conquêtes politiques des travailleurs portugais, existence des commissions de délégués élus des ouvriers, qui, en continuant à exercer un contrôle ouvrier dans la plupart des entreprises, se dressent comme un obstacle face à la volonté de la bourgeoisie de raffermir sa domination de classe, profondément ébranlée par les évé-

Le 2^e congrès du PS portugais, qui s'est tenu à Lisbonne du 30 octobre au 1^{er} novembre 1976. (Gamma).

ments révolutionnaires, telles sont les principales. Détruire ces conquêtes, refouler la classe ouvrière de ces positions, est, pour la bourgeoisie portugaise, un travail indissociable de celui qu'elle a entrepris pour reconstruire son appareil d'État dissolu, et qui en conditionne la réussite. Travail confié à la direction du

parti socialiste, agence directe de la bourgeoisie portugaise et de l'impérialisme, qui ne lui ménage pas son soutien politique et matériel, et en même temps, émanation de l'appareil du premier parti ouvrier, parti ouvrier-bourgeois, du Portugal.

Ici, s'impose un rapide retour en arrière.

deux ans et demi de révolution

La révolution prolétarienne au Portugal a apporté une vérification éclatante de deux lois dont la compréhension est indispensable pour pouvoir analyser l'activité et le comportement des masses dans les premières étapes de tout processus révolutionnaire : la tendance et la capacité des masses à mettre en place, dans le même temps où elles s'attaquent aux institutions de l'État bourgeois pour les démanteler, leurs propres organes indépendants, manifestations embryonnaires du pouvoir soviétique ; la démarche qui fait qu'aux premières étapes de leur radicalisation, les masses passent par les organisations traditionnelles dont elles se saisissent, en y cherchant le moyen de la réalisation de leurs aspirations.

Au Portugal, dans les semaines et les mois qui ont suivi le 25 avril 1974, les travailleurs ont constitué leurs commissions de délégués élus ; ces mêmes travailleurs ont afflué en masse dans les rangs des organisations traditionnelles, stalinienne et réformiste, le PCP et le PSP. Ces deux lois reflètent un même mouvement, celui de la classe ouvrière en période d'activité révolutionnaire. Mais elles mettent aussi en lumière la contradiction interne qui pèse sur ce mouvement. Car ces organisations traditionnelles sont dirigées par des appareils contre-révolutionnaires, at-

tachés à l'ordre ancien contre lequel se dressent les masses. Cette contradiction ne peut être levée qu'à travers le cours même de la révolution. Comme l'écrit Léon Trotsky dans la préface à son « Histoire de la révolution russe » :

« Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. »

Mais ce processus ne peut aboutir que pour autant qu'y intervient et que s'y construit l'avant-garde révolutionnaire dont l'activité nourrit et oriente le mouvement de masses vers leur dégagement de l'influence des partis traditionnels, ouvrant ainsi la voie à la construction du parti de la prise du pouvoir, capable d'entraîner jusqu'à la victoire les travailleurs organisés dans leurs propres organes de pouvoir. Dans les premières phases de leur activité révo-

lutionnaire, les masses ne peuvent saisir la question du pouvoir central qu'à travers les vieilles représentations politiques, la centralisation politique de leur action organisée dans ces organes indépendants ne pouvant se faire que dans la lutte pour un gouvernement des partis traditionnels, indépendant de la représentation politique de la bourgeoisie, au Portugal, un gouvernement du PCP et du PSP.

La politique des appareils bourgeois dirigeant les organisations consiste à empêcher à tout prix cette centralisation et à tenter de détruire les organes indépendants des masses, tout en aliénant leurs représentations politiques traditionnelles dans des coalitions avec la bourgeoisie et ses partis.

TRANSFERT

Au Portugal, dans un premier temps, la remontée des masses dans les organisations traditionnelles a d'abord bénéficié au PCP, seul parti ouvrier à avoir maintenu une continuité d'intervention pendant la dictature, disposant d'un appareil, encore que limité, et jouissant d'un prestige réel dans les masses. Mais le heurt est intervenu rapidement et brutalement entre ce que des milliers et des milliers d'ouvriers, de travailleurs venaient chercher dans cette organisation et les impératifs imposés par la défense de l'ordre bourgeois à la direction stalinienne.

Dès les premières semaines, celle-ci utilisait son prestige et son influence contre le mouvement des masses, principalement contre la vague de grèves de juin 1974. En même temps qu'elle participait aux gouvernements provisoires de coalition de Spínola, dont elle représentait la principale force d'appui, la direction stalinienne s'attaquait aux grèves et aux commissions de dé-

légués élus des travailleurs. En l'absence d'un parti révolutionnaire, de nombreux militants, venus notamment du PCP, une fraction importante de la classe ouvrière, qui voulaient défendre leurs grèves, leurs commissions de délégués, s'orientaient vers le PS. L'attaque de la direction du PCP contre le mouvement indépendant de la classe ouvrière contre l'expression politique qu'il avait prise en donnant la majorité au PS et au PCP dans les élections à la Constituante du 25 avril 1975, culmina dans l'offensive menée conjointement avec le MFA contre le résultat des élections, contre les libertés démocratiques, pour la destruction des commissions de travailleurs à travers leur subordination aux représentants décomposés de la hiérarchie militaire. C'était en juin et juillet 1975.

Le 8 juillet 1975, les dirigeants du PS, contraints par la pression de la base ouvrière du parti, quittaient le quatrième gouvernement provisoire. Ce pas vers la rupture avec la bourgeoisie, partielle et limitée à quelques jours, permettait néanmoins que soient libérées de formidables forces de classe. Un mouvement commençait, qui utilisait d'abord le canal des manifestations de masse du PS, et qui tournera ensuite à l'offensive généralisée contre le VI^e gouvernement provisoire, que PS et PCP constituent à la fin du mois d'août avec les représentants du parti bourgeois PPD et de la hiérarchie militaire. Après avoir fait « un pas à gauche », la direction du PS, face au mouvement de masse qui se développe et s'approfondit, opère un brutal retour à droite. Elle monte à son tour en première ligne, constitue la colonne vertébrale du VI^e gouvernement provisoire de coalition.

AVANT LE 25 NOVEMBRE 1975

En octobre et novembre 1975, la classe ouvrière portugaise se mobilise

dans une énorme vague de grèves. On les compte par centaines, et dans toutes les corporations. Mouvement d'une profonde signification politique : contre les coalitions bourgeoises, la classe ouvrière se dresse, tend ses mains vers le pouvoir, vers le gouvernement. Le point le plus élevé est atteint le 12 novembre lorsque des dizaines de milliers de travailleurs du bâtiment assiègent le gouvernement et la Constituante. Dans les grandes usines de la région de Lisbonne et de Setubal, les métallurgistes veulent, à leur tour, marcher sur le palais de Sao Bento. Ils en sont empêchés par leurs dirigeants. Le gouvernement capitule. La classe ouvrière ne se heurte pas alors à la force objective de la bourgeoisie, mais à sa propre représentation politique. Appareils stalinien et social-démocrate collaborent pour dissocier le front de classe qui s'est formé dans la vague gréviste, au sein des commissions de délégués élus, dans les manifestations des métallos ou du bâtiment. Le PCP jette tout son poids dans la bataille pour entraîner les travailleurs qu'il influence vers le palais présidentiel de Belem, se dressant directement contre l'aspiration des masses dont le mouvement appelait la formation d'un gouvernement du PS et du PCP, responsable devant la Constituante.

Manifestations et contre-manifestations se succèdent, organisées par les directions du PS et du PCP, pour désorienter la classe ouvrière. C'est cette préparation politique, et elle seule, qui permet la provocation du 25 novembre, pendant laquelle, comme il le confiera plus tard, le général Costa Gomes, Président de la République, sera en contact et en négociation permanente avec les partis bourgeois, les directions du PS et du PCP, et y compris le groupe gauchiste UDP.

Le recul politique infligé à la classe est le produit de la contradiction interne qui a pesé de toutes ses for-

ces contre les aspirations profondes des masses, contradiction que la faiblesse de l'avant-garde n'a pu, à ce moment, contribuer à lever.

DU 25 NOVEMBRE AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Après le 25 novembre, s'ouvre une nouvelle phase de la révolution portugaise.

Pour la bourgeoisie, il s'agit de procéder à une redistribution des forces politiques lui permettant d'avancer dans la voie de la reconstruction de son appareil d'Etat. Elle entreprend d'abord la réorganisation de ses forces armées, en ayant comme objectif de mettre fin aux déchirements internes de la hiérarchie militaire, après avoir liquidé provisoirement après le 25 novembre le mouvement indépendant des soldats qui s'était nourri dans la mobilisation des masses à travers le pays.

A travers la négociation d'un nouveau pacte entre la hiérarchie militaire et les partis, bourgeois et ouvriers-bourgeois, elle met en place le cadre constitutionnel d'une forme abâtardie de démocratie parlementaire, soumise à la tutelle étroite de la hiérarchie militaire représentée par le Conseil de la Révolution.

Cependant, le 25 novembre n'a pas interrompu la révolution, s'il en a modifié le cours. Entre janvier et avril 1976, date à laquelle se déroulent les élections législatives, les mobilisations ouvrières ne manquent pas. A la veille des élections, elles se font même plus nombreuses. Le résultat des élections, qui donnent une nouvelle fois la majorité au PS et au PCP, majoritaires dans l'Assemblée de la République, confirment la volonté des masses de refuser la présence des partis de la bourgeoisie au gouvernement, de voir se consti-

tuer un gouvernement de leurs partis. Ce sont encore une fois les appareils dirigeants des partis ouvriers, et eux seuls, qui peuvent s'opposer à cette aspiration. Ils le font d'abord au travers de l'élection présidentielle. La politique des dirigeants du PCP et du PS consiste à laisser le champ libre aux candidats de la hiérarchie militaire. La direction du PS, qui s'oppose au sein de son propre parti aux militants qui veulent que le PS présente son candidat, décide d'appuyer la candidature du général Eanes, un des « héros » du 25 novembre, artisan de la réorganisation des « Forces armées portugaises » après le renvoi du MFA au magasin des accessoires usés, représentant de l'équilibre fragile établi entre les différentes cliques qui continuent à rivaliser au sein du corps des officiers. Ce soutien s'exerce au côté des partis bourgeois PPD et CDS.

La présence d'un autre candidat militaire, l'amiral Pinheiro de Azevedo, alors Premier ministre du VI^e gouvernement provisoire de coalition, était certes le reflet des déchirements persistants, après le 25 novembre, au sein de l'armée et dans le Conseil de la Révolution lui-même. Mais elle va surtout permettre à la direction du PCP de mener de son côté le combat contre les aspirations de ses militants. La direction du PCP était favorable à ce que le PS et le PC soutiennent en commun la candidature Eanes. Mais l'appui donné à celui-ci par les partis réactionnaires mettait l'appareil du PC dans l'impossibilité d'amener ses militants à accepter la politique de soutien au candidat de la hiérarchie militaire. C'est dans ces conditions que la direction du PCP dut se résigner à présenter son propre candidat, Otávio Pato, présenté comme un candidat pour l'unité des forces armées, le PCP ne voulant pas avoir à faire le choix entre deux membres du Conseil de la Révolution et contribuer ainsi à accroître les divisions au sein des forces armées. Les thèses

du VIII^e Congrès du PCP, tenu en novembre 1976, confirment d'ailleurs « qu'en aucun cas, une candidature civile unique n'était une solution à ce problème ».

Contre cette politique qui fut celle développée par les militants trotskystes portugais, dont le combat pour une candidature civile commune du PS et du PCP recueillit un écho considérable et l'appui direct de plusieurs milliers de travailleurs, contre ensuite ce que la candidature Pato aurait pu représenter comme perspective pour les millions de travailleurs qui refusaient de voter pour les militaires du 25 novembre, la direction du PCP sabota consciencieusement sa propre candidature en affirmant par avance qu'elle soutiendrait le candidat militaire élu.

Un troisième candidat de la hiérarchie militaire venait compléter cette mise en scène. Otelo de Carvalho, soutenu par les groupes gauchistes, démagogue bourgeois qui a fait preuve en toute circonstance, et récemment encore, de sa fidélité au corps réactionnaire des officiers, en se soumettant à une mesure de trente jours d'arrêt infligée par ses pairs, pour avoir fait une déclaration de nature politique.

L'élection d'Eanes traduisait le résultat du blocage opéré par les appareils dirigeants, mais aussi la volonté des militants et des masses de s'opposer à cette orientation. Par rapport aux voix recueillies quelques semaines plus tôt par les candidats du PSP aux élections législatives, la perte de voix subie par Eanes est de plus d'un million. Les meetings de soutien à Eanes organisés par la direction du PS, et réunissant de maigres assemblées, étaient annonciateurs de ce résultat. Les principales bases de mobilisation du PSP, ses noyaux d'entreprises, avaient refusé de se mettre au service de la campagne de l'officier réactionnaire.

Ainsi, dans le camp de la classe

ouvrière, les élections présidentielles mettaient en relief le fait qu'une masse croissante de militants et de travailleurs ressentait ouvertement la contradiction entre la politique des dirigeants et la volonté des masses clairement exprimée.

Pour la bourgeoisie, l'élection à la présidence de la République d'un

officier réactionnaire auquel la constitution accorde de très importantes prérogatives, garanties par le Conseil de la Révolution, achevait la phase de réorganisation politique, permettait ainsi d'avancer vers la constitution du gouvernement susceptible d'engager l'offensive contre les conquêtes de la révolution.

le PS et son gouvernement

L'achèvement de la mise en place des nouvelles institutions politiques n'est pas équivalent à la reconstruction de l'Etat bourgeois. Il y faut encore une modification en profondeur des rapports de force entre les classes. Cela, la bourgeoisie portugaise est incapable de le tenter en utilisant sa représentation politique directe, les partis bourgeois PPD et CDS, dont la présence au gouvernement entraînerait une riposte immédiate des masses. Le programme défini laconiquement par Salgado Zenha, dirigeant du PS, « cesser de faire la révolution et reconstruire l'Etat », seuls peuvent le mener à bien les partis ouvriers dans lesquels se reconnaissent encore les plus larges masses du Portugal.

UN PARTI SOCIAL-DEMOCRATE

Cette tâche incombe au parti socialiste portugais, premier parti ouvrier du pays, dans des conditions que les rappels précédemment faits permettent de préciser. A la veille du 25 avril 1974, le PSP, reconstitué en 1973 en Allemagne sous l'impulsion d'un groupe d'intellectuels venus du mouvement libéral bourgeois, ne regroupait que quelques dizaines de

militants actifs et quelques centaines de sympathisants. Mais il s'était reconstitué comme parti social-démocrate, lié à la social-démocratie internationale, comme expression portugaise du courant réformiste du mouvement ouvrier international. C'est à ce titre qu'il a bénéficié de la remontée des masses dans leurs organisations traditionnelles, dans des circonstances historiques générales — la crise de l'appareil stalinien international — et particulières — la montée en première ligne du PCP contre le mouvement des masses — qui ont fait que ce petit groupe s'est transformé en un parti ouvrier de masse se construisant à gauche du PCP et regroupant une fraction importante des travailleurs les plus avancés.

Phénomène qui a des précédents, même si leur signification n'apparaissait pas aussi nettement, et qui est riche d'enseignements en ce qui concerne l'avenir prochain des organisations social-démocrates en Europe. Mais ce qui était particulier à la situation portugaise c'est que des milliers d'ouvriers révolutionnaires qui venaient au PS, souvent après être sortis du PCP, ne trouvaient pas en face d'eux un appareil puissant et éprouvé depuis des années, susceptible de s'opposer directement à l'expression de leurs aspirations au sein du parti.

En mai 1975, avant même l'afflux d'adhésions de la période de la lutte contre le gonzalvisme, le PS regroupait quelque huit cents noyaux d'entreprises, disposant au sein du parti de leurs structures particulières de direction et de coordination, commissions de travail régionales et coordinatrices par branche, animées par une couche de militants ouvriers, jeunes pour la plupart, et extrêmement radicalisés. « Ici se voyait, comme le dit un slogan habituel au Portugal, la force du PS ». Les grandes mobilisations de juillet 1975, dans lesquelles le PSP regroupait les manifestants par dizaines et centaines de milliers, attestaient de la force et de l'efficacité de ces noyaux, de leur implantation dans la classe. C'est pendant cette période et ensuite, jusqu'à la formation du VI^e gouvernement provisoire, que les militants ouvriers du PS se montraient capables d'arracher aux staliniens la direction d'un nombre important de grands syndicats. Ces militants, en 1974 et en 1975, avaient été au premier rang dans la défense des commissions de délégués élus des travailleurs, notamment contre les attaques des staliniens et des gauchistes appuyés par le MFA, visant à les détruire, à les dénaturer ou à les contrôler.

Mais la présence, même massive de ces militants au sein du PS portugais, la faiblesse relative de l'appareil bourgeois ne modifient pas pour autant, pas plus qu'ailleurs au demeurant, la nature social-démocrate du PSP, donnée par son lien avec la social-démocratie internationale, sa vocation de parti ouvrier parlementaire, sa place dans la lutte des classes. Elles signifient simplement que pour répondre à ce que la bourgeoisie attend de sa politique gouvernementale, l'appareil social-démocrate doit s'engager dans une politique de normalisation au sein de son parti, tenter de résoudre à son profit la contradiction entre les aspirations des militants qui attendent du premier gouvernement socialiste, « leur »

gouvernement, des mesures conformes aux intérêts des plus larges masses, et les impératifs de sa politique bourgeoise exigeant de préparer les coups les plus durs contre les travailleurs et leurs conquêtes.

LE DEUXIEME CONGRES DU PSP

La direction Soares était parfaitement consciente de la nécessité de garantir au gouvernement minoritaire du PS (qui a obtenu 35 % des voix aux élections législatives d'avril 1976) un minimum d'équilibre initial en remettant de l'ordre dans le parti.

Le 8 septembre, en tant que Premier ministre, Mario Soares trace dans une intervention télévisée, les grandes lignes de la politique du gouvernement. La cible est clairement désignée : la classe ouvrière et notamment les travailleurs de la ceinture industrielle de Lisbonne, accusés de vivre aux crochets du reste du pays, et les ouvriers agricoles de l'Alentejo (Soares attaque brutalement la réforme agraire).

Simultanément, comme secrétaire général du PS, il annonce la tenue par anticipation du congrès du parti initialement prévu pour janvier 1977. Là encore, la cible visée ne fait aucun doute. Le projet de modification des statuts du parti, avancé par la direction Soares et l'aile droite, prévoit la liquidation pure et simple de toutes les structures propres au secteur du travail et la subordination des noyaux d'entreprise aux structures locales, sections et fédérations, dans lesquelles le poids de l'appareil est considérablement plus important.

La domestication des militants ouvriers est indispensable pour faire passer les mesures anti-ouvrières auxquelles ils sont susceptibles de s'opposer, favorisant ainsi l'expression et l'organisation de la riposte de larges couches de la classe ouvrière.

Dès avant le congrès du PS, fixé à la fin du mois d'octobre, la capacité des militants ouvriers de ce parti d'ouvrir une perspective de combat aux couches de la classe ouvrière qui cherchent à s'opposer aux premiers décrets-lois du gouvernement Soares, et par conséquent de favoriser la recherche d'une issue politique par la classe ouvrière portugaise, est mise en lumière par leur rôle à la direction du syndicat des enseignants du Grand Lisbonne. Dirigé par des militants socialistes, en collaboration avec des militants trotskystes, ce syndicat organise la mobilisation nationale des enseignants contre un décret du ministre socialiste Sottomayor Cardia (aile droite du PS) qui remet en cause leurs droits acquis et voue des milliers d'entre eux au chômage.

Le 12 octobre, il dirige contre le ministère une manifestation de 15.000 personnes à Lisbonne. Le 13 octobre, la « Commission de travail » de Lisbonne du PS publie un communiqué de solidarité avec les dirigeants du syndicat. La presse de droite et d'extrême-droite, suivie par les autres journaux, évoque ouvertement les risques de scission dans le Parti socialiste.

Pour la bourgeoisie, comme pour la classe ouvrière, le début de résistance à la politique du gouvernement qui se manifeste au sein du parti au pouvoir va faire du congrès un enjeu majeur.

Face à l'attaque brutale dirigée contre elle par la direction social-démocrate, assistée par celle du PCP comme l'atteste notamment le comportement des enseignants membres de ce parti tentant par tous les moyens de disloquer la mobilisation de cette profession, la classe ouvrière cherche une ouverture politique, une direction. Et c'est indiscutablement vers les cadres et les militants ouvriers qu'elle se tourne.

En ce sens, le résultat de leur activité au sein du PS pour organiser la résistance aux mesures anti-ouvrières

du gouvernement ne peut être mesuré à son seul impact immédiat. Il s'agit de l'amorce d'un processus de recomposition dans les rangs de la classe ouvrière, processus inévitablement long et difficile et qui ne concerne directement qu'une avant-garde, mais susceptible de se faire entendre des plus larges masses d'ores et déjà extrêmement attentives.

AILE GAUCHE ET CADRES OUVRIERS

Or, les contours de cette avant-garde ouvrière se sont précisés au sein du congrès du PSP et celle-ci s'est manifestée d'une manière organisée ; en combattant politiquement contre les mesures les plus ouvertement contraires à la vocation d'un gouvernement qui se prétend socialiste, en particulier la loi sur les licenciements pour « motif justifié » qui organise et garantit l'arbitraire patronal dans ce domaine ; en prônant la défense et le renforcement des structures internes qui ont fait la force du PS et ont fourni ainsi sa « base sociale d'appui » au gouvernement, les structures du secteur du travail ont présenté sur ces bases, à la commission nationale du parti, une liste concurrente pour l'élection à celle de Mario Soares, qui regroupait les « chefs historiques » du PS et les éléments les plus réactionnaires. Malgré la préparation et l'organisation bureaucratique du congrès, malgré l'appui apporté à la direction Soares par les principales « figures » de la social-démocratie européenne, la liste B, regroupant les dirigeants ouvriers, les dirigeants syndicaux, les cadres du secteur ouvrier, recueillait 25 % des mandats et le quart des sièges à la Commission nationale.

Pour la direction social-démocrate, dont certains porte-parole demandaient ouvertement l'expulsion du parti « de ceux qui se sont trompés

de parti », c'était un échec. Le déplacement à gauche des masses entraînaient une large fraction du parti. Au sein du congrès, c'est l'aile droite qui se trouvait isolée.

Le résultat obtenu par l'aile gauche du PS était d'autant plus significatif que Lopes Cardoso, ministre de l'Agriculture se donnant volontiers pour la figure de proue de cette « sensibilité radicale », refusait de se présenter sur la liste B, sans pour autant se rallier à celle de Mario Soares. Attitude sanctionnée au lendemain du congrès par sa démission du gouvernement. Deux semaines plus tard, le congrès des jeunes socialistes voyait une répétition de l'affrontement, la liste soutenue par la direction Soares ne l'emportant ici que par cinq voix de majorité. Sur 41 membres, la commission nationale de la JS comporte alors 20 représentants de l'aile gauche, liée à la liste B du parti.

OFFENSIVE BUREAUCRATIQUE AU SEIN DU PS

Ces résultats ne signifiaient en aucun cas que la direction du PS allait reculer sur ses objectifs gouvernementaux ou sur la « remise en ordre » du parti. Bien au contraire. Mais elle devait avoir recours à l'arsenal des mesures bureaucratiques et répressives, pour n'avoir pas réussi à isoler politiquement les militants les plus avancés et avoir échoué à obtenir un blanc-seing pour la politique gouvernementale. Elle se heurtait ainsi directement aux aspirations démocratiques des militants qui ont joué un grand rôle dans la venue au PS de couches de travailleurs révoltés par les méthodes de la direction stalinienne.

Alors que la direction Soares avait

dû reculer au congrès sur la réforme des statuts et la renvoyer à un congrès extraordinaire à tenir en janvier 1977 à Porto, le secrétaire général du PS décide de placer la commission de travail de Lisbonne, bastion de l'aile gauche, sous le contrôle du ministre du Travail, Marcelo Curto.

Le 15 novembre, une bombe de forte puissance explose au domicile de Lopes Cardoso, manquant de peu son objectif : assassiner ce dirigeant du PS. Le Conseil de la Révolution, qui suit une politique systématique de protection des terroristes d'extrême-droite, de libération des agents de la PIDE, de réintégration des officiers fascistes « assainis » après le 25 avril 1974, le président de la République et le gouvernement lui-même se bornent à émettre des communiqués.

Pour avoir appuyé par contre un meeting de protestation organisé par dix directions syndicales, les dirigeants de la Commission de travail de Lisbonne sont suspendus par la direction du PS et traduits devant la Commission des conflits. Quelques jours plus tard, la même sanction frappe quatre dirigeants de Coimbra.

Malgré cette offensive bureaucratique brutale, les votes du plan et du budget ont démontré que la résistance à la politique gouvernementale au sein du PS n'a pas cédé. Le 30 décembre, deux députés de l'aile gauche, Aires Rodrigues et Camélinda Perreira votent contre le plan et le budget du gouvernement PS.

Une question commande désormais les prochaines échéances de la révolution portugaise : la capacité de cette résistance interne de fusionner avec le mouvement d'opposition que suscite dans la classe ouvrière les mesures brutales du gouvernement et d'ouvrir ainsi à ce mouvement une perspective politique indépendante lui permettant d'aller plus loin.

la politique du PS et le mouvement des masses

Entièrement dictée par les besoins de la bourgeoisie, la politique du gouvernement Soares conduit à l'affrontement.

TEXTES ET DECRETS ANTI-OUVRIERS

Nous n'en donnerons ici que quelques exemples. Le gouvernement Soares a adopté un décret-loi sur les licenciements pour « motif justifié », qui prévoit 14 causes de licenciement dont « le fait d'avoir ri en présence du patron avec l'intention manifeste de se moquer de lui », ou « la mauvaise entente avec ses camarades de travail », ou encore « la baisse de rendement ».

Cette organisation de l'arbitraire est encore accentuée par le fait que pratiquement toute voie de recours est interdite aux travailleurs. Ce décret-loi est très évidemment dirigé contre les commissions de travailleurs qui, depuis juin 1974, exercent dans toutes les entreprises où elles fonctionnent le contrôle de l'embauche et s'opposent aux licenciements. Pour le moment, le décret-loi n'a été utilisé par le patronat que dans les petites entreprises qui emploient d'ailleurs l'immense majorité de la classe ouvrière. Dans un pays où 15 % de la population active se trouve au chômage, une telle mesure est une véritable provocation contre le droit à l'existence même de centaines de milliers d'ouvriers. Pour l'instant, le gouvernement et le patronat ne se sont pas encore attaqués aux grandes unités, bien qu'un certain nombre d'entreprises étrangères aient déjà

procédé à des licenciements massifs (Timex, Agfa, Siemens).

En second lieu, le gouvernement a déposé devant l'Assemblée de la République un projet de loi sur la grève, de loi anti-grève faut-il écrire, à côté duquel le projet élaboré en son temps par Spinola apparaît comme progressiste.

La grève serait pratiquement interdite aux employés des services postaux, hospitaliers, énergétiques, aux pompiers, etc., avec droit de réquisition accordé au gouvernement. La grève ne pourrait avoir comme objectif de remettre en cause le contrat collectif de travail en vigueur. L'occupation des lieux de travail est interdite sous peine de condamnation en correctionnelle. La grève suspend le contrat de travail et le paiement des salaires et, si elle n'est pas déclenchée dans les « règles », elle soumet les travailleurs au régime des fautes injustifiées, c'est-à-dire au licenciement. Ces deux dernières dispositions ne figuraient même pas dans le décret Spinola.

Ici encore, le projet s'en prend directement aux commissions de travailleurs auxquelles l'article 1 interdit de déclarer la grève.

Autre mesure également provocatrice et très significative : alors que les commissions de travailleurs des banques et les syndicats avaient imposé le plafonnement des salaires des administrateurs et des cadres supérieurs, le gouvernement vient de décider de lever ce plafonnement et de verser aux intéressés les sommes perdues depuis mars 1975 ! Parallèlement, on propose à des millions de travailleurs d'augmenter leurs salai-

res de 15 % au mieux, alors que le coût de la vie a augmenté de 30 % au moins en 1976, touchant les biens de première nécessité, les transports publics, l'essence, etc.

En ce qui concerne le budget de l'Etat, présenté et voté entre Noël et le jour de l'An, il prévoit une allocation de 23 millions de contos (1 conto : 1000 escudos) aux forces armées et militarisées et 9,5 millions aux dépenses de santé.

Comme l'écrivent les trotskystes portugais dans un numéro de « Política Operaria » :

« Chacun peut se demander à quoi sont destinées des dépenses militaires si élevées dans un pays qui n'est en guerre contre aucun autre ? Salazar et Caetano pouvaient invoquer la défense des « provinces » de l'empire colonial que la bourgeoisie portugaise a perdu avec la révolution commencée le 25 avril. Mais aujourd'hui ? Quel ennemi terrible oblige l'Etat de la bourgeoisie à doter ses forces armées de crédits si généreux ? Contre qui s'arment les militaires ? Nous laissons à nos lecteurs le soin de fournir la réponse. »

Cette politique anti-ouvrière bénéfique, faut-il le préciser, de l'appui total de l'impérialisme. Au début de janvier, le sous-secrétaire d'Etat US au Trésor, Yeo, a confirmé l'octroi d'un prêt de 300 millions de dollars au gouvernement et préparé, par une tournée en Europe, l'octroi d'un crédit supplémentaire de 1,5 milliard de dollars qui devrait se matérialiser en 1977.

LA GREVE GENERALE DES ETUDIANTS

Mais elle commence également à faire se lever les oppositions des masses et de la jeunesse au gouvernement social-démocrate.

Attaqués brutalement par la politique du ministre socialiste Cardio, les étudiants ont été les premiers, avec les professeurs, à riposter. Dans un mouvement d'une ampleur inédite dans une couche de la jeunesse où les traditions de lutte contre la dictature de Salazar-Caetano sont riches. Il suffit d'évoquer la grève générale de 1969.

La mobilisation des étudiants a été provoquée par un décret ministériel qui s'en prend, et c'est un trait commun à toutes les mesures adoptées ou proposées par le gouvernement Soares, au principal acquis démocratique arraché par les étudiants après l'effondrement des institutions salazaristes : les « conseils de direction » élus et contrôlés dans les assemblées générales des facultés et des écoles, expressions indépendantes des étudiants, nées du même mouvement qui voyait les travailleurs élire dans les entreprises leurs commissions de délégués élus. A ces organes, le ministère entend substituer des « Commissions de restructuration », chargées d'opérer des coupes sombres dans l'enseignement et des « Commissions scientifiques », organismes substituant le pouvoir des « mandarins » à la gestion démocratique.

A Coimbra, l'Association académique et la commission de lutte appellent à la grève générale. La grève est décidée par une assemblée générale de 8.000 étudiants ! Totale dans cette ville pendant huit jours, la grève atteint également la très grande majorité des établissements universitaires de Lisbonne et de Porto.

A travers quatre rencontres nationales successives des Associations académiques, des conseils de direction et du syndicat des professeurs (les propositions du syndicat des professeurs du Grand Lisbonne joueront un grand rôle dans le développement du mouvement), les masses étudiantes ont cherché à centraliser leur combat contre le gouvernement.

C'est le sens qu'avait la préparation et la réalisation d'une manifestation nationale devant le siège de l'Assemblée de la République et du gouvernement, le 3 décembre. Par cette manifestation, les étudiants désignaient clairement, et devant l'ensemble des masses travailleuses, la cible de leur mobilisation.

Mais ce mouvement des étudiants portugais n'a pas été magnifique seulement par son ampleur, mais important aussi par les leçons qu'on peut, d'ores et déjà, en tirer et qui sont, elles, de portée générale.

LES STALINIENS ET LE GOUVERNEMENT PS

Contre la lutte des étudiants et pour les frustrer de la victoire, le gouvernement Soares n'a pas eu de meilleurs alliés que les militants stalinien du PCP et de l'UEC.

Il était tout à fait évident que les conseils de direction élus représentaient un point d'appui formidable pour ce combat. Les militants de l'UEC n'auront de cesse de les faire démissionner collectivement. Majoritaires, avec l'appui des groupes gauchistes, dans les rencontres nationales des directions, ils en font approuver le principe dans la III^e rencontre, tenu à Coimbra le 18 novembre, alors que dans la rue 2.000 étudiants scandent : « Non à la démission, oui à la mobilisation. » A la grève générale, ils opposent un jour de « paralysation », le jour de la démission collective le 26 novembre, démission véritablement imposée par les directions, notamment aux 4.000 étudiants de Lisbonne qui, en assemblée générale, avaient condamné cette proposition. La grève générale, la manifestation nationale auront lieu malgré eux, mais les étudiants ne pourront empêcher la démission des élus stalinien et gauchistes, ouvrant un vide politique dont le mi-

nistère pouvait immédiatement se saisir.

Le document de l'UEC, publié dans le numéro du 23 décembre d'« Avante », hebdomadaire du PCP, est on ne peut plus clair :

« Les formes de lutte à emprunter doivent prendre en ligne ces considérations (« la défense intransigeante du fonctionnement normal des écoles » sic !), garantir en premier lieu que soit rapidement comblé le vide de pouvoir ouvert par la démission collective des CD (vide que les stalinien ont tout fait pour créer - NDLR). »

Comment ? En luttant contre

« les propositions aventuristes et provocatrices (...) parmi lesquelles le boycott des conseils directifs provisoires (désignés selon les normes du décret ministériel - NDLR). »

« (...) De telles propositions servent seulement de prétexte au MEIC (ministère) pour intervenir dans les écoles, comme cela est arrivé à la faculté d'Economie de Porto (fermée par le MEIC - NDLR). »

La boucle est bouclée. Après avoir fait démissionner les conseils élus démocratiquement, les stalinien se battent pour la mise en place des conseils de Cardia !

Comme l'a dit le dirigeant socialiste Antonio Reis, bien placé pour savoir de quoi il retourne : « Au fond, le PCP est d'accord avec le ministre Cardia. »

Les dirigeants stalinien, qui dans leurs journaux et leurs discours n'ont pas de mots assez durs pour la « politique de récupération capitaliste » de Soares, soutiennent en fait de toutes leurs forces l'application de cette politique. Alors que la GNR quadrille de nouveau, comme sous Salazar, les campagnes de l'Alentejo et procède de force à la remise des meilleures terres (les « réserves ») aux anciens propriétaires, alors que le ministre Barret, successeur de Lopes Cardo-

« Le socialisme vaincra »

« Appel à tous les militants du parti », lancé le 15 décembre 1976 par l'exécutif provisoire de la commission de travail du PS de Lisbonne.

Ce texte a été publié dans le numéro 5 de « O militante socialista », organe de la commission de travail du PS. A titre d'information et en laissant évidemment la responsabilité à cette structure du PS portugais, « La Vérité » en publie de larges extraits.

« (...) La vocation du PS au gouvernement n'est pas de céder aux pressions et au chantage de la droite. Il faut que le gouvernement du PS soit un gouvernement socialiste (...) »

Nous, militants socialistes, nous voulons pouvoir être fiers du gouvernement de notre parti.

Le peuple portugais doit pouvoir voir dans notre gouvernement, son gouvernement, le gouvernement du socialisme.

Certaines mesures qui ont été prises et propositions qui ont été présentées jusqu'à aujourd'hui — et dont nous voulons penser qu'elles sont l'expression d'erreurs momentanées et non d'une volonté consciente et délibérée — doivent être immédiatement révoquées, reconsidérées, retirées.

La droite veut des licenciements. Le peuple portugais a voté contre les licenciements. La vocation de notre parti n'est pas d'ouvrir la porte au chômage. Cette monstruosité juridique qu'est la loi des licenciements qui permet au patronat, comme il veut et quand il veut, de licencier des centaines, des milliers de travailleurs dans les entreprises, est inacceptable! Elle est contraire à la vocation de notre parti, contraire à la volonté du peuple.

(...) Tout projet de loi sur la grève, le contrôle ouvrier, l'action des commissions de travailleurs et des syndicats ne peut être qu'un projet qui réponde à la nécessité d'instaurer la démocratie dans les entreprises, la liberté la plus ample, la défense des conquêtes déjà arrachées par les travailleurs, avec les socialistes à leur tête. Ne pas le faire, c'est ouvrir la voie au sabotage économique, aux atteintes à l'économie nationale, à la misère et au chômage. Ne pas le faire, c'est faire perdre au parti sa principale base d'appui pour gouverner, les travailleurs (...)

Camarades, la commission de travail du PS fut la première structure du parti à dire, en février 1976 : il faut un gouvernement du PS pour commencer à résoudre les problèmes du peuple. Il faut un gouvernement socialiste qui défende les intérêts des travailleurs, qui prenne des mesures socialistes. (...)

Hier comme aujourd'hui, la commission de travail reste fidèle à la vocation du parti : pour que l'orientation du parti corresponde à la vocation du parti; (...) pour que le PS au gouvernement défende les intérêts des travailleurs et fasse une politique socialiste, nous appelons tous les militants du parti à se joindre à nous (...)

(Le congrès de janvier) doit être la réaffirmation de la vocation du Parti socialiste à lutter pour la démocratie et pour le socialisme. Il dépend de nous tous qu'il en soit ainsi!

Joins-toi à nous!

Le socialisme vaincra! »

so, coupe les crédits d'urgence aux coopératives agricoles et aux unités collectives de production, le PCP prêche le calme et la modération. Il s'oppose à la mobilisation des enseignants puis des étudiants. A l'Assemblée de la République, conjointement avec les députés du CDS, rescapés du salazarisme, il s'abstient pour permettre l'adoption du budget anti-ouvrier.

En tout et partout, il est l'indispensable béquille sans laquelle le gouvernement social-démocrate ne peut faire un pas en avant dans ses attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse.

La collaboration entre le PCP et les secteurs les plus réactionnaires de l'appareil social-démocrate se manifeste également dans le domaine syndical. En organisant la scission syndicale, c'est-à-dire en divisant le mouvement ouvrier au moment où la classe fait face à des attaques brutales, les stalinien rendent le plus grand service à la direction du PS.

La préparation bureaucratique et autoritaire, avec recours aux calomnies et aux violences contre les opposants, du prochain congrès syndical qui sera en fait le deuxième congrès de l'Intersyndicale contrôlée par les dirigeants du PCP, ne laisse planer aucun doute sur la responsabilité première de la scission.

Les directions syndicales liées au PS, notamment sous l'impulsion de la commission de travail du PS de Lisbonne, ont proposé, à travers la « Lettre ouverte », une orientation (préparation paritaire garantissant la démocratie d'un congrès unique de tous les syndicats) visant à surmonter les divisions et à aboutir à la création d'une centrale syndicale « unique, indépendante et démocratique ». La réponse des stalinien a été le refus de la parité, l'usage de la violence et de la calomnie, les pratiques putschistes dans les assemblées générales. Après certains succès, les directions syndicales liées

au PS ont commencé à pâtir, et de plus en plus, de la politique menée au gouvernement par les dirigeants de ce parti. L'opposition entre la ligne syndicale généralement correcte des syndicalistes du PS et la ligne politique réactionnaire du gouvernement a désorienté une fraction importante des ouvriers hostiles à l'orientation du PCP et de l'Inter.

Ce désarroi n'aurait pu être complètement levé que par l'appel à la mobilisation des masses contre les mesures gouvernementales par les directions syndicales de la « Lettre ouverte ». Certains de ces syndicats ont protesté vigoureusement contre la loi sur les licenciements. Le syndicat des employés de banque, dirigé par le PS, comme d'ailleurs le noyau PS des banques, appelait début janvier à la mobilisation contre le décret sur le déplafonnement des hauts salaires.

La question reste ouverte, mais un temps précieux a d'ores et déjà été perdu.

Est-il utile de préciser que la direction social-démocrate est favorable à la scission et à la formation d'une seconde centrale syndicale, ce à quoi la majorité des directions de la « Lettre ouverte » s'opposent jusqu'à ce jour ?

VERS UN NOUVEAU CHOC

Toute la politique du gouvernement Soares conduit à un nouvel affrontement brutal entre les classes, mieux, le prépare. On ne peut bien sûr prévoir sous quelles formes précises et dans quels délais il se produira.

La capacité de la classe ouvrière portugaise de répondre à ce choc ne dépend pas seulement de sa volonté de combattre, qui après deux années et demie de révolution prolétarienne n'est plus à démontrer, mais surtout des progrès de la recom-

position qui a commencé au sein du mouvement ouvrier portugais, au sein du PS bien sûr, mais pas uniquement.

Dans les premiers affrontements, les militants de la gauche du PS ont montré, au milieu de difficultés considérables, qu'ils pouvaient représenter une solution à la recherche d'une direction politique de combat par la classe et la jeunesse. Ils dirigent le syndicat des professeurs de Lisbonne (côte à côte avec des militants trotskystes) qui a animé la mobilisation des enseignants et des étudiants. Ils dirigent l'Association académique de Coimbra qui a dirigé la grève générale des étudiants dans cette ville. Dans les syndicats et dans les entreprises, ils disposent de la confiance et de l'attention de milliers de militants et de travailleurs. C'est précisément pourquoi ils s'attirent les coups de l'appareil social-démocrate qui a suspendu dix des dirigeants ouvriers du parti et qui, à Coimbra, n'a pas hésité à faire poursuivre et matraquer par la police des militants des JS qui contestaient le ministre Cardia dans un meeting électoral du PS.

Le résultat des élections municipales a fourni une indication importante sur l'état d'esprit des masses : refus de voir revenir au gouvernement les partis bourgeois (PS et PCP) obtiennent une fois encore la majorité, défiance à l'égard de la politique des directions, désarroi de la petite bourgeoisie (40 % d'abstentions et de votes blancs et nuls), recherche d'une ouverture politique.

Par ailleurs, la réorganisation des forces politiques de la bourgeoisie est loin d'avoir abouti, les remous et les affrontements continuent à dé-

chirer en clans et en cliques la hiérarchie militaire et le corps des officiers. Dans ces conditions, où la direction social-démocrate, soutenue par les staliniens, doit assumer en première ligne l'offensive anti-ouvrière, l'émergence et l'affirmation d'une ligne de classe indépendante, son expression organisationnelle au sein du mouvement ouvrier sont un facteur décisif, qui déterminera largement l'issue du prochain choc. Là est la dimension majeure des semaines et des mois à venir.

Par leur lutte inlassable pour la solution ouvrière à la question gouvernementale, pour le gouvernement du PS et du PCP, par l'impact de leur combat pour un candidat ouvrier unique puis pour le vote Pato au moment des présidentielles, par leur activité dans les syndicats, chez les étudiants, dans certaines grandes entreprises comme la Lisnave, par l'élargissement notable de la diffusion de leur journal et de son influence, les militants trotskystes portugais ont accumulé des matériaux leur permettant de tenir toute leur place dans les prochaines échéances, comme ils l'on fait depuis deux années et demie, loin des projecteurs des médias et des feux de l'« actualité » officielle.

Dans la révolution portugaise, les militants de la IV^e Internationale sont les seuls à donner à celle-ci sa dimension véritable, celle du premier acte de la révolution européenne, dont les développements à venir, notamment en Espagne, influenceront directement sur le déroulement des événements au bord du Tage.

Sergio Reis,
3 janvier 1976.



LES MASSES PALESTINIENNES
ET LIBANAISES
DUREMENT FRAPPEES

**au Liban,
la contre-révolution
à l'œuvre**

par Jacques MEYRAND

Coups très durs portés aux masses palestiniennes pendant la guerre du Liban, Tall al Zaatar, conclusion des accords de Riad et du Caire qui visent à étrangler la lutte du peuple palestinien par une nouvelle mouture du plan Rogers.

Le bilan politique s'impose.

Celui d'abord de l'activité de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, des tanks et des canons de la bureaucratie du Kremlin écrasant et massacrant les masses libanaises et palestiniennes ; celui de la politique dite de la « nation arabe » qui a donné les pleins pouvoirs à l'armée syrienne pour le faire, celui enfin de la capitulation de la direction de l'OLP et des organisations palestiniennes.

La conclusion des accords de Riad et ses conséquences constituent l'un des moments les plus importants d'une longue bataille politique et militaire que l'impérialisme américain mène contre les masses des pays du Moyen-Orient en général, et le peuple palestinien en particulier, afin d'établir en cette partie du monde

la « paix américaine ». Il s'agit en fait de l'application du Plan Rogers, modifié par Kissinger, plan élaboré au lendemain de la « guerre des six jours » en 1967, guerre qui vit le rapide écrasement de l'Égypte de Nasser par les troupes de l'État d'Israël.

La pression conjointe de l'impérialisme US et de la bureaucratie du Kremlin sauvait in extremis le régime de Nasser en contraignant l'armée israélienne à s'arrêter sur les bords du canal de Suez. La victoire totale d'Israël aurait signifié en fin

Sur ce canon en train de bombarder les masses palestiniennes et libanaises encerclées dans le camp de Tall al Zaatar, l'emblème des phalanges fascistes de Pierre Gemayel (AP).

de compte un désastre politique. Capable d'infliger aux armées des Etats féodaux-bourgeois arabes d'écrasantes défaites militaires, l'Etat artificiel d'Israël n'a pas les moyens de garantir à lui seul « l'ordre » au Moyen-Orient. La force des armées d'Israël réside surtout dans la pourriture des systèmes sociaux des Etats arabes que l'armée concentre. La fonction de ces Etats est cependant indispensable pour contenir et soumettre à l'impérialisme les masses de ces pays.

Depuis 1967, l'impérialisme US s'efforce d'établir au Moyen-Orient un équilibre entre le maintien de l'Etat d'Israël et les Etats féodaux-bourgeois arabes. L'Etat d'Israël a été artificiellement construit ainsi qu'un instrument de l'impérialisme. C'est une base indispensable au maintien de la domination impérialiste. D'autant qu'à l'autre pôle, le mythe de « la nation arabe » permet de maintenir sous le contrôle des Etats féodaux-bourgeois arabes, les masses de ces pays.

Mais encore faut-il qu'un certain équilibre soit réalisé. Parvenir à cet équilibre et le maintenir exige que les aspirations des masses à chasser l'impérialisme du Moyen-Orient, à l'exproprier des richesses naturelles qu'il contrôle dans ces pays, à la constitution de nations et à leur indépendance, à la réforme agraire, à la conquête des droits et libertés démocratiques, soient contenues et refoulées. La création et le maintien de l'Etat d'Israël et sa contrepartie, le mythe de la « nation arabe » ont ce même objectif.

Mais l'obstacle principal à la réalisation de l'équilibre politique que l'impérialisme US tente d'établir, c'est l'existence du peuple palestinien, ses revendications nationales. Pour le peuple palestinien, réaliser ses aspirations nationales est une question de vie ou de mort. De leur réalisation dépend son existence en tant que peuple.

L'Etat d'Israël a été constitué par l'impérialisme et sanctifié à l'ONU en 1948 par un vote conjoint de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, sur la base de l'expulsion d'une grande partie des masses palestiniennes de leur pays, en leur volant la terre et en transformant l'autre partie de ce peuple en exilés dans leur propre pays. Depuis, le peuple palestinien campe hors de son pays. Qu'il réintègre la Palestine exige la destruction de l'Etat d'Israël. Mais du même coup, pour retrouver son pays, le peuple palestinien doit exproprier les expropriateurs. Si bien que, rarement, la lutte pour les droits nationaux d'un peuple ne se sera aussi étroitement confondue avec la révolution sociale.

ECRASER LE PEUPLE PALESTINIEN

Depuis des années, écraser le peuple palestinien, l'empêcher d'avoir ses propres expressions politiques, d'avancer ses revendications nationales et sociales est le fil conducteur de la politique de l'impérialisme US au Moyen-Orient. Tant que les revendications du peuple palestinien s'expriment au Moyen-Orient, elles mobilisent les masses arabes contre l'impérialisme, elles synthétisent l'exigence de le balayer de la région, d'en finir avec l'Etat d'Israël, bastion de l'impérialisme. Mais elles signifient conjointement qu'il faut en finir avec les bourgeoisies-croupions des pays de cette région du monde, les féodaux qui subsistent, reliquat d'un autre âge.

Indépendance nationale, revendications démocratiques et sociales sont indissociables. Quelles que soient les contradictions qui existent entre les Etats féodaux-bourgeois et Israël, entre ces Etats eux-mêmes, entre eux et l'impérialisme, toutes les classes dominantes de ces pays dépendent

du maintien de l'ordre social, donc en fin de compte, de l'impérialisme.

Depuis le septembre noir (septembre 1970 en Jordanie), en passant par la guerre d'octobre 1973 et ses conclusions, jusqu'aux accords renouvelables par la voie de la médiation de l'impérialisme US entre Israël et l'Égypte, entre la Syrie et l'Égypte sur les lignes militaires placées sous le contrôle de l'ONU, sans oublier la mise sur pied de la Conférence de Genève, tout est mis en place pour écraser militairement le peuple palestinien, pour le saigner et lui imposer politiquement silence. Tous y coopèrent sous la houlette de l'impérialisme US, les gouvernements des États féodaux-bourgeois arabes, celui d'Israël, la bureaucratie du Kremlin dont le rôle vient d'être particulièrement illustré au Liban. Les événements qui se sont déroulés ces derniers dix-huit mois au Liban doivent être intégrés à cette politique.

Après dix-huit mois de guerre civile quasi ininterrompue et cinq mois après l'invasion syrienne au Liban, les chefs d'État arabes directement partie prenante du conflit, réunis sous la direction du très réactionnaire et pro-américain roi Khaled d'Arabie Saoudite, avec la participation de Yasser Arafat, adoptaient les accords de Riad. Ainsi, ceux que la grande presse internationale présentait auparavant comme des « frères ennemis » se sont-ils embrassés devant les caméras au Caire : le raïs d'Égypte et le général dictateur de Syrie. Quelques jours plus tôt, à Riad, le 17 octobre, le général Assad se réconciliait avec Yasser Arafat lui-même. De l'avis de Moscou, de Washington, du Caire, de Damas et des dirigeants de l'OLP, les accords de Riad auraient mis fin à la guerre civile libanaise « sans vainqueurs ni vaincus ».

Mensonge ! Les accords de Riad ont porté un coup très dur aux mas-

ses palestiniennes, aux organisations au moyen desquelles elles combattaient et qui dirigeaient leur lutte. C'est là un coup plus terrible encore que celui qu'elles subirent en septembre 1970 en Jordanie. En même temps, ces accords ont brisé le mouvement révolutionnaire des masses libanaises qui se dirigeait depuis près de deux ans vers le pouvoir. Telle est la signification des accords de Riad ratifiés début novembre au Caire par la plupart des chefs d'État de la Ligue arabe.

ECRASEMENT DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE LIBANAIS

Comment une telle défaite a-t-elle été possible ? Comment, alors même qu'au printemps 1976, la réaction libanaise voyait se dresser devant elle le spectre de la défaite militaire, la situation a-t-elle pu ainsi être retournée ? Le sort des armes est directement déterminé par la politique qui commande leur utilisation. C'est l'examen de la politique au nom de laquelle les masses palestiniennes et libanaises ont été soumises tout au long de la guerre civile qui doit permettre de comprendre le pourquoi d'une telle défaite. A partir de cette analyse, il devient dès lors nécessaire de tirer le bilan de la politique de ceux qui étaient (et sont encore) placés à la tête du mouvement révolutionnaire des masses pour dégager les éléments d'une autre politique. Telle est la méthode des marxistes.

Les accords de Riad et le sommet arabe du Caire qui ont suivi consacrent la victoire, si l'on peut dire, d'une théorie qui a, au Moyen-Orient, des conséquences très pratiques depuis des années : celle de la « nation arabe ».

La « nation arabe », c'est celle qui s'est réunie à Riad et au Caire pour

donner les pleins pouvoirs à l'armée syrienne. Ces garants de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient que sont les gouvernements des pays arabes se sont unis sur la base de leur volonté commune de liquider la lutte révolutionnaire du peuple palestinien. C'est cela la « nation arabe », c'est la solidarité profonde qui unit les bourgeoisies égyptienne, libanaise, syrienne aux grands féodaux d'Arabie Saoudite et de Jordanie, aux dictatures militaires de Syrie et d'Irak avec l'impérialisme contre les masses. Certes, des divergences et des conflits de toutes sortes opposent la Syrie, l'Irak, l'Égypte... Mais face au danger commun, celui de la montée du peuple palestinien qui ouvrirait une situation révolutionnaire au Liban et qui risquait de menacer à court terme la stabilité politique et sociale de tous les régimes de la région, les divergences se sont tuées, momentanément, entre l'Égypte, la Syrie, l'Irak, la Libye et la Jordanie. Devant sa peur que soit mise en cause la présence impérialiste au Moyen-Orient, la « nation arabe » a regroupé ses forces autour de la monarchie d'Arabie Saoudite, agent direct de l'impérialisme américain dans la région.

Tel est le contenu politique précis de la « nation arabe ». Or, c'est au nom de la « nation arabe » que les masses palestiniennes et libanaises ont été conduites au combat par les nationalistes arabes et les stalinien tout au long de la guerre civile. Une fois encore, il est nécessaire de revenir sur la pernicieuse théorie de la « nation arabe », et sur le rôle contre-révolutionnaire qu'elle joue à chaque étape de la mobilisation révolutionnaire des masses au Moyen-Orient.

Le marxisme permet de répondre avec clarté aux problèmes des revendications nationales qui n'ont pas pu trouver, à l'époque de l'impérialisme, de solution dans maintes ré-

gions de la planète. Au Moyen-Orient, la question nationale, la fameuse « question d'Orient », est particulièrement embrouillée. Mais cette difficulté, sur laquelle spéculent tous les défenseurs de l'ordre social existant, doit pouvoir être surmontée par la méthode du marxisme.

LE FONDEMENT DE LA QUESTION NATIONALE

De ce point de vue, il importe ici de rectifier une erreur théorique contenue dans notre article publié dans « La Vérité » n° 572, « Le Liban après un an de guerre civile » (p. 84). Nous écrivions en effet, à propos de la question nationale au Moyen-Orient, polémiquant contre les théoriciens de la « nation arabe » :

« Ainsi, c'est dans le cadre d'États, pour la plupart artificiels, que s'est développée la lutte des classes au Moyen-Orient. Dès lors, ces cadres se sont chargés d'un contenu historique, celui de la lutte anti-impérialiste et, étroitement imbriqué, celui de la lutte de classe des prolétariats et des masses exploitées. Ce cadre, que l'histoire a légué, devient, de ce fait, un cadre national. Et dans ce cadre, la lutte contre l'impérialisme se pose comme questions nationales non réglées par l'histoire, que seul le prolétariat, appuyé sur l'immense masse de la paysannerie, peut résoudre en luttant pour la prise du pouvoir dans chacun de ces pays. »

Le cadre légué par l'histoire et donnant son contenu national aux tâches à réaliser dans les pays du Moyen-Orient n'a pas pour seule base la lutte anti-impérialiste du prolétariat et des larges masses de la paysannerie pauvre et sans terre. Les nations ont un fondement matériel, y compris au Moyen-Orient. En 1918-1920, à l'issue de la première

guerre impérialiste qui vit l'effondrement de l'Empire ottoman et le partage du Moyen-Orient entre les impérialismes anglais et français, ce partage lui-même ne put avoir lieu que sur la base de ce qu'avait légué le passé.

Cet héritage peut être caractérisé par la fonction occupée, au sein de l'empire ottoman — participant lui-même de plus en plus, au XIX^e siècle, à la division internationale du travail —, par les différentes provinces de l'empire autour desquelles l'impérialisme anglo-français constituera les pays qu'il mettra sous son mandat. Ainsi l'Égypte ottomane est-elle déjà un pays agricole dont la production de coton alimente en matières premières l'industrie textile anglaise. Le Liban chrétien (le petit Liban autonome du XIX^e siècle) a pour base économique la culture du ver à soie qui est vendu aux soyeux lyonnais. Telle est l'origine des liens privilégiés, dont le christianisme n'est que l'enveloppe idéologique mystificatrice, passés depuis le XIX^e siècle entre le Liban, sa bourgeoisie commerçante, et l'impérialisme français. Damas et Bagdad, sous l'Empire ottoman finissant, combinent leur rôle traditionnel de voies de communication entre l'Empire perse et la Méditerranée avec le développement local d'une bourgeoisie marchande. La Palestine, comme le Liban, est une fenêtre ouverte sur la Méditerranée qui participe à la division internationale du travail. La Jordanie comme la péninsule arabe sont les provinces les plus arriérées de l'Empire ottoman : les rapports dominants y sont encore ceux de la féodalité, la bourgeoisie marchande et le capital commercial ne font qu'y apparaître. Tels sont les fondements matériels et historiques qui permettront à l'impérialisme anglais (Jordanie, Irak) d'asseoir en 1919-1920 la monarchie hachémite, puis la famille royale des Saoud, appuyée par l'impérialisme

américain, de se tailler un royaume dans la péninsule arabique.

De ce point de vue, le problème du découpage de l'Empire ottoman par l'impérialisme franco-anglais est certes artificiel, mais relativement. La question essentielle n'est d'ailleurs pas celle des frontières. C'est la question de l'expulsion de l'impérialisme, du renversement des vieux rapports agraires féodaux ou semi-féodaux que défend l'impérialisme contre les masses et que la faible bourgeoisie marchande est incapable de renverser. La question nationale est donc ainsi une question sociale à l'époque de l'impérialisme. Le Liban et la Syrie à dominante bourgeoise, l'Égypte féodale puis bourgeoise n'ont pu expulser l'impérialisme, émanciper la paysannerie, ouvrir la voie à un développement harmonieux des forces productives. Telles sont les tâches nationales qu'en Syrie, au Liban, en Égypte, en Palestine, seul le prolétariat entraînant derrière lui la masse des paysans peut réaliser jusqu'au bout. Et dans le même moment où le prolétariat réalise les tâches nationales héritées du passé arriéré, il permet de dépasser le cadre étiqué des nations en mettant à l'ordre du jour la question des États-Unis socialistes du Moyen-Orient.

Contre ces données historiques, l'État d'Israël a été construit par l'impérialisme, l'impérialisme US en particulier. L'État d'Israël est donc tout autre chose que les États libanais, syrien, irakien, égyptien, etc. Il est complètement artificiel et étranger à la région. Il s'inscrit en contradiction avec le développement historique de la région. Pour se constituer, il a fallu qu'Israël chasse de leur pays les Palestiniens, qu'il fasse venir une masse de Juifs déracinés d'Europe centrale, d'Afrique du Nord, totalement étrangers au pays. Israël n'est pas seulement marqué par le caractère artificiel de sa constitution. Ainsi, nombre d'États des

pays d'Afrique noire ne correspondent pas à des réalités nationales, mais deviennent le cadre où peuvent se constituer des nations. C'est ce rapport, d'un côté avec l'impérialisme et les masses palestiniennes des pays arabes, qui le marque de façon indélébile ainsi qu'une pure construction et représentation de l'impérialisme. En outre, les Etats arabes ne peuvent être qualifiés simplement de « compradores » comme pouvait l'être l'Etat de Thieu. Leur rapport à l'impérialisme conditionne certes leur existence, et pourtant ils ont une réalité propre.

Telle est la raison pour laquelle il n'y a pas de « question nationale israélienne ». Il n'y a qu'une question palestinienne, une nation palestinienne à constituer sur la base de la destruction de l'Etat d'Israël. C'est cela qu'implique le mot d'ordre de Constituante palestinienne, intégrant le combat des travailleurs palestiniens, juifs et arabes.

Cela étant précisé, revenons à l'analyse de la situation au Liban après dix-huit mois de guerre civile, et deux mois après les accords de Riad et du Caire.

LE LIBAN ET LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

Dès le début de la guerre civile au Liban, les objectifs poursuivis par les forces en présence étaient clairs. Du côté de la réaction phalangiste appuyée sur l'impérialisme, sur Israël et sur les gouvernements arabes de la région, il s'agissait d'écraser la résistance palestinienne. Sans la présence des masses palestiniennes en mouvement au Liban, la guerre civile n'aurait pas revêtu l'acharnement qui a été le sien.

D'ailleurs, on peut dire que tout au long de la guerre civile, le principal parti, si l'on peut dire, qui a organisé les masses, les a armées et

a subi le feu principal de la réaction, ce sont les fedayin, et principalement les militants et les commandos de la principale organisation de résistance palestinienne, ceux du Fath. Sans la résistance palestinienne, le prolétariat et les paysans libanais ne seraient pas allés aussi loin dans la bataille de classe qui a abouti à la destruction de l'Etat bourgeois libanais, et à un moment (avril-mai 1976) à la déroute politique et militaire de la réaction phalangiste sauvée in extremis par l'invasion syrienne de début juin.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la lutte de libération nationale du peuple palestinien concentre par elle-même, dans tous les pays de la région, les problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne. Déjà en 1970 en Jordanie, la montée révolutionnaire des masses palestiniennes avait mis en péril l'existence même de la monarchie hachémite. La destruction de la résistance entre septembre 1970 et 1971 a permis au boucher Hussein de trouver un nouveau répit. Depuis ces années, c'est au Liban que la reconstitution des forces du peuple palestinien et de ses organisations nationales (essentiellement le Fath d'ailleurs, les autres organisations étant extrêmement minoritaires) est devenu un danger de plus en plus grand pour la bourgeoisie libanaise confrontée à des contradictions politiques et sociales explosives.

Mais pour tous les pays arabes d'ailleurs, l'existence d'une lutte acharnée du peuple palestinien pour recouvrer ses droits nationaux est une question de vie ou de mort pour leurs classes dominantes.

La lutte de libération nationale du peuple palestinien concentre en effet, dans tous les pays du Moyen-Orient, les questions de la révolution sociale. Pour plusieurs raisons. D'abord, parce que la majorité du peuple palestinien a été expulsée de ses terres qui ont été

accaparées par le capital occidental qui a constitué, à partir de cette expropriation, un Etat artificiel, introduit de l'extérieur, l'Etat d'Israël. La question nationale palestinienne ne peut trouver aucune solution satisfaisante si l'Etat d'Israël n'est pas détruit de fond en comble. Or, cette tâche implique l'expulsion de l'impérialisme représenté par l'Etat d'Israël.

Mais la question ne se pose pas dans le cadre des actuelles frontières d'Israël. Ce sont les sionistes « de gauche » qui estiment que, de l'intérieur d'Israël, il est possible d'en finir avec le capital oppresseur du peuple palestinien. La destruction de l'Etat d'Israël, préalable à la réalisation des tâches nationales du peuple palestinien (unifiant les masses juives et arabes contre l'impérialisme et le sionisme et contre la « nation arabe » favorable au statu quo social dans la région) est, de ce point de vue, une tâche de caractère démocratique. Or, chacun comprend que la destruction de l'Etat d'Israël ne peut être menée à bien que par la révolution prolétarienne.

D'autre part, leur lutte de libération nationale oppose directement les masses palestiniennes réfugiées dans les différents Etats arabes de la région à chacun des gouvernements et des Etats féodaux-bourgeois (Syrie, Irak, Egypte, Liban, Arabie Saoudite). La mobilisation des masses palestiniennes dans ces pays pose immédiatement la question du régime social dans ces mêmes pays. Cette lutte participe du combat des masses ouvrières et paysannes pour la révolution sociale dans chacun de ces pays. On l'a vu en Jordanie hier, on le voit au Liban depuis deux ans. C'est la raison pour laquelle ce qui s'est passé au Liban en 1975 et en 1976 a réconcilié momentanément la « nation arabe » contre la lutte révolutionnaire des masses qui, au Liban, menaçait de tout emporter et de s'étendre à toute la région.

Au Liban, après l'éclatement de l'armée en janvier-février 1976, l'Etat bourgeois a été entièrement détruit. Certes, aucun parti ne mettant à l'ordre du jour la lutte pour la révolution socialiste, aucune politique n'a pu ouvrir aux masses la voie de la constitution de leur propre Etat, l'Etat ouvrier qui aurait pu et dû se substituer à l'Etat bourgeois pulvérisé. Cela facilite considérablement le fait qu'après les accords de Riad, les masses refluant, la bourgeoisie libanaise est en mesure de reconstituer (certes avec l'appui décisif de l'armée syrienne) son appareil d'Etat.

Tout le drame du mouvement des masses palestiniennes provient de l'absence d'un parti révolutionnaire. Comme en Espagne en 1936-1938, la révolution au Liban, les masses palestiniennes et libanaises n'ont pas été dirigées par un tel parti ou de tels partis. Le Fath ne constitue pas ce genre de parti. De ce fait, les masses sont restées, tout au long de la guerre civile, sous la direction politique d'une fraction de la bourgeoisie. Le « front des forces progressistes » est constitué au Liban, d'une multitude de partis bourgeois (le PSP de Kamal Jumblatt, des nassériens, de l'ancien Parti populaire syrien d'origine fasciste, etc.), avec l'appui des stalinien du PC libanais et de leurs semblables de l'OACL (Organisation d'action communiste libanaise se situant, comme le PCL, dans le cadre de la « nation arabe »).

Le drame de la révolution, c'est que les masses n'ont pas pu se libérer du carcan bourgeois du « front des forces progressistes » qui prétendait parler au nom de la révolution nationale, laquelle démontrait dans les faits qu'elle ne pouvait aboutir à la victoire que comme révolution prolétarienne. A toutes les étapes de la mobilisation révolutionnaire des masses, les partis bourgeois du « front progressiste », les stalinien et le Fath ont dressé le carcan de la « nation arabe » contre la ré-

volution prolétarienne. Le rappel des grandes étapes de la révolution libanaise permet de le démontrer.

**LA SYRIE « PROGRESSISTE »,
FER DE LANCE
DE LA « NATION ARABE »**

Il importe de clarifier un point embrouillé par tous les défenseurs de la théorie de la « nation arabe ». Ainsi, pour les nationalistes arabes comme pour les staliniens, la Syrie « progressiste » du général Assad aurait été une alliée de la « gauche » libanaise et de la résistance palestinienne jusqu'en juin 1976. Les dirigeants de l'OLP, ceux du Fath en particulier, ne manquaient jamais de rappeler, tout au long de cette période, leur « alliance stratégique » avec la Syrie, pour la raison que le gouvernement de Damas s'opposait, à l'époque, à l'accord séparé passé entre l'Egypte et Israël sur le Sinaï.

De mai 1975 à janvier 1976, la réaction phalangiste se déchaîne. Les masses libanaises et palestiniennes subissent des coups très durs. C'est l'époque où le « front progressiste » participe, sous l'égide de la Syrie, à un comité de réconciliation nationale pour préserver l'essentiel : l'appareil d'Etat incarné par l'armée libanaise engagée du côté de la réaction. La 5 décembre, Pierre Gemayel est reçu à Damas avec tous les honneurs. Mais la Syrie reste, pour le « front progressiste » et les dirigeants de l'OLP, un « allié privilégié ». Le stalinien Karim Mroué exprime clairement dans « Le Monde » du 4 décembre le contenu de la politique du « front progressiste » :

« Ce programme (celui du « front ») ne vise pas un changement de régime, mais de simples réformes démocratiques dans le cadre du système capitaliste qui est actuellement celui du Liban. »

Janvier 1976 : la Syrie intervient militairement — par ALP interposée — au moment où l'armée libanaise se décompose, consacrant l'effondrement de l'Etat. L'objectif est d'utiliser l'Armée de libération palestinienne sous commandement syrien contre les masses. Mais l'ALP n'y parvient pas.

Mars 1976, c'est la Saïka, l'organisation palestinienne pro-syrienne qui monte en première ligne et protège Frangié assiégé dans son palais de Baabda. Nouvel échec.

L'armée syrienne est contrainte d'intervenir elle-même directement dans la montagne où les combats font rage et où les phalangistes perdent du terrain. En mai 1976, la victoire militaire apparaît même possible au « front progressiste », et Kamal Jumblatt la prédit dans « Le Figaro ». Si Zahlé et Jounieh, les dernières places fortes de la réaction, tombaient, si le « front progressiste » prenait le contrôle de tout le Liban, l'équilibre politique et social de tout le Moyen-Orient serait totalement bouleversé. Et les féodaux au pouvoir à Amman et à Riad, ainsi que les bourgeoisies qui oppriment les masses à Damas et au Caire n'ont aucune confiance dans les capacités d'un Jumblatt à contenir la révolution au Liban qui, pour eux, doit être écrasée avant qu'il ne soit trop tard.

La Syrie, depuis le début de la guerre civile, a ainsi combiné une offensive constante contre la révolution au Liban et la résistance palestinienne, tant sous des formes politiques que militaires. Elle a trouvé un appui direct au sein même du « front progressiste » et de l'OLP, et pas seulement dans la Saïka, son instrument direct. N'est-ce pas le dirigeant stalinien Georges Chaoui qui déclare dans « L'Humanité » du 6 mai 1976, après avoir noté que « le mouvement progressiste contrôle plus de 80 % du territoire et plus de 75 % de la population du Liban » :

« Il ne s'agit pas d'établir ici un régime « progressiste », comme on le prétend. Cela nous vaut d'ailleurs des difficultés énormes depuis que l'appareil d'Etat s'est effondré. »

Et pour que tout soit bien clair, le secrétaire général du PC libanais ajoute :

« Au bout de quatorze mois de lutte, avec les résultats que nous avons obtenus, il n'y a aucune tentative de notre part d'implanter un Etat, une nouvelle administration. Cela montre que notre pratique est conforme à notre politique. »

Cette politique, c'est la défense de l'ordre bourgeois. En empêchant les masses de constituer leur propre pouvoir alors que l'Etat bourgeois s'est écroulé, le « front progressiste » donne à la réaction des armes contre la révolution. Mieux, elle prépare les conditions politiques pour une nouvelle intervention syrienne. Le même G. Chaoui déclare encore ce 6 mai :

« Pour le parti communiste libanais, jusqu'au 10 mars, les développements de la crise pouvaient être surmontés avec Damas. »

Mais comme il n'est pas question d'implanter un « nouvel Etat », un Etat ouvrier, alors la voie est laissée libre à la Syrie armée par la bureaucratie du Kremlin, et au gouvernement de laquelle siègent deux ministres « communistes ».

LA LEÇON DE LA DEFAITE DE TALL AL ZAATAR

La politique du « front progressiste » que les dirigeants de la résistance palestinienne, au nom de la non-ingérence dans les affaires intérieures du Liban, appuient complètement, aboutit ainsi à livrer, les unes après les autres, les positions des masses

à la réaction. En juillet-août, ce fut la bataille de Tall al Zaatar. Là se reproduisit ce qui s'était passé il y a six ans à Irbid. Les masses palestiniennes et libanaises ont mobilisé toute leur énergie révolutionnaire pour préserver leur existence, comme le relatait « Informations ouvrières », n° 764, du 25 août :

« Toute la population au camp s'est engagée dans une véritable guerre populaire totale : l'ensemble des femmes, des jeunes filles, les jeunes gens et tous ceux qui peuvent servir à la défense et à la protection ont combattu sous des bombardements continus. »

La bataille de Tall al Zaatar a démontré que les masses étaient prêtes à exercer le pouvoir. Mais pour cela, il fallait liquider définitivement ce qui restait de la vieille administration, ouvrir la perspective d'un gouvernement révolutionnaire au Liban en liaison avec un appel à la mobilisation des masses palestiniennes, en Syrie, en Cisjordanie, en Jordanie, en Arabie Saoudite, contre les gouvernements arabes qui, tous, appuient les phalangistes.

Au moment où la bureaucratie du Kremlin livre quotidiennement les armements sophistiqués qui permettent à la Syrie d'écraser les masses palestiniennes et libanaises, les dirigeants du PC libanais déclarent le 15 août :

« Les communistes libanais prennent une position ferme contre toute tentative d'attiser les contradictions secondaires par une attitude défaitiste ou un gauchisme infantile à l'intérieur ou en marge des forces patriotiques et progressistes. »

Toute la science de la contre-révolution stalinienne est ici concentrée, si l'on peut dire. Le PCL apporte un appui politique inestimable à la dictature syrienne chargée par la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire mondiale d'écraser les peuples.

ples libanais et palestinien insurgés. Le résultat, ce furent les accords de Riad d'octobre 1976.

Alors qu'avant ces accords, la Syrie n'était pas encore parvenue à imposer son diktat aux masses, l'accord de Riad, contresigné par la plupart des gouvernements arabes et par l'OLP, charge l'armée syrienne de rétablir l'ordre au Liban. Cela signifie concrètement : le désarmement de tous les combattants, la destruction des organisations, le contrôle par l'armée syrienne de Beyrouth-Ouest, de Saïda et de Tyr, de Tripoli, bastions de la révolution. Ce programme est en voie d'exécution deux mois après la signature des accords de Riad. Et, à nouveau, réapparaît la Saïka que les masses avaient chassée début juin, et qui tente de reprendre le contrôle des camps palestiniens du Liban au compte de la Syrie. La révolution libanaise a été brisée, les plus grands dangers pèsent sur l'avenir immédiat des organisations de la résistance palestinienne. Telle est la réalité.

CONTRADICTIONS INTERNES

Comme nous l'avons noté, il a fallu de longs mois pour que l'armée syrienne parvienne à prendre le contrôle de la totalité du Liban. Damas, les gouvernements féodaux-bourgeois arabes, la bureaucratie stalinienne, l'impérialisme ont combiné à l'attaque militaire syrienne les pressions politiques et militaires sur le « front progressiste » et l'OLP, aidé d'ailleurs par la politique du « front progressiste » et de l'OLP qui se situent dans le cadre de la « nation arabe » contre la révolution prolétarienne qui se développait au Liban.

Il n'en demeure pas moins que l'énergie révolutionnaire des masses a beaucoup coûté à la Syrie. Après l'ALP, nombre d'unités de l'armée

syrienne ont fondu et sont passées du côté des masses. Une dictature militaro-policière ne peut laisser éloigner trop longtemps l'essentiel de son armée dans un pays voisin pour y écraser la révolution. Depuis des mois, complots, soulèvements, manifestations ne cessent de secouer la Syrie. Le « prestige » international du général Assad ne dépasse pas la sphère des gouvernements du Moyen-Orient et des dirigeants de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin qui se félicitent de l'issue positive apportée, selon eux, à la « crise libanaise ». En Syrie, la haine ne fait que croître contre la dictature qui s'appuie d'ailleurs essentiellement sur la secte religieuse des Alaouites dont est issu le général Assad lui-même. Le projet de fédération Syrie-Jordanie, la reconnaissance ouverte d'Israël par le général Assad ne peuvent, dans l'avenir immédiat, qu'accroître la crise politique qui est celle de la dictature de Damas. Certes, personne ne saurait prédire les délais de l'effondrement de la dictature rongée de contradictions, et qui reçoit de la part du Kremlin et du PC syrien (qui conserve deux ministres dans le gouvernement militaire) un appui total destiné à prévenir tout mouvement autonome du prolétariat et du peuple syriens.

Après les accords de Riad et le sommet arabe du Caire, les bourgeoisies d'Egypte et de Syrie font taire leurs divergences et s'accordent sur l'essentiel : écraser définitivement le peuple palestinien. Assad est aujourd'hui d'accord avec Sadate pour préparer la Conférence de Genève sur le Moyen-Orient sur la base de la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes, ce qui implique l'écrasement du mouvement de libération nationale palestinien. La clique militaire syrienne estime que le moment est venu de constituer la « Grande Syrie », c'est-à-dire de mettre la Syrie actuelle, le Liban et les Palestiniens sous le contrôle des régimes de Damas et d'Amman totalement

soutenus par Le Caire dans ce domaine.

Mais quelles conséquences aurait, pour la lutte de libération nationale du peuple palestinien et les organisations qui s'en réclament, l'application, dans l'avenir proche, d'un tel « plan de paix » qui n'est, en réalité, que le « plan de paix » de l'impérialisme américain appuyé par la bureaucratie du Kremlin ?

Force est de constater, deux mois après les accords de Riad, que le plan de règlement américain (qui a le soutien ouvert et total de la bureaucratie du Kremlin) est en bonne voie. La Syrie et l'Égypte sont prêtes à se rendre à la Conférence de Genève, avec les USA, l'URSS et Israël. De leur côté, les dirigeants de l'OLP laissent entendre de plus en plus clairement qu'ils sont également prêts à participer à la mise en place du « plan de paix » élaboré sous l'égide de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire mondiale. Plus nettement que jamais, les dirigeants de l'OLP s'affirment prêts à constituer un Etat palestinien croupion en Cisjordanie et à Gaza, acceptant, de ce fait, même s'ils disent le contraire, le plan de partition de la Palestine de 1948. Et chacun sait qu'accepter ce plan équivaut à la destruction complète de la résistance palestinienne, qui s'appuie sur la mobilisation révolutionnaire des masses dans tout le Moyen-Orient contre l'impérialisme.

Du point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne mondiale, dont la lutte de libération nationale du peuple palestinien est une composante, une fois de plus, tous les problèmes se concentrent aujourd'hui dans le bilan de la politique de la direction de la résistance palestinienne. La défaite très dure subie par le peuple palestinien au Liban est encore plus dure que celle subie en 1970-1971 en Jordanie. Car le Liban est la dernière place forte à partir de laquelle les masses palestiniennes

pouvaient combattre. Les raisons politiques subjectives de la défaite sont les mêmes, dans leurs grands traits, que celles qui avaient conduit à l'effondrement de la résistance en Jordanie.

L'OLP et toutes les organisations palestiniennes sont restées prisonnières du cadre politique de la « nation arabe ». Jamais l'OLP, ni aucune autre organisation (y compris le groupe du SU au Liban) n'ont expliqué clairement aux masses ni même à leurs propres militants le contenu réactionnaire de la « nation arabe ». A chaque moment, les dirigeants ont mis en avant la prétendue solidarité qui existerait entre le mouvement révolutionnaire des masses palestiniennes et tel ou tel gouvernement arabe (l'Égypte, la Syrie, etc.). Jusqu'en juin, nous l'avons vu, les dirigeants du Fath ont misé sur leur « alliance stratégique » avec la Syrie. Le résultat, ce fut l'offensive forcenée de l'armée syrienne alliée aux phalangistes contre la révolution. Après le massacre de Tall al Zaatar qui aurait été impossible sans la présence autour du camp retranché de l'armée syrienne, ce fut l'accord de Riad, c'est-à-dire l'étranglement de la révolution et du mouvement de libération nationale.

Ainsi, une nouvelle fois, le mythe de la lutte armée se suffisant par elle-même s'effondre. Ce qui compte avant tout, on ne le répétera jamais assez, ce n'est pas seulement la puissance des armes (bien que l'armement des masses soit une question capitale de la révolution à un moment donné), ce qui importe, c'est la politique qui permet aux armes de vaincre. Depuis qu'il s'est constitué comme mouvement de libération nationale, organisationnellement indépendant des Etats arabes (1965-1967), le Fath n'a inscrit en fait qu'un seul point à son programme : la nécessité de la lutte armée. Jamais la question de l'indépendance politique du mouvement de libération nationale

n'a été posée en termes clairs. Jamais l'éducation des combattants sur le terrain de la lutte conjointe contre l'impérialisme, le sionisme et le panarabisme n'a été posée. Cette faiblesse politique interne au mouvement de libération nationale à direction petite-bourgeoise est la raison essentielle de ses oscillations politiques permanentes qui l'ont conduit à accepter et à cautionner les accords de Riad destinés à l'étranger.

Mais si les masses palestiniennes et libanaises ont subi des coups très durs, si la révolution est momentanément écrasée, un bouillonnement politique intense existe au sein des organisations qui n'ont pas été détruites et principalement au sein de la plus importante, du Fath. Au lendemain de la défaite en Jordanie, on se souvient des discussions très âpres qui ont eu lieu au sein du Fath, notamment à partir de la lutte des masses qui, à Irbid, aboutit à la constitution d'un véritable soviet. Aujourd'hui, cette discussion ne peut que reprendre sur la base de la nouvelle expérience du Liban. La question de l'examen de la politique menée tout au long de la guerre civile par les dirigeants de l'OLP et des organisations doit s'approfondir. La nécessité de la mener jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la rupture avec la théorie pernicieuse de la « nation arabe » qui aboutit à subordonner constamment la lutte des masses à la bourgeoisie de tel ou tel Etat arabe, cette nécessité est aujourd'hui plus grande que jamais.

L'OLP, prisonnière du panarabisme, se rendra-t-elle à Genève, acceptera-t-elle le couteau sous la gorge, mais acceptera-t-elle quand même les conclusions de la Conférence de Genève, voir la reconnaissance de l'Etat d'Israël ? De toute façon, c'est au sein du mouvement organisé palestinien, en vue de la libération nationale, que devront se dégager les forces politiques capables de tirer le bilan de ce qui vient de se passer,

de remettre en question les fondements politiques qui ont conduit jusqu'à présent à la défaite, de faire leur le programme de la révolution prolétarienne pour préparer les inévitables combats de l'avenir. Pour sa part, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, sans préalable mais également sans concessions, est prêt à engager et à développer cette discussion.

NOUVELLES CONTRADICTIONS AU MOYEN-ORIENT

Si la situation présente est extrêmement difficile pour les combattants et les organisations palestiniennes, elle n'est cependant pas sans issue. Car l'invasion du Liban par la Syrie soulève toute une série de nouvelles contradictions qui ne peuvent être réglées par les Etats arabes, encore moins par l'impérialisme et son instrument direct, Israël. Nous l'avons dit, une grande partie de l'armée syrienne se trouve au Liban. Aujourd'hui, Damas est une ville pratiquement quadrillée par la garde prétorienne du général dictateur Assad. Une telle situation ne peut s'éterniser et le peuple syrien endurer les plus durs sacrifices pour la défense de l'impérialisme au Liban.

La reconnaissance aujourd'hui ouverte d'Israël par l'Egypte et la Syrie soulève de nouvelles contradictions politiques explosives. Sur cette base, il n'est pas possible aux gouvernements de Damas et du Caire de stabiliser durablement la situation politique incertaine dans leurs pays respectifs. Ce n'est pas la nouvelle perspective d'union Egypte-Syrie (la troisième en vingt ans, et qui connaîtra le sort des précédentes) qui fera avancer les choses en faveur des classes dominantes. La fébrilité diplomatique que l'on observe au Caire ne doit pas faire oublier que la

force décisive de la région, le nombreux prolétariat égyptien est en mouvement depuis quelques années. Sans nul doute, de nouveaux développements importants de la lutte des classes sont à attendre en Égypte.

Autre contradiction et de taille : l'Etat d'Israël lui-même, qui ne serait rien sans l'existence de l'impérialisme américain, est en train de se décomposer sous le jeu de ses propres contradictions. La hausse des prix, le chômage, l'insécurité, l'état de guerre permanent entretenu par le sionisme, tous ces facteurs se conjuguant avec la crise internationale de l'impérialisme accentuent dangereusement la dislocation de l'Etat d'Israël. Ce n'est pas seulement d'une crise de gouvernement dont il s'agit, mais de l'existence même, de la viabilité même d'Israël. Aux yeux de masses juives toujours plus nombreuses, le sionisme apparaît de plus en plus comme une impasse. Quelle solution ? En dehors de la révolution prolétarienne intégrant le combat pour la constitution de la nation palestinienne, il n'y a que le développement de la barbarie, l'aggravation de l'état de chose existant pour les masses de toute la région.

C'est dire que sur la base d'une vision claire de la situation ordonnée par la méthode du marxisme, et en tenant compte de toutes les con-

traditions, à terme mortelles pour les classes dominantes de la région, une perspective peut être dégagée pour les masses et les militants palestiniens, libanais, égyptiens, syriens, etc.

Cette perspective, c'est celle que permet d'ouvrir le programme révolutionnaire du prolétariat. Il faut partir des données réelles de la lutte des classes mondiale, de la lutte des classes dans chacun des pays du Moyen-Orient. A partir de là, une stratégie indépendante, fondée sur le mouvement autonome des masses que vient d'illustrer magnifiquement et tragiquement la révolution libanaise, peut être dégagée. A partir de là, et de là seulement, la victoire future du mouvement de libération nationale conçu comme partie intégrante de la révolution prolétarienne au Moyen-Orient peut être envisagée. Ce que la tragédie libanaise illustre clairement, c'est qu'il ne saurait y avoir aucune issue positive dans le cadre du panarabisme. C'est cela qu'il importe de comprendre. Révolution prolétarienne et non prétendue « révolution arabe », tel est le mot d'ordre central qui permet de tirer le bilan de la tragédie libanaise.

Jacques Meyrand,
le 9 décembre 1976.

révolutions, le terme révolutions pour les classes dominantes de la région... perspectives pour les masses... les militants pa-

Cette perspective est celle que... révolution... libanais... M. O. P. ...

l'impérialisme... libanais... révolution...

La reconnaissance aujourd'hui ouverte d'Israël par l'Égypte et la Syrie... nouvelles contradictions politiques explosives...

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51695